



RAPPORT MORAL D'ACTIVITÉS 2023



SOMMAIRE

1

CARTE DES MISSIONS
ACF

2

CE QUE NOUS
SOMMES

3

MOT
DE LA PRÉSIDENTE

4

DOMAINES
D'INTERVENTIONS

5

DIRECTION
DES OPÉRATIONS

6

DÉPARTEMENT EXPERTISE
RECHERCHE
ET PLAIDOYER

7

DÉPARTEMENT
COMMUNICATION
ET DÉVELOPPEMENT

8

DÉPARTEMENT
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

9

DÉPARTEMENT
DES RESSOURCES
HUMAINES

9

DIRECTION
LOGISTIQUE

10

DIRECTION
DES SYSTÈMES
D'INFORMATION

11

DIRECTION
GÉNÉRALE

12

QUI
SOMMES-NOUS ?

13

LA MOBILISATION
ASSOCIATIVE

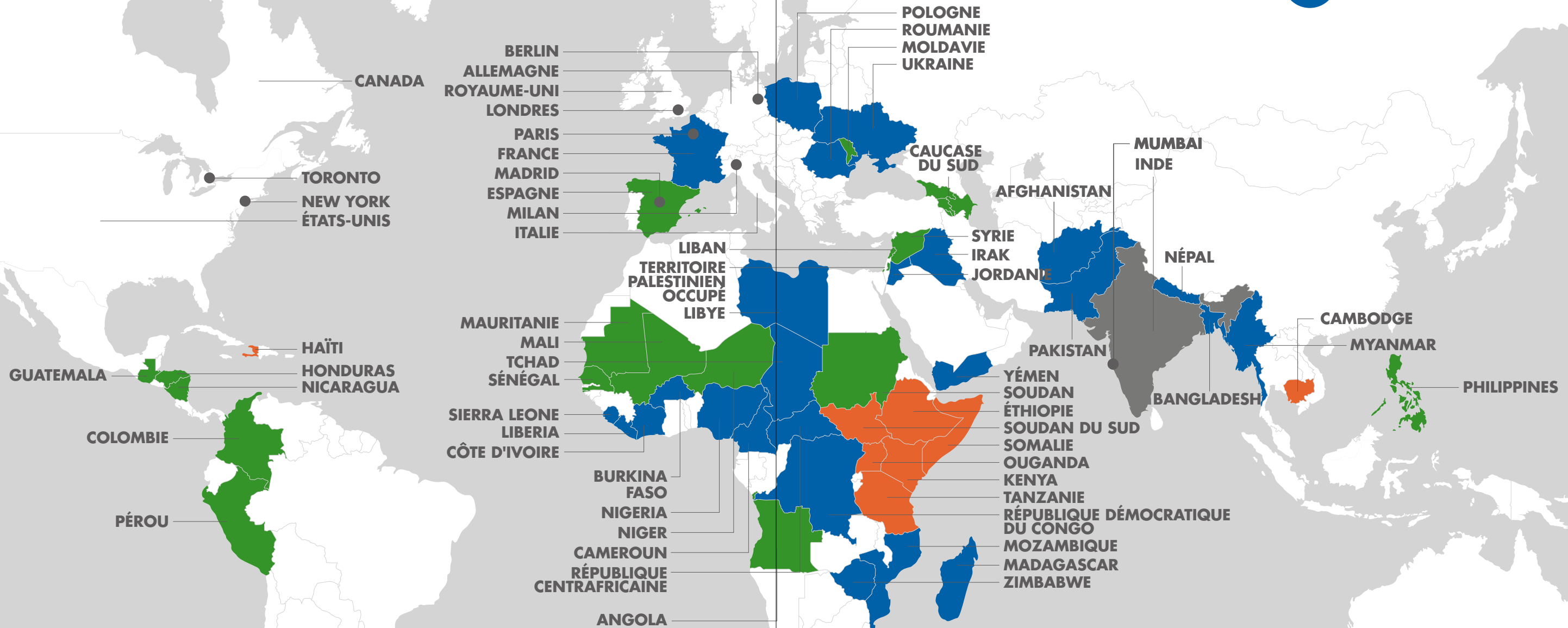
14






LE CONSEIL
D'ADMINISTRATION



RAPPORT MORAL D'ACTIVITÉS 2023

NOS MISSIONS



-  PAYS D'INTERVENTION FRANCE
-  PAYS D'INTERVENTION ESPAGNE
-  PAYS D'INTERVENTION USA
-  PAYS D'INTERVENTION INDE
-  SIÈGES



CE QUE NOUS SOMMES

828 MILLIONS DE PERSONNES SOUFFRENT DE LA FAIM DANS LE MONDE. C'EST INACCEPTABLE. ACTION CONTRE LA FAIM SE BAT CONTRE CETTE INJUSTICE DEPUIS PLUS DE 40 ANS. ET LE MONDE A ENCORE BESOIN DE NOTRE DÉTERMINATION.

CHEZ ACTION CONTRE LA FAIM, NOUS SAUVONS DES VIES ET RÉDUISONS L'INSÉCURITÉ NUTRITIONNELLE.

Chaque personne doit pouvoir manger à sa faim, de manière suffisante, diversifiée et durable. Nous en sommes très loin. En 2023, ce sont plus de 21 millions de vie (ACFIN) et 9,7 millions (ACF France) que nous soutenons en nous attaquant aux conséquences et aux causes structurelles de la faim. Les guerres, la crise climatique et environnementale, les inégalités socioéconomiques et de genre en sont les raisons principales. Avec et pour les communautés, nous rassemblons, agissons, apportons des solutions. Car oui, les solutions existent, et chez Action contre la Faim nous savons comment faire pour que la faim cesse d'être une fatalité.

CHEZ ACTION CONTRE LA FAIM, NOUS SOMMES ACTEURS DE TERRAIN DONC NOUS SOMMES MILITANTS.

Notre premier acte de militantisme est d'agir sur le terrain partout dans le Monde et, ici, en France. Nous agissons partout, dans tous les contextes, et développons autant notre capacité à sauver des vies dans l'urgence qu'à co-construire des environnements vertueux dans la durée. Nous intervenons directement avec et aux côtés des communautés dans 51 pays grâce à nos solides expertises déployées en local :

- **les programmes de nutrition & de santé** : prévenir, détecter et traiter la sous-nutrition en renforçant les capacités des systèmes de santé

- **la sécurité alimentaire & moyens d'existence** : assurer un accès suffisant à la nourriture, en quantité et en qualité, de façon durable et juste
- **l'accès à l'eau potable, l'assainissement & hygiène** : donner accès à une eau potable et à de meilleures conditions d'hygiène
- **la santé mentale, soutien psychosocial et protection** : soutenir les personnes qui ont subi des traumatismes et peuvent perdre la volonté de vivre
- **la préparation et la réponse d'urgence** : agir vite auprès et avec les populations victimes de crises
- **la recherche interventionnelle** : améliorer la qualité et l'efficacité de nos interventions sur le terrain
- **le plaidoyer** : mobiliser l'opinion publique et influencer les décideurs politiques et économiques pour s'attaquer aux systèmes qui entretiennent la faim.

CHEZ ACTION CONTRE LA FAIM, NOUS CROYONS À LA PUISSANCE DU COLLECTIF.

Notre approche de l'aide humanitaire repose sur la conviction que la mobilisation collective est nécessaire pour que nos actions aient un impact partout. C'est pourquoi 95 % de nos 8000 collaboratrices et collaborateurs sont issues des pays dans lesquels nous intervenons. Nous collaborons avec des ONG internationales et locales, les États et les bailleurs de fonds, les entreprises, les universités, les établissements scolaires et les citoyennes et citoyens. Nous nous unissons à celles et ceux qui font de la faim un combat et sans qui nous ne serions rien. Il n'y a pas de petites actions, de petits gestes. Seulement de grandes ambitions.

METTONS NOS FORCES, NOS TALENTS, NOS IDÉES, NOS VOIX POUR SERVIR CET IDÉAL DE SOLIDARITÉ.

MOT DE LA PRÉSIDENTE



Aïcha KORAICHI
Présidente

En 2023, plus de 730 millions de personnes continuent de souffrir de la faim dont 161 millions à risque d'insécurité alimentaire aiguë. La malnutrition sous toutes ses formes persiste à des niveaux inacceptables avec près de 148 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance et 45 millions considérés émaciés.

Les conflits prolongés qui touchent principalement les populations civiles, les inégalités socio-économiques et de genre croissantes, les crises climatiques et environnementales, les systèmes alimentaires défaillants, les politiques locales, nationales et internationales qui ne permettent pas à la société civile d'avoir suffisamment voix au chapitre dans les arènes décisionnelles constituent les causes profondes de la sous-nutrition.

Au-delà de ces causes structurelles, la dégradation de la situation humanitaire a été amplifiée par les conséquences notamment économiques de la guerre en Ukraine, rendant le rôle de nos équipes avec et auprès des communautés dans nos pays d'intervention plus essentiel que jamais. En Afghanistan, l'espace humanitaire et l'accès des ONG internationales ont continué de se réduire alors que de nouvelles restrictions pour les femmes étaient mises en œuvre par le régime en place. En Ukraine, la décision russe de mettre fin à l'accord céréalier, qui avait permis le transit de 33 tonnes de céréales depuis l'été 2022, illustre la militarisation de la faim dans le monde. En Afrique australe, El Niño a engendré des phénomènes de sécheresse et de décalage des pluies, notamment au Zimbabwe et au sud de Madagascar. La survenue de ce phénomène climatique dans une région déjà confrontée à une forte insécurité alimentaire aggrave les besoins des populations. En Afrique centrale, la série de coups d'état survenus dans la région pourrait avoir des répercussions sur les pays voisins dans les mois et années à venir et ainsi accroître les besoins humanitaires.

Les défis auxquels notre association et plus généralement le secteur humanitaire ont été confrontés cette année sont ainsi nombreux et risquent malheureusement d'être amplifiés l'année prochaine au regard de l'actualité de ces derniers mois. Les récents conflits internationaux démontrent que, plus que jamais, les valeurs et les actions humanitaires que nous portons sont aujourd'hui remises en question et qu'il est essentiel de les réaffirmer tout en identifiant des solutions durables, innovantes et contextualisées pour faire face à des situations inédites et complexes.

Le Conseil d'Administration a continué en 2023 à accompagner les nombreux chantiers de l'association auprès de celles et ceux qui la font vivre au quotidien et qui constituent la richesse d'Action contre la Faim : les salarié.e.s du terrain et du siège, les bénévoles, les délégué.e.s, et les adhérent.e.s.

Après les précédentes années consacrées à l'acquisition de nos nouveaux locaux à Montreuil et à investir dans les outils et ressources qui nous ont permis de faire face à la très importante croissance qu'a connue l'association, il importait de lancer un chantier afin de stabiliser la trajectoire économique d'ACF au regard des nombreux enjeux et défis du secteur humanitaire. Ce chantier ne pouvait être décorrélé d'une réflexion sur qui nous sommes et quel modèle d'ONG nous voulons incarner à l'avenir.

Ces réflexions, nous les avons conduites collectivement lors d'un séminaire du conseil d'administration en novembre 2023 afin de nourrir les grandes orientations que nous souhaitons mettre en œuvre avant de les opérationnaliser collaborativement avec l'exécutif dans le cadre de la construction d'une stratégie pluriannuelle. Il en est ressorti quatre axes structurants :

- Préserver notre identité opérationnelle humanitaire et notre expertise technique en tant qu'acteur de référence de la lutte contre l'insécurité nutritionnelle

- S'appuyer sur des logiques d'alliances et l'émergence de coalitions de causes communes face à l'augmentation des besoins
- Sécuriser notre modèle économique afin de préserver notre indépendance financière, opérationnelle et de plaider
- Demeurer fidèle à notre spécificité associative avec une gouvernance plus inclusive et ouverte aux différents acteurs de l'association

Les associations sont des organisations multi-acteurs dont la particularité est de rassembler autour d'un objet social commun des parties prenantes différentes : salarié.e.s, bénévoles, adhérent.e.s, populations et communautés auprès desquelles nous intervenons.

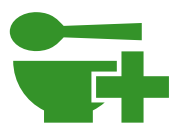
La multiplicité des regards croisés aux horizons divers est un apport indéniable du modèle associatif issu de la loi 1901. C'est cette diversité des points de vue que nous devons préserver au sein du conseil d'administration. Ce n'est qu'à travers de l'écoute et du dialogue constant entre toutes ces identités que peut naître la réflexion critique nécessaire à l'amélioration constante de nos pratiques. Enfin, avant toutes autres considérations, c'est également la garantie de notre engagement et de notre respect des intérêts des populations et communautés auprès desquelles nous intervenons.

Aïcha KORAICHI



DOMAINES D'INTERVENTIONS

CHIFFRES 2023 ACF FRANCE



**NUTRITION/
SANTÉ
ET PRATIQUE
DE SOINS**

NUTRITION/SANTÉ

5 577 433

PRATIQUES DE SOINS

319 560



**EAU,
ASSAINISSEMENT
HYGIÈNE**

BÉNÉFICIAIRES

2 891 262



**SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE
ET MOYENS
D'EXISTENCE**

BÉNÉFICIAIRES

646 405



**RÉDUCTION
DES RISQUES
ET DÉASTRES
(DRR)**

BÉNÉFICIAIRES

170 044



SANTÉ
ET NUTRITION



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
ET MOYENS D'EXISTENCE



EAU, ASSAINISSEMENT
ET HYGIÈNE



SANTÉ MENTALE
ET PRATIQUES DE SOINS



GESTION DES RISQUES
DE CATASTROPHES



PLAIDOYER



RECHERCHE
ET DÉVELOPPEMENT



GENRE



PROTECTION



DIRECTION DES OPÉRATIONS



**Anne-Charlotte
SCHNEIDER,
Directrice
des Opérations**

2023 a été une année à nouveau « hors normes » à plusieurs titres. **Les besoins humanitaires continuent à augmenter** (339 millions de personnes dans le besoin en 2023¹, contre 306 en 2022²), comme le niveau d'insécurité alimentaire (augmentation de 10 % des personnes avec un niveau élevé d'insécurité alimentaire entre 2022 et 2023, soit 238 millions de personnes³). Les estimations conjointes de la malnutrition infantile (JME) publiées en 2023 révèlent des progrès insuffisants pour atteindre les OMD : avec les progrès actuels, 39,6 millions d'enfants manqueront l'objectif de 2030, dont plus de 80 % en Afrique⁴.

Second élément à noter, les **urgences humanitaires majeures restent à un niveau élevé de criticité** : Afghanistan, Nigéria, RDC, Tchad, Ukraine, Yémen pour citer les zones de présence des opérations d'ACF-France. ACF a déployé des réponses d'urgence ad hoc liées à une situation de conflit en Côte d'Ivoire (réfugié.e.s Burkinabés), Pakistan (réfugié.e.s Afghans), RDC (conflit M-23), Tchad (réfugié.e.s soudanais) et Ukraine, tout en maintenant ses réponses via des mécanismes de réponses rapides (RRM) ou assimilés au Burkina Faso, Cameroun, Mozambique, Nigéria, RCA, RDC et Tchad.

Le **conflit Ukrainien** continue à fortement impacter l'économie de nombreux pays d'intervention d'ACF France. « Les simulations suggèrent qu'un choc de 10 % des prix du pétrole, des denrées alimentaires et des engrais induit par la guerre peut réduire le PIB annuel de l'Afrique de 7 milliards de dollars.⁵»

L'impact de l'intensification du conflit Israélo-Palestinien depuis Octobre 2023 prend quant à lui diverses formes, avec :

- une guerre par procuration entre les États-Unis et l'Irak au Yémen et en Irak, avec des risques d'escalade incontrôlée et de conflit ouvert ;
- un accord de paix au Yémen dans l'impasse, les tensions régionales donnant l'occasion aux Houthis d'étendre leur contrôle sur le Sud dans un avenir proche ;
- des impacts en matière d'approvisionnement international ressentis au Yémen, comme en RDC, suite à l'attaque des Houtis de plusieurs bateaux de fret en mer Rouge ;
- une escalade des tensions le long des lignes sectaires/politiques en Irak, créant une plus grande déstabilisation et un échec de la gouvernance.

Enfin, dernier mais non le moindre élément de cette année 2023 « hors normes » : les **effets du changement climatique sont de plus en plus forts**, l'année 2023 ayant vu les records dépassés pour les plus chaudes températures sur les 174 dernières années⁶. ACF France intervient dans 8 des 14 pays les plus exposés aux conséquences du changement climatique⁷, et a assuré 11 réponses d'urgence sur l'année y étant liées :

- 1 intervention suite à la sécheresse sévère dans le sud de Madagascar ;
- 2 interventions suite à des inondations de large ampleur au Bangladesh et en Libye ;
- 3 interventions suite aux cyclones Fredy à Madagascar, et Mocha au Bangladesh et au Myanmar ;

- 1 réponse suite à un séisme en Afghanistan ;
- 4 réponses à des épidémies de choléra au Cameroun, Irak, Yémen et Zimbabwe (un lien de cause à effet entre la transformation de l'environnement et sa propagation a pu être caractérisé) et 1 réponse à la rougeole en RDC

En 2023, le Pool dédié temporaire à la réponse en Ukraine, Roumanie et Pologne a été absorbé par le Pool Moyen Orient/ Afrique du Nord et Europe. Certains bureaux pays sont en phase de **transition des activités opérationnelles**. ACF fermera le Bureau Pays Roumanie-Pologne au printemps 2024, suite à la baisse considérable de financements et du fait de l'intégration progressive des réfugiés ukrainiens dans les systèmes sociaux des pays d'accueil. Malgré la réponse d'urgence assurée à la suite de la tempête Daniel en septembre 2023, la stratégie de retrait progressif de la Libye se poursuit. Au Bangladesh, Zimbabwe, Népal et Sierra Leone, une transition est opérée en faveur d'un accroissement de la mise en œuvre via des partenaires locaux et nationaux.

ACF continue **de consolider et de stabiliser** sa réponse à la crise ukrainienne et au Mozambique. La mission France se

consolide et voit son volume de financement augmenter. La mobilisation des équipes d'ACF-France reste massive auprès des **terains les plus fragiles ainsi que des crises oubliées** : Afghanistan, Bangladesh, Irak, Jordanie, Libye, Myanmar, Pakistan, Yémen et pays d'Afrique Australe (Zimbabwe), Centrale (RCA, Cameroun) et de l'Ouest (Burkina Faso).

Les priorités du département des Opérations sont nombreuses pour faire face à ces multiples défis : en 2023, ACF a pu consolider son travail de longue date en matière de **protection des travailleur.euse.s humanitaires**, en développant un projet de protection financé par ECHO, visant à fournir un appui financier à des ONG pour apporter une réponse adéquate à leurs employé.e.s ayant vécu un incident critique sur le terrain. L'engagement sur les questions d'intégration du genre et de la protection dans les programmes et les bureaux pays se développe, avec le renforcement des équipes **Genre et Protection et Safeguarding** : l'approche « Protection Integration in Nutrition Security (PiINS) » est planifiée pour une mise à l'échelle à l'ensemble du Réseau en 2024. Une étude régionale « **Genre et changement climatique** en Asie » a menée à la création d'un cadre logique intégré transversal.



1. [Global Humanitarian Overview 2023 \[EN/AR/ES/FR\] - World | ReliefWeb](#)

2. [Global Humanitarian Assistance Report 2022 \(ams3.cdn.digitaloceanspaces.com\)](#)

3. [Global food crisis: what you need to know in 2023 - European Commission \(europa.eu\)](#)

4. [UNICEF-WHO-The World Bank: Joint Child Malnutrition Estimates \(JME\) – Levels and Trends – 2023 edition - UNICEF DATA](#)

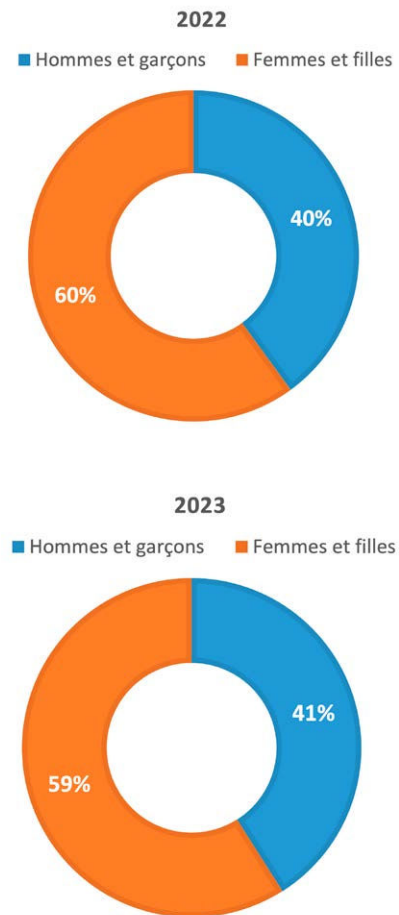
5. [Impact of the Russia-Ukraine war on Africa: policy implications for navigating shocks and building resilience | ODI: Think change](#)

6. [Les indicateurs du changement climatique ont atteint des niveaux record en 2023: OMM | Organisation Météorologique Mondiale \(wmo.int\)](#)

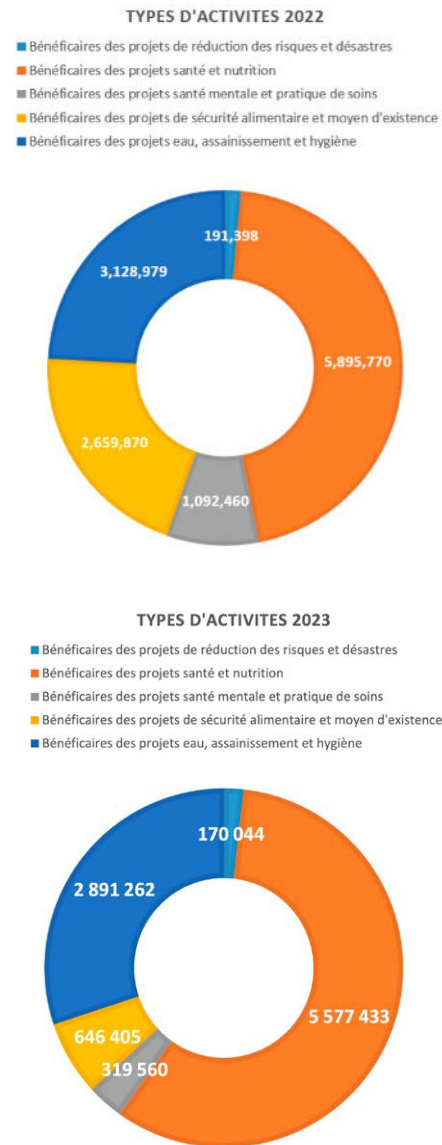
7. [INFORM - Global, open-source risk assessment for humanitarian crises and disasters \(europa.eu\)](#)

GRAPHIQUE 1 : PROFIL BÉNÉFICIAIRES DES PROJETS D'ACF

En 2023, 9,851,403 personnes ont bénéficié de l'intervention d'Action Contre la Faim. Ce chiffre est en baisse par rapport à 2022 (12,957,300)
 Le ratio hommes / femmes des populations servies restent stable.
 2021 (13,968,151)

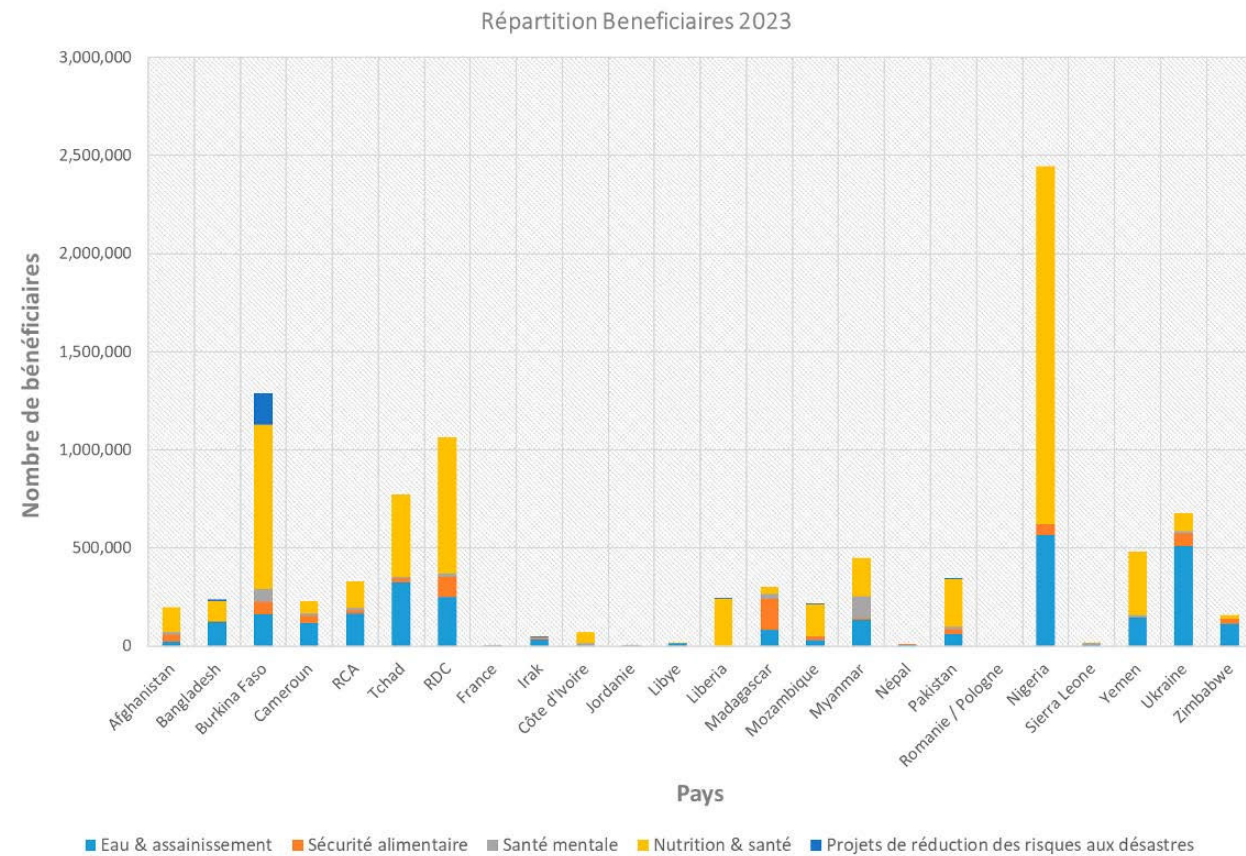


En 2023, les programmes « Nutrition et Santé » ont été encore les plus importants en volume, comme en 2022.
 Les approches Eau, hygiène et assainissement voient une baisse des populations servies en 2023 (2.8 Millions versus 3,1 Millions en 2022).
 Les populations appuyées par les approches Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence ont diminué fortement en 2023 (646,406) après un niveau élevé en 2022 de 2.6 Millions pour répondre aux besoins de la réponse Ukraine.
 Les programmes Santé mentale et pratique de soins appuient plus de 300,000 personnes.



OÙ SE SONT DÉROULÉES NOS ACTIONS ?

Le graphique suivant présente la répartition des populations appuyées par les programmes d'Action Contre la Faim France dans ses 24 bureaux pays et 25 pays d'intervention.



SÉCURITÉ ET ACCÈS

Les activités d'Action contre la Faim répondent aux besoins humanitaires des populations. Pour remplir ce devoir, nos activités doivent respecter les contraintes de sécurité, tant pour les travailleurs humanitaires que pour les populations servies. L'objectif de la gestion de la sûreté et de la sécurité est d'assurer un accès sûr de nos équipes aux bénéficiaires et des bénéficiaires à l'aide. La gestion de la sûreté et de la sécurité est donc une condition préalable et un catalyseur pour les opérations.

L'année 2023 a connu un certain nombre de développements significatifs qui illustrent le remodelage des relations internationales. Le conflit en Ukraine a marqué un tournant dans les relations internationales depuis février 2022. Alors qu'un certain optimisme semblait régner sur une contre-attaque de l'armée ukrainienne au printemps 2023, il n'en a rien été. La Russie semble avoir consolidé ses positions, tandis que l'Ukraine marque le pas. L'activisme russe se reflète à l'international comme en Afrique : elle renforce sa présence dans plusieurs Etats du Sahel (Mali, Burkina Faso) et devient un allié incontournable des régimes en place. En parallèle, la perte d'influence de la France est de plus en plus manifeste. Le coup d'État au Niger en septembre 2023 pose la question de la réévaluation de la présence et de la coopération de la France avec les différents régimes au pouvoir dans la région. Si la guerre en Ukraine a un impact direct sur les conditions de travail des équipes sur le terrain, les changements au Sahel ont également un impact sur la perception des ONGI comme ACF. Au Moyen-Orient, l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre et la riposte israélienne à Gaza ont des répercussions au niveau régional, avec les milices pro-iraniennes qui mènent des actions ciblées contre les forces américaines en particulier, et les Houthis au Yémen qui perturbent considérablement la navigation dans le Bab el Mandeb. La perception des organisations internationales et, par extension, de leurs employés, pourrait ici aussi se détériorer considérablement. Les groupes islamistes radicaux continuent de représenter une menace importante pour les travailleurs humanitaires. Alors qu'ACF peut continuer à opérer dans des zones sous le contrôle ou la forte influence de certains groupes, les zones sous l'influence ou le contrôle de l'État islamique sont définitivement non accessibles, les organisations humanitaires étant considérées comme des cibles légitimes.

En 2023, plusieurs des pays dans lesquels nous opérons ont été concernés par des élections. En 2024, 19 pays organiseront des élections en Afrique. Les deux tiers de ces élections se dérouleront au cours du dernier trimestre de l'année.

Dans cet environnement de plus en plus complexe, notre capacité d'adaptation aux situations s'accroît. Nos bureaux pays, grâce au soutien des Référents Sécurité et Accès Régionaux et la présence d'équipes dédiées sécurité et accès dans les contextes les plus complexes, ont acquis des réflexes en matière de gestion de la sécurité. Par exemple, les plans de contingence élections sont élaborés suffisamment à l'avance pour limiter l'impact sur nos opérations. Dans de nombreuses situations, notre acceptation et capacité de dialogue par certaines parties prenantes accroît l'agilité des équipes opérationnelles.

Le travail sur l'accès s'est poursuivi avec la formation des employés de terrain de la majorité des bureaux nationaux d'ACF lors de session en face-à-face. Le déroulé d'une méthodologie Accès a été appliqué sur plusieurs bases, permettant d'identifier des obstacles et d'élaborer des plans d'action pour les contourner. Le renforcement de ce travail au sein du département des opérations s'accroît en 2024.

En 2023, un total de 125 incidents affectant ACF-France ont été signalés, soit une baisse de 7 % par rapport à 2022 et de 6 % par rapport à 2021. Pourtant, une tendance à la légère augmentation des incidents de sécurité (par opposition à la sûreté) persiste depuis 2019. Les quatre principaux risques enregistrés en 2023 sont les accidents de la route, les vols, les actions des autorités et les menaces. Un accident de la route mortel pour un employé a été enregistré en 2023.

Permettre une bonne préparation de chacun à faire face aux risques de sécurité par le renforcement des formations en sécurité personnelles a été au cœur des activités en 2023. Si le PFST (Personal Field Security Training) est obligatoire pour les employés internationaux se rendant dans les contextes les plus à risques depuis 2019, en 2023, ACF a mis l'accent sur le déploiement d'une formation de base à la sécurité pour tous les autres employés (nationaux ou internationaux). En 2023, 889 employés ont reçu ce BST sur les bureaux pays. Les autres formations dispensées à distance par l'unité se poursuivent (formation à la gestion de la sécurité, Formation à la gestion des incidents critiques, Dialogue humanitaire et Formation des formateurs) ainsi que la campagne de sensibilisation annuelle aux risques sur la route.

ERRU (EMERGENCY READINESS AND RESPONSE UNIT)

PRÉPARATION AUX URGENCES

La réponse aux urgences humanitaires est au cœur des opérations d'Action Contre la Faim. Dans un monde changeant et de plus en plus complexe, où la fréquence et l'impact des crises ne cessent d'augmenter, ACF doit être prête à s'adapter pour fournir rapidement une aide essentielle aux populations qui ont besoin d'une assistance humanitaire urgente. Pour respecter cet engagement, l'Unité de préparation et de réponse aux urgences (ERRU) d'ACF soutient les équipes de terrain afin de renforcer la capacité à répondre efficacement aux urgences. En 2023, l'ERRU a continué de se concentrer sur les supports aux bureaux pays tout en créant des systèmes adaptés à la veille, l'alerte et la classification des urgences ainsi qu'en renouvelant ses systèmes logistiques d'urgence et ses boîtes à outils adaptées pour tous les urgentistes.

L'ERRU s'investit dans la préparation aux urgences, mettant en place des mesures pour prévenir ou atténuer les impacts des catastrophes et renforcer la capacité de réponse des acteurs. Les projets d'actions anticipatrices (AA) ont été un axe de son action au court de l'année, avec des formations et une implication au sein des groupes de travail dédiés à cette méthodologie, visant à anticiper et réduire les graves conséquences humanitaires avant qu'elles ne se manifestent pleinement.

Dans le cadre du renforcement de la préparation aux urgences, cinq plans de préparation et de réponse aux urgences (PPRU) ont été réalisés en Jordanie, Nigéria, Madagascar, Côte d'Ivoire et en République Démocratique du Congo (RDC). Ces plans étaient accompagnés de mesures de préparation minimales (MPM) détaillant les activités essentielles à mettre en place pour garantir un niveau de préparation adéquat. L'équipe ERRU a également dispensé des formations aux équipes des bureaux pays, couvrant des domaines tels que l'évaluation multisectorielle et la simulation d'urgences. En effet, au Nigéria les équipes ont simulé des réponses d'urgence à des inondations pendant une semaine, permettant ainsi de renforcer les capacités des équipes d'urgence. En 2023, l'ERRU a également soutenu le développement d'une stratégie régionale de préparation au phénomène El Nino au Mozambique et Zimbabwe.

L'ERRU a alloué des fonds aux bureaux pays ne disposant pas de ressources suffisantes venant des bailleurs de fonds pour mettre en place des activités de préparation et de réponse aux urgences. Au total, cinq projets de préparation aux urgences et deux projets de réponse d'urgence ont été financés par l'unité, témoignant de son engagement constant à répondre efficacement aux crises humanitaires.

Durant cette année, l'ERRU a apporté un soutien aux bureaux pays pour la réponse aux urgences, avec 28 déploiements en soutien d'urgence, dont 18 réalisés par l'équipe permanente de l'ERRU et 10 par le vivier urgence, intervenant dans 11 pays différents, notamment au Nigéria, au Pakistan, en Libye, au Mozambique, en Ukraine, au Yémen, en Irak, au Cameroun, au Tchad, à Madagascar et au Togo. En outre, l'ERRU d'ACF France travaille en collaboration avec l'équipe de réponse aux urgences d'ACF Espagne pour mutualiser les ressources et répondre efficacement aux urgences partout dans le monde. A ce titre, un support a été proposé notamment dans le cadre des réponses d'urgence en Turquie, Syrie, Territoire Palestiniens Occupés et au Soudan. Enfin, l'ERRU a fourni à trois reprises des images satellites pour évaluer les dégâts causés par des catastrophes naturelles comme par exemple lors du passage du cyclone Daniel en Libye.

L'ERRU a soutenu deux retours d'expérience (RETEX) au Pakistan et au Tchad, permettant d'analyser et d'améliorer les interventions d'urgence passées. L'objectif central de l'ERRU demeure d'améliorer continuellement la qualité et la rapidité de ses interventions d'urgence, avec des exercices servant d'outils essentiels pour évaluer ces aspects.

PARTENARIAT ACF/SOS MÉDITERRANÉE

L'Union européenne, 2^{ème} source de financement de l'aide humanitaire internationale fait pourtant preuve d'une indifférence lourde de conséquences à l'égard des migrants qui tentent la traversée de la Méditerranée. Considérant que les naufrages parfois dramatiques sont l'un des symptômes des crises que connaissent les pays d'origine de celles et ceux qui tentent une traversée parfois dramatique, Médecins du Monde et ACF ont souhaité apporter leur soutien à SOS Méditerranée. Les 3 associations mettent en œuvre depuis 2021 un accord de collaboration destiné à promouvoir les actions humanitaires de sauvetage en mer. Outre un soutien financier renouvelé en 2023, ce partenariat a donné lieu à un appui de la part d'ACF sur des questions relatives à la santé mentale à bord de l'Ocea Viking ainsi que sur l'aide

à la recherche de financements et au plaidoyer concernant les enjeux spécifiques du sauvetage en mer. Concernant la santé mentale, l'étude menée conjointement en 2022 a permis à SOS Méditerranée de poursuivre ses réflexions et de renforcer ces processus sur ces questions mais aussi de sensibiliser et mobiliser les autres acteurs maritimes sur ces questions. Cela est notamment passé par l'organisation par SOS Méditerranée d'un workshop en Juillet 2023 intitulé « "Psychological Risk Management in the Maritime Sector" dans lequel l'étude a été présentée. Sur le plaidoyer, ACF a notamment facilité l'organisation d'une rencontre entre SOS Méditerranée et différentes ONG humanitaires en Avril 2023 afin de leur présenter les enjeux spécifiques et d'envisager des actions conjointes de plaidoyer.





LIEUX D'INTERVENTIONS

Paris, Marseille

DATE DE CRÉATION
DU BUREAU PAYS
2019BUDGET
EN €
879 851 €NOMBRE
DE SALARIÉS
12NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES
1 821MISSION
FRANCE

CONTEXTE

En 2023, 5.3 M de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté en France (+500,000 par rapport à 2022), un chiffre en hausse constante depuis le milieu des années 2000. Pour la 2^{ème} année consécutive, l'insécurité alimentaire s'est aggravée, affectant particulièrement les femmes et les jeunes. Le 17^{ème} baromètre IPSOS/Secours Populaire, réalisé à l'été 2023, révèle que « 32 % des Français-e-s ont des difficultés à se procurer une alimentation saine permettant de faire 3 repas par jour ».

PROGRAMME

Ouverte en 2019, la mission France poursuit son essor, dans un esprit de complémentarité et de co-construction avec ses partenaires associatifs, en Île-de-France comme à Marseille. En 2023, l'évaluation du projet pilote Passerelle a confirmé l'efficacité des transferts monétaires combinés à une orientation sociale individualisée pour améliorer la sécurité alimentaire et le bien-être des ménages vulnérables. ACF s'est également associée au département de Seine-Saint-Denis pour expérimenter et évaluer la mise en œuvre d'un chèque alimentation durable, déployé dès 2024. A Marseille, l'un des projets mis en œuvre vise à lutter contre le non-recours à l'aide alimentaire dans le 15^{ème} arrondissement, en aidant plusieurs partenaires, dont les Restos du Cœur, à mieux comprendre les phénomènes de précarité alimentaire, et encourageant la coopération territoriale inter acteurs. Ces projets documentent l'insécurité alimentaire et les innovations envisageables pour y remédier, nourrissant ainsi la réflexion pour faire évoluer les politiques publiques vers une alimentation suffisante, saine, durable et choisie pour toutes et tous.



ASIE



La région Asie est marquée en 2023 par l'impact grandissant de la crise climatique : le cyclone Mocha a dévasté certaines régions du Myanmar et du Bangladesh alors qu'un nombre record de 5 cyclones avaient impacté le Bangladesh. La région Asie est toujours touchée par une très grande insécurité nutritionnelle et 2 des plus graves crises humanitaires (Afghanistan et Myanmar).

Au Bangladesh, la crise des Rohingyas a continué pour 800 000 réfugiés vivant dans des camps au Bangladesh sans perspectives de solutions. L'insécurité alimentaire et l'impact de la crise climatique étaient des préoccupations majeures (plusieurs districts en situation de IPC 4). L'action d'ACF s'est diversifiée au Bangladesh : activités humanitaires et de développement dans la région de Cox's Bazaar auprès de réfugiés Rohingyas (activités EAH, nutrition et sécurité alimentaire auprès des populations hôtes); intervention au Nord à Sylhet avec l'ONG FIVDB (nutrition, sécurité alimentaire et EAH); et à Barguna et Satkhira au Sud du Bangladesh (activités d'adaptation au changement climatique et activités anticipatrices menés avec l'ONG Uttaran).

Plus de 2 ans après la prise de pouvoir des talibans et après 40 ans de guerre, l'Afghanistan fait face à une crise humanitaire d'ampleur, à l'impact de la crise climatique (sécheresse) et à une très violente crise économique et sociale (nombreuses restrictions mises en place par le régime Taliban contre les femmes). Le pays a été marqué par une réduction majeure de l'espace humanitaire, suite notamment au ban des femmes travaillant dans les ONGs et les agences des Nations Unies, entraînant une très forte diminution des financements institutionnels. Enfin un très grave tremblement de terre à Hérat et le retour forcé de réfugiés afghans du Pakistan ont encore détérioré la situation. ACF a poursuivi son action sur 5 provinces : Helmand, Ghor, Dai Kundi, Badakhshan et Kaboul avec un très large programme de santé, santé mentale et nutrition, avec notamment 7 centres nutritionnels thérapeutiques, 8 cliniques mobiles, plusieurs centres psychosociaux pour les femmes, une hotline dédiée à la santé mentale et le soutien de plus de 40 postes de santé et des activités d'EAH et de sécurité alimentaire, et de réponse d'urgence au tremblement de terre d'Herat.

La situation humanitaire s'est détériorée très fortement au Myanmar. 2023 a vu un tournant dans la guerre civile, suite à l'offensive surprise menée fin octobre 2023 par une alliance de 3 armées ethniques opposées à la junte dites 3 Brotherhoods Alliance entraînant de nouveaux déplacements dans le pays. Par ailleurs, le Cyclone Mocha en mai 2023 a dévasté le Rakhine.

L'économie connaissait une grave crise économique et l'espace humanitaire s'est encore restreint (obstacles bureaucratiques croissants, absence de visas). ACF a continué dans des conditions de plus en plus difficiles à mener des programmes de nutrition, santé et santé mentale, eau et assainissement et sécurité alimentaire dans le Rakhine auprès notamment des populations Rohingyas, mais aussi dans le Kayah et Le Sagaing avec son partenaire KMSS.

Le Népal est marqué une vulnérabilité croissante de la population pauvre et une situation de crise nutritionnelle (crise climatique, crise économique et marginalisation de certaines populations, notamment dalits). L'action d'ACF au Népal évolue fortement, avec notamment le développement d'un programme pointue d'assistance technique à la prise en charge de la malnutrition sévère et modérée en appuyant les gouvernements national et provinciaux et les municipalités. ACF a continué à mener un programme d'adaptation au changement climatique dans le district d'Udayapur et d'EAH dans les districts de Rasuwa et Nuwakot tout en renforçant son partenariat stratégique avec 2 ONGs nationales Sahara Népal et NTAG.

Le Pakistan a fait face en 2023 à une forte instabilité politique et à une crise économique importante (flambée de l'inflation), et l'impact des inondations dramatiques de 2022 se fait toujours sentir. Le Pakistan est aussi marqué par une très grave insécurité nutritionnelle. Enfin la décision du gouvernement pakistanais de renvoyer en Afghanistan les millions de réfugiés installés depuis des décennies a entraîné une nouvelle crise humanitaire. ACF intervient au Balochistan et dans le Sindh, auprès des communautés impactées par les inondations de 2022 (sécurité alimentaire, EAH et nutrition). ACF met en œuvre des activités de santé auprès des réfugiés afghans dans le Balochistan. La baisse des financements au Pakistan entraîne une diminution progressive des activités d'ACF.

LIEUX D'INTERVENTIONS

Kabul, Helmand, Daykundi, Badakhshan, Ghor, Herat

DATE DE CRÉATION DU BUREAU PAYS

1995

BUDGET EN €

14 665 016 €

NOMBRE DE SALARIÉS

654

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

199 811

AFGHANISTAN

CONTEXTE

En Afghanistan la situation humanitaire se caractérise par une crise économique, des décennies de guerre et des catastrophes naturelles exacerbées par un déficit de financement de l'aide humanitaire et un espace humanitaire restreint. En 2024, 23,7 millions de personnes, soit la moitié de la population, ont besoin d'une assistance vitale.

PROGRAMME

En 2023, l'interdiction faite aux femmes de travailler avec les ONG a profondément affecté la programmation d'ACF, dans toutes ses zones d'intervention. Grâce au soutien de donateurs institutionnels (ECHO, CDCS, OCHA...) ou de fonds privés, ACF Afghanistan a adapté ses activités intégrées dans plusieurs secteurs.

ACF a fourni des soins de santé primaires et un traitement de la malnutrition aiguë aux enfants de moins de cinq ans et aux femmes enceintes et allaitantes par le biais de 8 équipes mobiles intégrées, 7 centres nutritionnels thérapeutique (TFU) et 40 postes de santé. Dans les établissements de santé, 4 espaces dédiés aux femmes ont été intégrés et des services WASH mis en place. ACF a ouvert 4 TFU supplémentaires (à Badakhshan, Daykundi et Ghor) en complément de celles existant à Helmand et Kaboul.

L'approche intégrée d'ACF de la sécurité alimentaire et nutritionnelle comprend le Cash for food ou Cash for work, les paniers alimentaires, les intrants agricoles et du bétail, entre autres. ACF Afghanistan a distribué de l'argent liquide en soutien à l'aide alimentaire à 1,300 ménages dans le Badakhshan. 83 % des ménages ciblés ont atteint un niveau de sécurité alimentaire acceptable à la fin du projet.

**LIEUX D'INTERVENTIONS**

Cox's Bazar, Dhaka, Sylhet, Barguna (Satkhira)

DATE DE CRÉATION DU BUREAU PAYS

2007

BUDGET EN €

3 250 205 €

NOMBRE DE SALARIÉS

52

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

236 430

BANGLADESH

CONTEXTE

Le Bangladesh connaît des catastrophes naturelles répétées, une forte insécurité nutritionnelle et accueille 800 000 réfugiés Rohingyas. Près de 9 millions de personnes connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë et 13 des 64 districts sont identifiés comme IPC 3 et +, (à Cox's Bazar la prévalence de la malnutrition atteint 12,8 %).

PROGRAMME

À Cox's Bazar, ACF a fourni des soins vitaux et a cherché à améliorer la durabilité et le bien-être des réfugiés Rohingya et des communautés d'accueil touchés par la crise et les multiples catastrophes grâce à une approche intégrée.

Les interventions en matière de santé et de nutrition ont bénéficié directement à 105,382 personnes (21,423 hommes et 83,959 femmes) en fournissant des services vitaux, notamment le traitement SAM pour 1,091 enfants de moins de 5 ans, et des séances de sensibilisation sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants pour 10,233 soignants.

Dans les zones exposées aux inondations et à l'insécurité alimentaire chronique, notamment la division de Sylhet, ACF a aidé 2,000 ménages en leur apportant une aide alimentaire immédiate sous forme de transferts monétaires à usages multiples, de bons d'achat et de *Cash for work*. Avec des partenaires locaux, ACF renforce les mécanismes d'actions précoces préventives et de résilience des moyens de subsistance dans les régions côtières sujettes aux cyclones.





LIEUX D'INTERVENTIONS
Provinces of Rakhine, Kayah,
Sagaing

**DATE DE CRÉATION
DU BUREAU PAYS**
1994

**BUDGET
EN €**
5 141 414 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**
234

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**
449 781

MYANMAR

CONTEXTE

Le contexte humanitaire est profondément affecté par la violence des troubles politiques et des conflits ethniques persistants. Environ 12,9 millions des habitants du Myanmar sont en situation d'insécurité alimentaire, soit près de 25 %. La population Rohingya est particulièrement vulnérable à ces chocs, aggravés par l'impact du cyclone Mocha en mai 2023.

PROGRAMME

Soutenu par différents bailleurs (SIDA, AAP, BMZ, CARE, UNOPS, CDCS, ECHO, UNICEF et PAM) dans la lutte contre la faim, ACF a mis en œuvre une approche intégrée et multisectorielle dans les États de Rakhine et Kayah et dans la région de Sagaing, comprenant des services de nutrition et de santé ciblant les enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition et les femmes enceintes et allaitantes par le biais de centres de nutrition intégrés et de services de proximité. En collaboration avec HI et KMSS, les équipes ont joué un rôle crucial dans l'amélioration de la sécurité nutritionnelle des populations vulnérables.

Avec ses partenaires locaux, ACF Myanmar a mené des activités WaSH, de SMSPS et de protection, et liées à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance, notamment sur la fourniture d'une assistance technique sur l'approche Baby WaSH et le programme FAITH (Food Always in the Home).

ACF a également soutenu l'évaluation rapide des besoins après le cyclone MOCHA. L'organisation a par ailleurs fourni des Aquatabs à 3,618 ménages à Sittwe, et a contribué à la reconstruction des centres d'information sur l'environnement et des installations WASH de ses centres, détruits par le cyclone.



LIEUX D'INTERVENTIONS

Kathmandu, Districts of Nuwakot, Rusawa and Udayapur

DATE DE CRÉATION DU BUREAU PAYS

2005

BUDGET EN €

329 689 €

NOMBRE DE SALARIÉS

8

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

11 285

NÉPAL

CONTEXTE

Le Népal est fréquemment touché par des catastrophes naturelles (inondations, sécheresse, séismes, épidémies) et est vulnérable à l'insécurité alimentaire, malgré un secteur agricole important. En 2022, 25 % des enfants de moins de 5 ans souffraient d'un retard de croissance, 19 % d'une insuffisance pondérale et 8 % d'émaciation.

PROGRAMME

Au Népal, ACF est connu pour être un pionnier dans le traitement de la SAM et a soutenu le Ministère de la Santé et de la Population pour étendre les programmes de gestion intégrée de la malnutrition aiguë (IMAM) dans différentes parties du pays, notamment en soutenant le renforcement des systèmes de santé et la recherche. En 2023, ACF a notamment soutenu une initiative de lutte contre l'émaciation modérée et a lancé un projet visant à renforcer le programme IMAM dans les sept provinces et au niveau central.

En 2023, un projet financé par le secteur privé a assuré la promotion d'une production alimentaire à partir de cultures nutritives négligées, résistantes au climat et sous-utilisées, renforçant ainsi les moyens de subsistance et la résilience des communautés, en particulier en faveur des femmes.

Dans le bassin de la rivière Trishuli, la Ville de Paris finance un projet WASH intégré dans les communautés, garantissant la fonctionnalité et la durabilité de l'approvisionnement en eau, l'assainissement total et la promotion de l'hygiène, y compris : 1,718 ménages ayant un système « un robinet, une maison », 6 réservoirs, 6 systèmes de distribution et 6 'centrales' de traitement de l'eau.

**LIEUX D'INTERVENTIONS**

Provinces of Islamabad, Sindh, Balochistan

DATE DE CRÉATION DU BUREAU PAYS

1979

BUDGET EN €

4 509 081 €

NOMBRE DE SALARIÉS

92

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

342 512

PAKISTAN

CONTEXTE

Le Pakistan est confronté à une crise humanitaire liée principalement aux impacts du changement climatique (inondations, sécheresse, etc.) et à la faiblesse des institutions. 7 millions de personnes ont besoin de services de nutrition et le taux national de retard de croissance est supérieur à 42 %. En 2023, 4,54 millions de réfugiés afghans avaient besoin d'une aide humanitaire dans le Balochistan.

PROGRAMME

ACF Pakistan lutte activement contre la malnutrition: Dans les communautés touchées par les inondations, ACF a fourni des services tels que le dépistage SAM et MAM, des traitements médicaux ou encore du RUTF. Grâce au dépistage dans les communautés du Sindh et du Balochistan, 143,380 personnes ont pu bénéficier d'activités en nutrition et santé. En 2023, 37,806 femmes ont bénéficié de projets WASH, et 25,792 hommes, notamment de distributions de kits d'hygiène, construction de latrines et la restauration d'infrastructures WASH.

Une assistance à la sécurité alimentaire a également été fournie à 22,812 personnes dans les deux provinces, sous la forme de kits pour l'agriculture et l'élevage et d'une aide alimentaire.

ACF Pakistan a mis en œuvre le projet financé par ECHO «Soutien humanitaire intégré aux réfugiés afghans et à la population d'accueil» au Balochistan. Au cours du projet, 84 809 bénéficiaires ont reçu des consultations de soins de santé primaires. Le projet a fourni des services de santé mentale et de soutien psychosocial à 12,179 personnes, principalement des femmes. Les activités WASH ont compris la réhabilitation d'infrastructures, l'installation de sources d'énergie solaire et l'organisation de séances de sensibilisation.





En 2023, la situation humanitaire en Afrique centrale a été impactée par des conflits armés majeurs, par le changement climatique et par des chocs économiques qui ont aggravé des situations humanitaires déjà précaires.

Près de 500,000 Soudanais fuyant la guerre au Soudan et la violence au Darfour ont trouvé refuge à l'Est du Tchad¹. Malgré une mobilisation des acteurs humanitaires dont ACF pour apporter une réponse humanitaire d'urgence, les besoins restent énormes dans tous les domaines. Les camps de réfugiés existants ont été étendus, de nouveaux camps ont été créés mais de nombreux réfugiés se trouvent toujours près de la frontière soudanaise dans des conditions très difficiles. La guerre au Soudan a mis un coup d'arrêt au commerce transfrontalier, l'installation des réfugiés sur les terres agricoles et la pression sur les ressources naturelles ont sévèrement impacté la sécurité alimentaire de la population des Provinces du Ouaddai, du Sila et du Wadi Fira.

L'autre crise majeure se déroule dans le Nord Kivu avec le conflit armé entre l'armée congolaise et le mouvement du M23 au Nord Kivu. Ce conflit d'une intensité rarement vue en RDC a très sérieusement aggravé la situation humanitaire au Nord Kivu et les déplacements de populations alors que l'insécurité compliquait l'accès humanitaire. Le conflit entre groupes armés communautaires a également continué en Ituri. Au total 6,9 millions de personnes sont déplacées internes en RDC. L'insécurité a également continué à affecter les populations du Nord-Est et Nord-Ouest du Nigéria, de l'extrême nord et des régions anglophones au Cameroun ainsi que du Nord-Ouest de la RCA.

Au Nigéria, la situation dans le Nord-Est du Pays n'a pas connu de changement significatif. Les groupes armés, même s'ils n'ont plus la capacité de conduire des attaques majeures continuent d'être un facteur d'insécurité important pour les populations locales qui s'aventurent en dehors des villes garnisons et pour les humanitaires qui restent une cible. La situation humanitaire reste très préoccupante alors que la baisse des financements réduit la capacité de réponse des acteurs. Le Nord-Ouest du pays continue également de souffrir de l'insécurité qui provoque des déplacements de populations et une crise humanitaire. Il y a plus d'enfants de moins de 5 ans qui souffrent de malnutrition aiguë sévère dans les Etats du Nord-Ouest que dans les Etats

du Nord-Est. Malheureusement, les financements pour le Nord-Ouest du Nigéria restent rares et la réponse aux besoins reste insuffisante.

Le Cameroun continue de subir de nombreuses attaques des groupes armés basés au Nigéria dans la région de l'Extrême nord. Et aucune sortie de crise ne semble en vue dans les régions anglophones.

En RCA, un groupe armé présent dans le Nord-Ouest du pays a eu recours aux engins explosifs improvisés. Ces engins ciblent principalement les forces armées mais ils tuent également des civils et compliquent l'accès humanitaire. Dans de nombreuses zones de la RCA, la situation sécuritaire s'est nettement améliorée. Le risque principal pour les humanitaires est désormais la criminalité.

La région continue également de subir des chocs climatiques. Des inondations et pluies violentes ont tué 300 personnes et en ont déplacé 2,1 millions en RDC.

Au Tchad, la saison des pluies en zone sahélienne a été insuffisante et a fortement compromis la campagne agricole. Les pâturages insuffisants et l'assèchement des mares a poussé les troupeaux vers le sud très tôt dans la saison. Dans le même temps, la Province du Lac subissait des inondations.

Les chocs économiques ont également impacté la capacité des populations les plus vulnérables à satisfaire leurs besoins de base et notamment de nourriture. Le Nigéria a connu une inflation galopante en 2023 qui a compliqué l'accès à la nourriture et autres produits essentiels pour les plus vulnérables. Tous les pays de la région ont souffert de la hausse du prix des carburants et de la nourriture.

Malgré des contextes sécuritaires souvent très dégradés les équipes d'Action Contre la Faim se sont mobilisées pour accéder aux populations les plus vulnérables et répondre à leurs besoins immédiats en nutrition, santé, eau hygiène et assainissement, en sécurité alimentaire et moyens d'existence et en santé mentale et soutien psychosocial. Des projets à plus long terme ont également été mis en œuvre pour accompagner le relèvement des populations et pour lutter contre les causes de l'insécurité nutritionnelle, améliorer la résilience des populations et leur accès aux services de base.

1. 20240110 Chad UNHCR Sudan Emergency Update

LIEUX D'INTERVENTIONS

Yaoundé, Buea, Kumba, Maroua, Kousséri, Batouri

DATE DE CRÉATION DU BUREAU PAYS

1998 / 2014

BUDGET EN €

8 212 680 €

NOMBRE DE SALARIÉS

180

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

462 448

CAMEROUN

CONTEXTE

En 2023, le Cameroun continue d'être affecté par des crises multiformes: les conflits armés dans l'Extrême-Nord et la région anglophone, les chocs climatiques et les mouvements de population à l'intérieur du pays ou en provenance des pays voisins concernent 1,5 million de personnes.

PROGRAMME

Pour lutter contre la malnutrition, Action contre la Faim renforce le système de santé. Les établissements de santé sont approvisionnés en médicaments, le personnel est formé et les soins aux bénéficiaires sont gratuits. Lorsque les structures de santé ne sont pas opérationnelles, ACF déploie des cliniques mobiles pour fournir des soins et un soutien psychosocial qui ciblent particulièrement les femmes et les enfants vulnérables. Ainsi, les femmes enceintes et allaitantes, les adolescents, les souffrant de symptômes traumatiques ont été pris en charge et des formations sur les premiers secours psychologiques réalisées en faveur des leaders communautaires et du personnel de santé.

Action contre la Faim travaille également à la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi qu'à la résilience des populations affectées par les conflits intercommunautaires. Les principales modalités d'intervention comprennent les transferts monétaires, le soutien aux coopératives pour développer des chaînes de valeur, le soutien aux agriculteurs pour qu'ils adoptent des pratiques agro-pastorales durables par le biais d'écoles d'agriculture de terrain, et le soutien à la gestion équitable des ressources naturelles.

Au niveau national, Action contre la Faim participe activement au Plan national de réponse à l'insécurité alimentaire. Au niveau local, dans le cadre du processus de décentralisation, ACF collabore avec trois communes de l'Extrême-Nord (Tokombéré, Koza, Mora) pour élaborer leurs plans de réponse aux crises et aux catastrophes et pour constituer leurs stocks de contingence.

**LIEUX D'INTERVENTIONS**

Abuja/FCT (capital office), Bauchi, Borno, Jigawa, Kano, Sokoto, Yobe

DATE DE CRÉATION DU BUREAU PAYS

2010

BUDGET EN €

25 034 351 €

NOMBRE DE SALARIÉS

291

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

2 445 476

NIGERIA

CONTEXTE

Avec plus de 3 millions de personnes déplacées à l'intérieur en raison de l'insécurité et le banditisme, les chocs climatiques et l'inflation, l'insécurité nutritionnelle s'est aggravée au Nigeria en 2023, laissant 4,41 millions d'enfants avec malnutrition aiguë dans la partie nord du pays. Dans le nord-est, 8,3 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire.

PROGRAMME

Les interventions en matière de nutrition et de santé se sont poursuivies en 2023 avec des activités de dépistage, de traitement et d'éducation à la santé pour les enfants souffrant de malnutrition sévère, et en garantissant une santé de qualité, des services de santé mentale et de soutien psychosocial dans les établissements de santé dans les Etats de Borno, Yobe et Sokoto.

Action contre la Faim a fourni une aide alimentaire aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil et a renforcé leurs moyens de subsistance. Dans les Etats de Jigawa et Kano, Action contre la faim a fourni un soutien technique aux services étatiques pour mettre en œuvre, contrôler et évaluer le programme de protection sociale.

Dans les Etats de Borno, Yobe et Sokoto, Action contre la Faim a réhabilité et construit de nouvelles infrastructures d'eau et d'assainissement, promu des pratiques d'hygiène efficaces et poursuivi son projet de plaidoyer et de surveillance des eaux souterraines.

Dans le cadre du mécanisme de réponse rapide aux mouvements de population, Action contre la Faim a fourni des services en eau, hygiène et assainissement et des transferts d'argent aux populations déplacées par la violence et les inondations dans toutes ses zones d'intervention.



LIEUX D'INTERVENTIONSBangui, Bossangoa, Bouar,
Alindao**DATE DE CRÉATION
DU BUREAU PAYS**

2006

**BUDGET
EN €**

10 297 330 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**

374

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**

328 116

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

CONTEXTE

Malgré une amélioration globale de la situation sécuritaire, en raison des poches d'insécurité, de la pauvreté abyssale, des chocs climatiques, de l'inflation et du manque de services de base fonctionnels, 3,4 millions de personnes (56 % de la population) ont eu besoin d'une assistance humanitaire en 2023.

PROGRAMME

Action contre la Faim a apporté un soutien d'urgence aux populations déplacées, rapatriées et/ou affectées par la crise, notamment en améliorant l'accès aux soins de santé, à la nutrition et à la santé mentale pour les enfants, leurs accompagnants et les femmes enceintes et allaitantes dans les préfectures de Basse-Kotto et d'Ouham-Pendé.

Dans le cadre de son mécanisme de réponse rapide aux mouvements de population, Action contre la Faim a fourni des kits ménagers de base, de l'eau, hygiène et assainissement, une aide alimentaire et un soutien à la santé mentale aux ménages affectés à Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Mambéré et Mambéré-Kadéï.

Dans la Basse-Kotto, l'Ouham et l'Ouham-Pendé, Action contre la Faim a amélioré l'accès à l'eau et aux installations sanitaires et a promu de bonnes pratiques d'hygiène au sein de la population. Les installations sanitaires des centres de santé ont également été améliorées. Action contre la Faim a également amélioré la sécurité alimentaire et la santé mentale des populations vivant dans la Basse-Kotto et dans tout l'ouest du pays.

Action contre la Faim a continué ses projets à plus long terme, poursuivant sa collaboration avec le Centre Hospitalier Universitaire Pédiatrique de Bangui (CHUPB) et l'Université de Bangui afin de fournir un traitement aux enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère, un support psychosocial aux accompagnants et d'assurer la formation des médecins et des agents de santé.



LIEUX D'INTERVENTIONS

Kinshasa, Goma, Mweso, Bambo, Punia, Bunia, Drodro, Tshikapa, Tshibala, Mbuji Mayi, Kwamouth

DATE DE CRÉATION
DU BUREAU PAYS
1997

BUDGET
EN €
39 607 836 €

NOMBRE
DE SALARIÉS
427

NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES
1 062 906

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

CONTEXTE

En 2023, 25,4 millions de Congolais.es ont souffert d'insécurité alimentaire et plus de 6,7 millions de malnutrition aiguë, principalement des enfants de moins de cinq ans. La recrudescence des conflits à l'est de la RDC et dans le Mai Ndombe a entraîné des déplacements massifs de population. Les Provinces de l'Ouest continuent d'enregistrer des taux de malnutrition aiguë très élevés.

PROGRAMME

En RDC, Action contre la Faim répond aux urgences humanitaires, améliore l'accès des populations aux services de base et lutte contre la malnutrition en s'attaquant à ses causes sous-jacentes, tout en intégrant le genre et la protection.

Au Nord Kivu, ACF a mis en place des cliniques mobiles et des activités d'encadrement pour fournir des soins de santé et des services de santé mentale et psychosociale aux populations affectées par les conflits dans le Masisi et autour de Goma. Dans les sites de déplacés, ACF a aussi construit des installations sanitaires d'urgence et effectué des distributions de kits d'hygiène.

En Ituri, en plus de la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère et l'appui au système de santé, 18,000 ménages ont bénéficié d'une assistance alimentaire à travers des foires, et 6,000 ménages bénéficient d'un appui pour la relance agricole à travers une distribution de semences maraîchères.

Au Kasai, Kasai Central et au Maniema, ACF contribue à la résilience des communautés par la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère, le renforcement du système de santé et des activités de nutrition communautaire, y compris lors d'épidémies de rougeole ou de choléra.

Au Kasai Oriental, ACF a mis en œuvre un projet de relance agricole afin d'améliorer la sécurité nutritionnelle des ménages. ACF a également ouvert une base à Kwamouth, dans la province du Mai Ndombe, pour répondre aux besoins des populations affectées par la récente intensification des conflits intercommunautaires.



LIEUX D'INTERVENTIONS

Kanem, Bahr El Gazel, N'Djamena, Lac, Logone Oriental & occidental, Adré

DATE DE CRÉATION
DU BUREAU PAYS
1982

BUDGET
EN €
18 855 486 €

NOMBRE
DE SALARIÉS
370

NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES
771 259

TCHAD

CONTEXTE

En 2023, le Tchad a connu plusieurs crises avec une insécurité persistante dans la région du lac, des violences intercommunautaires, une saison sèche précoce et aiguë dans la bande sahélienne, une crise économique et un afflux massif de réfugiés soudanais dans l'est du pays. Le Tchad accueille aujourd'hui environ un million de réfugiés, la majorité dans l'est. Plus de 2,1 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire et 388,000 enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë sévère.

PROGRAMME

Action contre la Faim a mis en œuvre des actions qui renforcent le système de santé et qui répondent aux besoins prioritaires de la population cible, à travers les soins de santé primaires et secondaires, la référence et la gestion des cas de MAS avec complications, les urgences pédiatriques et obstétriques.

Action contre la Faim a soutenu les personnes les plus vulnérables par le biais d'une aide alimentaire, d'un soutien au pastoralisme, aux moyens de subsistance et d'une aide au développement agricole, par exemple par le biais de la culture maraîchère et de l'agriculture pluviale. Ces programmes ont aidé les communautés à faire face à la période de soudure, tout en renforçant leur résilience aux chocs. Face au changement climatique, l'organisation a piloté l'irrigation au goutte-à-goutte pour améliorer la production maraîchère et une meilleure gestion de l'eau.

Dans les structures de santé soutenues et au niveau communautaire, Action contre la Faim a systématiquement inclus des interventions WASH et a fourni un accès à l'eau potable, à l'assainissement et a promu de bonnes pratiques d'hygiène. Dans le nord du Kanem, Action contre la Faim a également mis en œuvre un vaste projet d'infrastructures WASH.

Pour répondre à l'afflux de réfugiés soudanais, Action contre la Faim a ouvert deux bases, au Sila et au Ouaddaï, pour répondre aux besoins des populations en matière de santé, de nutrition, de santé mentale, d'eau, d'hygiène et d'assainissement.



AFRIQUE DE L'OUWEST ET AFRIQUE AUSTRALE



SOWA

L'année 2023 a été marquée par de nombreuses élections dans les pays d'intervention d'ACF. Les processus électoraux pour les présidentielles au Liberia et à Madagascar se sont déroulés dans un calme relatif. La Sierra Leone a été secouée par l'instabilité, couronnée par une tentative de coup d'État manquée. Le Zimbabwe a connu un scrutin entaché par des fraudes et irrégularités et a été largement critiqué par les observateurs internationaux. Au Sahel, les Juntas militaire du Mali, Burkina Faso et Niger ont créé l'alliance de l'AES, actant ainsi une césure géostratégique avec les pays occidentaux et la CEDEAO. Dans ce cadre, ni le Mali, ni le Burkina Faso n'ont organisé d'élections. De façon générale, la démocratie est mise à mal dans certains pays de la région par des réformes constitutionnelles et des pratiques d'exercice du pouvoir illibérales.

Par ailleurs l'Afrique de l'Ouest est marquée par une montée significative de la violence visant les populations due à l'intensification du conflit entre la mouvance Djihadiste et les Juntas au Sahel. Cette situation a de multiples conséquences, notamment une augmentation du nombre de personnes déplacés internes au Sahel (atteignant 2,1 millions au Burkina Faso) et de réfugiés dans les pays côtiers (plus de 30,000 réfugiés burkinabés dans le nord de la Côte d'Ivoire, où des sites sont mis en place depuis le mois d'août), et un net recul de l'espace humanitaire. D'autres pays côtiers tels que le Ghana et le Benin accusent une augmentation de +35 % d'incidents entre 2022 et 2023 dans le Nord de leurs territoires.

A l'autre bout du continent, au Mozambique, après une accalmie qui a favorisé le retour de certains déplacés internes et une baisse du nombre de déplacés à 584,000 personnes, la fin d'année a été marquée par un fort regain d'activités du groupe Etat Islamique au Mozambique dans le Nord du pays, ce qui a entraîné le déplacement de 67,000 personnes supplémentaires.

En termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, sur l'ensemble de l'Afrique de l'ouest, les analyses sorties en novembre 2023 anticipaient que près de 47 millions de personnes seraient en situation de crise ou pire d'ici à juin 2024, cela inclut 3 millions de personnes au Burkina Faso, 1 million en Côte d'Ivoire et pas moins d'1,5 millions de personnes en Sierra Leone, soit environ 20 % de la population du pays.

En 2023, la situation en Afrique Australe s'est caractérisée par la combinaison d'insécurité alimentaire chroniques et conjoncturelles dans les pays d'action d'ACF. Au sud et au sud-est de Madagascar, l'accumulation d'années de déficits pluviométriques (au sud) et d'épisodes cycloniques (au sud-est) expliquent que plus de 2,2 millions de personnes soient classées en IPC 3 et plus dans ces régions. Au Mozambique, 2,8 millions de personnes ont été classées en phase 3 de l'IPC lors de la soudure 2023 suite au passage du cyclone Freddy (centre du pays) et au conflit armé dans la province de Cabo Delgado au nord. Le Zimbabwe a subi une période de sécheresse et une inflation annuelle supérieure à 30 %. Le phénomène El Nino qui se confirme fortement sur la fin de l'année 2023 va entraîner une baisse prévue des productions agro-pastorales et des revenus pour les ménages dépendant du salariat agricole en 2024. Le choléra a fait son retour dans toute l'Afrique australe (200,000 cas, 3000 décès), le Zimbabwe étant particulièrement touché.

Dans ce contexte, Action contre la Faim continue de travailler autant que possible dans un continuum entre humanitaire et développement, répondant aux besoins urgents (particulièrement dans les situations de crises complexes telles que le Burkina et le Mozambique) tout en œuvrant au renforcement des ressources locales, en travaillant avec les institutions nationales, avec les communautés dans une optique de cohésion sociale, et avec les sociétés civiles locales.

En 2023, ACF a développé une programmation innovante en matière climatique et environnementale dans la région, par exemple en formant les agriculteurs du Zimbabwe à une approche axée sur les pollinisateurs (l'objectif étant d'augmenter la quantité et la qualité des productions en favorisant la pollinisation tout en réduisant les coûts de productions liés à l'achat d'intrants chimiques) ou via un programme de réhabilitation de la mangrove en Sierra Leone (voir section DEP). Un accent est également mis de façon croissante sur les synergies régionales au sein d'ACF via bon nombre de projets multi-pays en Afrique de l'Ouest et d'approches régionales au sein du réseau ACF en Afrique australe.

Quant à la France, dont le Bureau Pays est également piloté par la région, en 2023, 5,3 M de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté en France (+500,000 par rapport à 2022), un chiffre en hausse constante depuis le milieu des années 2000. ACF y poursuit une stratégie pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables, en appui technique et stratégique aux partenaires associatifs et institutionnels et via des projets novateurs et de recherche.

LIEUX D'INTERVENTIONS

Ouagadougou, Banfora, Bobo-Dioulasso, Bogandé, Diapaga, Dori, Fada N'Gourma, Orodara, Ouahigouya, Tenkodogo

DATE DE CRÉATION DU BUREAU PAYS

2008

BUDGET EN €

20 475 979 €

NOMBRE DE SALARIÉS

331

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

1 286 561

BURKINA FASO

CONTEXTE

Le Burkina Faso compte plus de 2.1 M de déplacés internes, un nombre en hausse dans un contexte de violence accrue envers les populations civiles. Plus de 2.3 M de Burkinabés sont en situation d'insécurité alimentaire. 480,000 enfants de moins de cinq ans et 131,500 femmes allaitantes souffraient de malnutrition aiguë, parmi lesquels 113,627 cas de malnutrition aiguë sévère.

PROGRAMME

Dans ce contexte volatile, le renforcement du mécanisme de réponse rapide - RRM-Frontline (en consortium avec 3 ONGI) permet de répondre aux besoins les plus urgents des populations hôtes comme déplacées via la distribution d'abris, d'articles ménagers essentiels, de rations alimentaires et la mise en place d'infrastructures d'eau et d'assainissement. ACF continue de fournir des soins d'urgence en santé primaire, via les cliniques mobiles et un soutien aux centres de santé.

ACF s'inscrit également dans une dynamique de résilience et de développement (Nexus) avec ses partenaires internationaux et nationaux au Burkina Faso. En 2023, la poursuite du programme USAID PREPARE a contribué à améliorer la qualité des services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle. Le programme EU-PROGRESS mis en œuvre depuis 2020 s'efforce d'améliorer les conditions de vie, la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la cohésion sociale des populations vulnérables dans la région est du pays. Dans l'ouest du pays, ACF a finalisé le projet BMZ-PADI, qui visait à renforcer la sécurité alimentaire de populations vulnérables et en situation de handicap. Enfin, le programme transfrontalier YERETALI (Burkina Faso/Côte d'Ivoire) soutient le redressement des communautés du sud-ouest du pays, et l'amélioration de leurs conditions de vie et leur résilience face aux chocs climatiques et sécuritaires, notamment en appuyant le développement de moyens d'existence pérennes.

**LIEUX D'INTERVENTIONS**

Abidjan, Ferkessédougou, Téhini

DATE DE CRÉATION DU BUREAU PAYS

2001

BUDGET EN €

4 595 257 €

NOMBRE DE SALARIÉS

95

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

71 901

CÔTE D'IVOIRE

CONTEXTE

En 2023, environ 30,000 femmes, hommes et enfants du Burkina Faso se sont réfugiés dans le nord de la Côte d'Ivoire, région déjà vulnérable à l'insécurité alimentaire et au stress hydrique. Selon le Cadre harmonisé, sur la période octobre-novembre 2023, 800,000 Ivoiriens.nes étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë (IPC 3).

PROGRAMME

ACF a poursuivi en 2023 son opération d'urgence pour répondre aux besoins des communautés vulnérables dans les zones frontalières du Nord (Tchologo, Bounkani) affectées par la crise sécuritaire au Burkina Faso, en leur fournissant une assistance alimentaire et non-alimentaire. Le programme transfrontalier YERETALI (Burkina Faso/Côte d'Ivoire) soutient le relèvement de ces communautés et le renforcement de leurs capacités à faire face aux chocs (climatiques, liés aux mouvements de population). Dans la région du Tchologo, ACF Côte d'Ivoire poursuit la mise en œuvre du programme ACT Femmes, qui vise à autonomiser les femmes et adolescentes en renforçant leurs accès aux services de santé, la réalisation de leurs droits ainsi que leur participation aux cadres de décision avec deux partenaires nationaux: l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire et les Amazoons du Web. Dans le département de Korhogo, ACF mobilise l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) dans un programme de soutien aux activités de nutrition en communauté et d'élimination de la défécation à l'air libre. Le programme Confluences 2, qui contribue à renforcer la sécurité nutritionnelle des populations vulnérables, se poursuit également. De même, le projet PROSSAN II participe à renforcer la qualité et l'accès aux services de santé, notamment des femmes et des jeunes des zones urbaines et périurbaines d'Abidjan.



LIEUX D'INTERVENTIONS
Monrovia

DATE DE CRÉATION
DU BUREAU PAYS
1990

BUDGET
EN €
2 415 765 €

NOMBRE
DE SALARIÉS
26

NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES
242 241

LIBERIA

CONTEXTE

En 2023, 531,268 personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aigüe (IPC 3 et 4) au Libéria, un chiffre en hausse dans une situation socio-économique difficile aggravée par l'inflation et la dépendance aux importations alimentaires. 30 % des enfants de moins de 5 ans souffraient de retards de croissance.

PROGRAMME

ACF et ses partenaires du Liberia WASH Consortium ont entamé en 2023 la 4^{ème} année de mise en œuvre d'un programme multisectoriel visant à réduire la malnutrition chronique en agissant sur les principaux facteurs de sous-nutrition dans les comtés de Montserrado et Grand Bassa. Ce programme favorise le renforcement des moyens d'existence et l'accès à une alimentation sûre, variée et nutritive tout en œuvrant en faveur d'un accès durable à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène. Il inclut également le renforcement des capacités des agents de santé communautaire. En parallèle, ACF poursuit la mise en œuvre du programme PROSSAN 2 pour renforcer l'accès et la qualité des services de santé ainsi que les pratiques de santé chez les femmes, hommes et adolescent-e-s dans le comté de Montserrado.

Le Libéria étant particulièrement vulnérable aux inondations, ACF a par ailleurs soutenu l'Agence Nationale de Gestion des Désastres pour renforcer son système d'alerte précoce aux inondations afin de fournir des prévisions exactes et lancer des alertes en temps voulu, et ainsi prévenir les populations au plus tôt. ACF Libéria a également réalisé des études relatives à l'impact environnemental et la gestion des déchets médicaux, le genre et la protection, et la santé mentale, en amont du lancement d'un projet financé par l'AFD en 2024.



LIEUX D'INTERVENTIONS
Ambovombe, Ampanihy,
Antananarivo, Betiouk, Manakara,
Miarinarivo, Tuléar

DATE DE CRÉATION
DU BUREAU PAYS
2010

BUDGET
EN €
13 558 616 €

NOMBRE
DE SALARIÉS
407

NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES
316 115

MADAGASCAR

CONTEXTE

La situation nutritionnelle s'est améliorée en 2023 avec la fin d'une sécheresse sans précédent mais reste précaire, le phénomène El Nino 2023/24 entraînant déjà une baisse des précipitations. En mars, un nouveau cyclone, Freddy, a sévèrement touché le Sud-Est, où l'agriculture peine encore à se relancer. Fin 2023, 458,659 enfants de moins de 5 ans et 29,500 femmes enceintes ou allaitantes souffraient de malnutrition aigüe.

PROGRAMME

A Madagascar, ACF renforce sa réponse multisectorielle intégrée dans le Sud et le Sud-Est, en articulant réponse d'urgence et programmes pluriannuels de développement, dans une approche d'opérationnalisation du Nexus. En santé et nutrition, des cliniques mobiles interviennent notamment pour prendre en charge la malnutrition aigüe et fournir un soutien psychosocial. Ces activités mises en œuvres en partenariat avec l'ONG malgache Action Sociale Organisation de Secours (ASOS) et Médecins du Monde (MdM) incluent également la prise en charge des cas de violence basée sur le genre. En parallèle, ACF travaille à renforcer les centres et systèmes de santé et accompagne des changements de comportements en matière de nutrition, de santé sexuelle et reproductive et d'hygiène. D'autres projets fournissent une assistance alimentaire via des transferts monétaires et soutiennent la relance agricole. Les programmes visent également à développer des chaînes de valeur agricoles hautement nutritives, à améliorer la résilience des communautés aux aléas climatiques et à préserver les ressources naturelles. Cette intervention multisectorielle est complétée par la fourniture d'eau potable et la construction/réhabilitation d'infrastructures d'eau et assainissement.

Afin de mieux anticiper les futures crises, ACF Madagascar participe au mécanisme d'actions anticipées financé par le réseau Start, afin de définir des seuils d'intervention, cibler les zones vulnérables avec précision et proposer des actions précoces face aux aléas climatiques.



LIEUX D'INTERVENTIONS

Pemba, Macomia, Mueda

**DATE DE CRÉATION
DU BUREAU PAYS**
2021**BUDGET
EN €**
6 945 293 €**NOMBRE
DE SALARIÉS**
133**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**
219 585**MOZAMBIQUE****CONTEXTE**

Après une accalmie début 2023, le nombre de déplacés internes dans la province de Cabo Delgado (Nord) est reparti à la hausse, atteignant 582,764 personnes en fin d'année, suite à un regain d'insécurité. 850,000 personnes auront besoin d'une assistance alimentaire d'urgence et 53,000 enfants de moins de 5 ans souffriront de malnutrition aiguë d'ici mars 2024 dans la seule province de Cabo Delgado. Le Mozambique fait également partie des pays africains les plus vulnérables aux chocs climatiques (cyclones, inondations, sécheresse).

PROGRAMME

Face à l'ampleur de la crise sécuritaire et humanitaire, Action Contre la Faim poursuit son intervention d'urgence auprès des populations hôtes et déplacées du Cabo Delgado. Dans un contexte imprévisible, le mécanisme de réponse rapide aux mouvements de population permet d'identifier et répondre rapidement aux besoins les plus urgents (distribution de produits de première nécessité et de rations alimentaires). ACF Mozambique continue de promouvoir une réponse multisectorielle dans ses projets en déployant des activités de diversification des moyens d'existence, réhabilitation d'infrastructures en eau potable et assainissement, brigades mobiles de santé primaire, assistance alimentaire (en nature ou via transferts monétaires), de relance de l'agriculture et de la pêche et d'assistance alimentaire. La réponse d'urgence en 2023/2024 est menée en collaboration avec le Conseil Norvégien aux Réfugiés (NRC), Solidarités International (SI) et Humanité & Inclusion (HI).

Fin 2023, ACF a obtenu le soutien de l'Ambassade de Suède pour mener un projet de 3 ans, en partenariat avec NRC, alliant l'urgence et le développement (Nexus) afin de renforcer la capacité des communautés touchées par le conflit dans les districts de Mueda et de Quissanga à créer des moyens d'existence résistants au climat et sensibles à la nutrition.



LIEUX D'INTERVENTIONS

Freetown, Bonthe

DATE DE CRÉATION
DU BUREAU PAYS

1990

BUDGET
EN €

1 770 159 €

NOMBRE
DE SALARIÉS

54

NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES

19 700

SIERRA LEONE

CONTEXTE

En 2023, l'insécurité alimentaire aigüe a augmenté, affectant 28 % de la population (2.2 M). Un quart des enfants de 0 à 5 ans souffraient de malnutrition chronique. En plus de troubles politiques survenus à la suite des élections de juin, la Sierra Leone affichait en fin d'année un taux d'inflation alimentaire parmi les plus élevés au monde (57 % en décembre).

PROGRAMME

ACF Sierra Leone met en œuvre plusieurs projets soutenant l'adaptation de l'agriculture familiale et communautaire au dérèglement climatique à travers la gestion durable des terres, des formations en agroécologie, la sensibilisation, l'accès aux informations météorologiques et la restauration des mangroves. ACF poursuit également sa collaboration avec l'ONG Movement Towards Peace and Development Agency-Sierra Leone (MOPADA-SL) afin d'améliorer l'état nutritionnel des communautés du district de Bonthe. Le projet, à travers une approche multisectorielle, s'attaque directement à des causes structurelles de la sous-nutrition: - appui à l'amélioration des moyens d'existence, appui à la santé sexuelle et reproductive, à l'accès à l'eau potable et l'assainissement, soutien à l'élaboration des plans communautaires de résilience au changement climatique ainsi qu'actions de plaidoyer – ainsi qu'au traitement de la sous-nutrition.

A Bonthe et dans la région de Freetown (District urbain et District rural de l'Ouest), avec ses partenaires CAWEC, CAPS et SOLTHIS, ACF Sierra Leone met en œuvre la phase 2 du projet PROSSAN, qui vise à améliorer les services et les pratiques de santé, avec un focus sur la santé mentale, reproductive, maternelle et néonatale, de l'enfant et des adolescent.e.s.



LIEUX D'INTERVENTIONS

Harare

DATE DE CRÉATION
DU BUREAU PAYS

2001

BUDGET
EN €

3 807 939 €

NOMBRE
DE SALARIÉS

17

NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES

157 678

ZIMBABWE

CONTEXTE

Le Zimbabwe fait face à une vaste épidémie de choléra avec 15,571 cas et 67 décès confirmés en 2023. Si le gouvernement a endigué l'hyperinflation, de fortes inégalités persistent. 49 % de la population vit dans l'extrême pauvreté et 25 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique.

PROGRAMME

ACF continue de collaborer avec les ONG locales Africa Ahead Zimbabwe, Nutrition Action Zimbabwe (NAZ) et MUSASA pour répondre aux besoins des populations vulnérables aux chocs (sécheresse prolongée, choléra). Dans les districts de Mwenezi et Chiredzi, un projet a soutenu les ménages vulnérables à la malnutrition, notamment durant la période de soudure, et a appuyé l'agriculture familiale, au profit d'une alimentation diversifiée et nutritive. Dans la même zone, le projet de stabilisation des ménages affectés par la crise a renforcé l'agriculture et l'élevage, tout en ciblant les ménages les plus vulnérables via des transferts monétaires et le développement de l'épargne collective. Ce projet a également construit ou réhabilité des infrastructures d'accès à l'eau, tout en accompagnant des changements des comportements en matière d'assainissement et d'hygiène. En 2023, ACF a démarré une intervention, qui devrait se poursuivre en 2024, contre l'épidémie de choléra en cours à Bulawayo.

En collaboration avec NAZ et Environment Africa, ACF Zimbabwe teste à Gokwe l'approche « Farming with Alternative Pollinators » (FAP), pour augmenter les revenus des petites exploitations agricoles tout en préservant la diversité et l'habitat des insectes pollinisateurs. Les résultats préliminaires (2023) montrent des augmentations de rendement (+19.5 à 38.5 %) et de revenus (+11 à 43.6 %) pour les agriculteurs des parcelles FAP par rapport aux parcelles témoins.



MOYEN ORIENT



Au Moyen-Orient, le conflit israélo-palestinien à Gaza continue de menacer la stabilité régionale, dans un contexte d'escalade contrôlée des tensions entre les États-Unis, Israël et l'Iran. Dans ce contexte de tensions croissantes, les bailleurs internationaux mobilisent leurs financements au profit de la crise humanitaire à Gaza, au détriment des programmes mis en œuvre en Iraq et au Yémen par exemple.

Simultanément, l'Ukraine fait face à une réduction significative de l'aide internationale alors que le conflit s'installe dans la durée, et que la situation militaire fait craindre de nouveaux déplacements massifs de population. La prolongation de la crise impose aux acteurs de l'aide d'inscrire l'assistance dans le temps long, en articulant la réponse d'urgence à la mise en œuvre de programme de résilience.

LIEUX D'INTERVENTIONS

Coordination : Erbil

Bases : Bassora, Mossoul

Sub-base :Sinune

Présence Opérationnelle d'ACF :

Gouvernorat d'Erbil, Dohuk,

Ninive, Dhi Qar et Bassora

IRAK**DATE DE CRÉATION
DU BUREAU PAYS**
2013**BUDGET
EN €**
3 698 819 €**NOMBRE
DE SALARIÉS**
59 (55 nationaux
et 4 internationaux)**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**
44 963**CONTEXTE**

Des décennies de sanctions, de conflits et d'instabilité politique et sociale ont affaibli la gouvernance en Irak, entraînant une forte dépendance aux importations pour plus de 50 % de sa nourriture. Les crises mondiales comme la COVID-19 et le conflit en Ukraine, ainsi que la dévaluation du dinar irakien, ont exacerbé la volatilité des marchés, touchant durement les communautés vulnérables. L'insécurité alimentaire, surtout dans le sud, a été aggravée par le retour des déplacés, les épidémies de choléra et les effets du changement climatique, menaçant la sécurité alimentaire et la stabilité fragile du pays.

PROGRAMME

À travers ses activités, Action Contre la Faim (ACF) vise à réduire la vulnérabilité aux risques climatiques au niveau des communautés ainsi que des autorités locales et nationales, en soutenant la mise en œuvre de procédures et en renforçant leurs capacités pour améliorer la résistance aux chocs. De plus, ACF soutient les agriculteurs dans le développement de moyens de subsistance durables et adaptés au climat, tout en plaidant au niveau communautaire pour des pratiques améliorées de gestion des ressources en eau. De la même manière, ACF favorise un accès équitable à l'alimentation et renforce la résilience contre la malnutrition dans les zones affectées par le changement climatique, notamment pour les femmes et les jeunes, grâce à l'établissement d'activités d'élevage de volailles et de jardins potagers ainsi que la distribution de paniers alimentaires. ACF apporte également un soutien aux communautés et aux autorités locales pour se préparer aux épidémies de choléra en offrant des formations et en fournissant des kits pour renforcer les capacités de réponse rapide.



LIEUX D'INTERVENTIONS

Coordination : Amman

Base : Irbid

Programmes : Irbid, Azraq
(camp de réfugié),
Madaba & Mafraq (au travers
de partenaires)**DATE DE CRÉATION
DU BUREAU PAYS**

2012

**BUDGET
EN €**

3 981 289 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**57 (54 nationaux
et 3 internationaux)**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**

6 992

JORDANIE

CONTEXTE

Treize ans après le Printemps arabe, la Jordanie demeure confrontée aux séquelles de la crise syrienne, exacerbées par une croissance économique lente, des chocs régionaux répétés, et assumant le poids social et économique de 760,000 réfugiés. Ces derniers ainsi que les populations hôtes les plus vulnérables subissent une pression grandissante pour satisfaire leurs besoins fondamentaux et sont confrontés à des ressources épuisées. Cette récession est accompagnée d'une hausse des inégalités de genre et de nationalité importantes. Le pays doit également faire face aux enjeux climatiques croissants.

PROGRAMME

Action contre la Faim (ACF) vise à améliorer l'autonomie et les conditions socio-économiques des réfugiés syriens vulnérables et des communautés d'accueil jordaniennes, en mettant en place une approche intégrée graduelle, combinant une assistance financière ou opportunités d'emploi à court terme, un renforcement des capacités locales et une réponse aux besoins de santé mentale et psychosociale.

Dans le camp de réfugiés d'Azraq, ACF concentre ses efforts sur l'amélioration de l'hygiène, l'utilisation de l'eau et l'entretien des latrines privées. Ces interventions visent à réduire les risques sanitaires et à promouvoir des pratiques hygiéniques sûres au sein de la communauté.

Enfin, dans le gouvernorat de Ramtha, ACF soutient le raccordement des ménages vulnérables aux réseaux d'eau publics et encourage l'adoption des bonnes pratiques d'hygiène ainsi que des techniques de gestion de l'eau durables.

**LIEUX D'INTERVENTIONS**

Coordination: Tunis

Base : Tripoli,

Programmes : Tripoli, Benghazi
Sabha et Ubari**DATE DE CRÉATION
DU BUREAU PAYS**

2020

**BUDGET
EN €**

1 266 758 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**37 (34 nationaux
et 3 internationaux)**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**

14 694

LIBYE

CONTEXTE

Trois ans après la signature de l'Accord de Cessez-le-feu, la Libye avance vers la stabilité, mais demeure confrontée à des affrontements sporadiques. Les efforts de reconstruction se heurtent à des lacunes dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des services publics.

Les personnes déplacées rencontrent divers obstacles, tels que des logements endommagés et des services limités. Les hausses des prix mondiaux réduisent le pouvoir d'achat, exacerbant l'insécurité alimentaire.

La tempête Daniel, survenue en septembre 2023, a mis en lumière la capacité limitée des autorités nationales et locales à répondre aux catastrophes naturelles et à subvenir aux besoins des populations.

PROGRAMME

Action contre la Faim (ACF) soutient sept centres de santé en formant les équipes médicales, en fournissant des médicaments et de l'équipement, et en réhabilitant les infrastructures d'hygiène et d'assainissement, la gestion des déchets et l'installation de panneaux solaires. ACF supervise la mise en œuvre de ces services par la formation et le mentorat du personnel de santé et soutient également la mise en place de parcours de soins vers des services spécialisés, en particulier pour les femmes victimes de violences basées sur le genre.

De plus, ACF soutient les agriculteurs locaux, en particulier les femmes, dans l'adoption de pratiques agricoles adaptées au climat et à leur environnement changeant, à travers des renforcements de capacités et un soutien direct en nature.

Pour répondre à la tempête Daniel, une intervention d'urgence a été déployée pour répondre aux besoins fondamentaux des populations affectées par la tempête, notamment par la distribution de kits d'urgence et d'hygiène, ainsi que la tenue de séances de soutien psychosocial.



**LIEUX D'INTERVENTIONS**

Sud: Base: Aden
Sous-base: Al Kawhkhah
Nord : Sana'a, Hodeidah

**DATE DE CRÉATION
DU BUREAU PAYS**

2012

**BUDGET
EN €**

8 101 840 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**

94 (86 nationaux
et 8 internationaux)

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**

480 832

YEMEN

CONTEXTE

Un an après la fin de la trêve, le Yémen fait face à une crise complexe, intensifiant les besoins humanitaires. La dépréciation du rial yéménite, les pénuries de carburant et la hausse des prix alimentaires aggravent la situation économique. 80 % de la population vit dans la pauvreté, accentuant le niveau de malnutrition, surtout chez les femmes et les enfants. Les infrastructures civiles endommagées et l'effondrement des services de base accroissent la vulnérabilité, avec un accès limité aux soins de santé malgré la résurgence de maladies, en particulier les maladies hydriques. Les femmes rencontrent des risques accrus, notamment l'accès restreint à la santé reproductive et aux services de lutte contre la violence basée sur le genre.

PROGRAMME

Action contre la Faim (ACF) travaille à l'amélioration de la santé et de l'état nutritionnel des populations vulnérables en renforçant l'accès et la qualité des services de santé primaire et de nutrition dans les centres de santé et par le biais de ses équipes mobiles.

ACF soutient la fourniture de soins de santé primaires, de programmes de santé reproductive et de vaccination, ainsi que le dépistage et le traitement de la malnutrition aiguë modérée et sévère chez les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes.

ACF soutient les équipes des centres de santé en leur fournissant des médicaments, du matériel médical et des formations. ACF réhabilite également les infrastructures sanitaires et les systèmes de gestion des déchets médicaux, et soutient la construction de sources d'eau communautaires pour garantir l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires dans les centres de santé et les communautés vulnérables.



LIEUX D'INTERVENTIONS

Pologne : Rzeszow, Varsovie
Roumanie : Bucarest, Suceava,
Iasi, Galati, Tulcea

**DATE DE CRÉATION
DU BUREAU PAYS**
2022

**BUDGET
EN €**
3 131 203 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**
27

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**
2 932

ROUMANIE / POLOGNE

CONTEXTE

Depuis 2022, en Ukraine, environ 20 % de la population du pays a cherché refuge dans six principaux pays d'accueil. Parmi ces nations, la Roumanie et la Pologne ont joué un rôle crucial en tant que pays de transit et de destination pour les Ukrainiens. Malgré les défis d'intégration rencontrés dans leurs nouveaux environnements, près de 1,5 million de réfugiés ont été accueillis en Pologne, et environ 100,000 en Roumanie. Cependant, la persistance de l'insécurité en Ukraine pousse bon nombre de ces réfugiés à envisager de rester dans leur pays d'accueil.

PROGRAMME

Depuis mars 2022, ACF a apporté une assistance à travers des programmes mis en œuvre directement ou en collaboration avec des partenaires locaux, ACF vient en aide aux réfugiés et à la communauté qui les accueille. ACF met l'accent sur le soutien à la santé mentale par un support psychosocial et psychologique, reconnaissant l'importance fondamentale de ces aspects pour leur bien-être global. De plus, ACF propose une aide monétaire aux réfugiés, pour leur permettre de subvenir à leurs besoins essentiels. Les activités sont mises en œuvre aux abords de la frontière Ukrainienne et Moldave, ainsi que dans les deux capitales (Varsovie et Bucarest).

ACF fermera ses programmes en Roumanie et Pologne en Mai 2024 : les financements sont rares et les réfugiés sont progressivement intégrés dans les systèmes sociaux des pays d'accueil.

**LIEUX D'INTERVENTIONS**

Kharkiv, Dnipro, Mykolaiv,
Chernivtsi

**DATE DE CRÉATION
DU BUREAU PAYS**
2022
(aussi de 2014-2018)

**BUDGET
EN €**
16 132 082 €

**NOMBRE
DE SALARIÉS**
164

**NOMBRE
DE BÉNÉFICIAIRES**
675 364

UKRAINE

CONTEXTE

Selon OCHA, 14,6 millions de personnes en Ukraine ont besoin d'une aide humanitaire, ce qui représente 40 % de la population vivant actuellement dans le pays. Environ 6,5 millions de personnes ont fui le pays et presque 4 millions sont déplacées à l'intérieur du pays. L'accès aux services de base reste un défi majeur, un tiers de la population étant confrontée à l'insécurité alimentaire. Les violations du droit humanitaire international ont de graves conséquences : 170,000 kilomètres carrés du pays sont contaminés par des engins explosifs. La stabilisation de la ligne de front et la nouvelle conscription font craindre une guerre prolongée, exacerbée par les menaces hivernales pesant sur les infrastructures énergétiques, qui risquent d'accroître les besoins humanitaires et de provoquer de nouveaux déplacements massifs de population.

PROGRAMME

ACF a travaillé en Ukraine de 2014 à 2018 et a repris ses activités en février 2022. ACF a un bureau de coordination à Kiev, et des bureaux à Dnipro, Kharkiv, Mykolaiv et Tchernihvtsi. L'assistance se concentre sur l'assistance aux populations très vulnérables directement affectées par le conflit, vivant proches de la ligne de front, dans des zones affectées par les destructions ou déplacées. Cette assistance est fournie à la fois directement par les équipes d'ACF et par l'intermédiaire de partenaires humanitaires travaillant déjà dans la région.

ACF a des opérations dans les oblasts de Kharkiv, Dnipro, Donetsk, Zaporijia, Sumy, Mykolaiv, Kherson et Tchernihvtsi. ACF fournit une aide monétaire aux déplacés récents, ainsi qu'une aide alimentaire dans les zones proches de la ligne de front. Une assistance en santé mentale est fournie pour répondre aux besoins très importants. ACF soutient aussi l'accès à l'eau des populations touchées par les conflits, ce qui inclut un soutien direct à la distribution publique d'eau et à l'approvisionnement en eau d'urgence. Nous réparons également les installations sanitaires dans les abris collectifs et distribuons des kits d'hygiène. Enfin, ACF soutient le système de santé local grâce à des équipes mobiles et des distributions de médicaments.



DÉPARTEMENT EXPERTISE RECHERCHE & PLAIDOYER (DEP)

PLAIDOYER

FAIM & CONFLITS

ACF a continué son engagement sur l'application de la résolution 2417 interdisant l'utilisation de la faim comme arme de guerre. Un [rapport global](#), complété par une campagne de communication, a été lancé en mai 2023 pour sensibiliser les décideurs et soutenir la mise en œuvre de la résolution. ACF a prolongé son travail sur l'impact des sanctions et mesures contre-terroristes sur l'aide humanitaire, en produisant avec HI et MDM, une [méthodologie](#) de collecte à destination des acteurs humanitaires sur l'impact de ces mesures. Complétée par des études pays, cette méthodologie vise à soutenir des exemptions humanitaires dans les lois, comme requis par la Résolution 2664 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

ACF avec HI et MDM a lancé en aout [un rapport global afin de mieux protéger les travailleurs humanitaires et santé](#). Ces conclusions ont été partagées auprès des Etats Membres à New York, Genève ou Dakar.

Au niveau France, ACF s'est engagé sur [la stratégie Humanitaire française](#) (2023-2027), dont de nombreux points reflètent les plaidoyer d'ACF.

Enfin, ACF a continué de renforcer son plaidoyer sur les plus grandes crises actuelles, que ce soit au niveau du Territoire Palestinien Occupé, la RDC, l'Ukraine, le Nigeria ou le Sahel.

DROITS ET SERVICES ESSENTIELS

Le pôle Droits et services essentiels concentre ses efforts sur l'une des causes profondes de la malnutrition que sont les inégalités socio-économiques et de genre. En ce sens ACF promeut un modèle de protection sociale universelle et féministe pour briser le cercle vicieux de la faim et de la pauvreté dont sont le plus souvent victimes les femmes.

ACF poursuit son engagement dans l'atteinte des ODD d'ici 2030. Ainsi en prévision du prochain sommet Nutrition

for Growth qui se tiendra en France en mars 2025 et qui mettra à l'honneur le lien entre le genre et la nutrition, ACF a consolidé ses partenariats avec les coalitions et acteurs santé ainsi qu'avec la société civile féministe. L'année 2023 a en effet été l'occasion de contribuer à la structuration de la commission des organisations de la société civile de l'OMS, mais également de nouer des relations dans le cadre de la conférence Women Deliver à Kigali et dans le cadre de la préparation de son premier engagement à la Commission sur le statut des femmes (CSW) à New York en 2024.

SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET CRISES CLIMATIQUES

Après plusieurs années de négociations, le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondial a adopté en octobre 2023 des [Directives volontaires sur l'égalité des genres](#). Notre pôle a participé activement à ces négociations en co-facilitant le groupe de travail de la société civile sur ce sujet et en portant ses positions auprès de la France. *Ce texte offre une réelle avancée sur la reconnaissance des inégalités de genre dans les systèmes alimentaires, et des réponses que l'on peut y apporter, notamment en matière de protection sociale et sur les questions de travail de soins non rémunérés. Il restera à renforcer certains points, notamment la place de l'agroécologie et la visibilité des personnes non binaires et non hétéronormées.*

Notre pôle s'investit également activement dans les négociations climat au sein des COP et co-facilite le groupe de travail agriculture au sein du Climate Action Network. L'objectif est de parvenir à ce que les Etats se mettent d'accord pour engager des négociations sur agriculture et climat.

SOCIÉTÉ CIVILE

Le pôle plaidoyer "société civile" a pour objectifs d'œuvrer à l'intégration des organisations locales et nationales - portevoix de centaines de millions de personnes souffrant de la faim - au sein des instances de gouvernance. Ainsi, un travail conjoint avec les équipes du service Santé nutrition,

a obtenu la création d'une commission de consultation des sociétés civiles à l'Organisation Mondiale de la Santé.

Afin de préparer le sommet Nutrition 4 Growth (organisé par le Gouvernement français début 2025), qui sera l'occasion pour Action Contre la Faim de relayer nos messages plaidoyer sur les causes structurelles de la faim et de veiller à la pleine participation des sociétés civiles du monde, le pôle plaidoyer "Société civile" assure leur mobilisation et est un relai auprès du gouvernement Français. Fin 2023, Action Contre la Faim a organisé, une journée de travail et de rencontre entre des organisations de la sociétés civiles du Nord et du Sud avec les équipes du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, avec à la clef l'adoption d'une déclaration des sociétés civiles qui luttent contre la malnutrition.

UNION EUROPÉENNE

En lien étroit avec le réseau ACF-IN et les réseaux associatifs européens, ACF a poursuivi son engagement auprès des instances de l'UE et de ses Etats membres. L'année 2023 a été marquée par un réinvestissement de son plaidoyer sur la sécurité nutritionnelle, la transformation des systèmes alimentaires et de santé. La coalition Génération Nutrition coordonnée par ACF joue un rôle majeur pour soutenir une politique européenne ambitieuse en matière de sécurité nutritionnelle. ACF a rejoint la Food Policy Coalition pour assurer une cohérence des politiques européennes en matière de transformations des systèmes alimentaires. ACF a continué son travail d'influence sur la préservation de l'espace humanitaire et l'impact des conflits sur l'insécurité alimentaire incluant des briefings auprès des délégués humanitaires des Etats membres sur l'impact des conflits sur l'insécurité alimentaire, sur l'impact des sanctions et des mesures de contre-terrorisme sur l'action humanitaire, et sur la protection des travailleurs humanitaires.

RECHERCHE ANALYSES ET APPRENTISSAGE

DES PROJETS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE AMBITIEUX

En 2023, le service Recherche, Analyses et Apprentissages réunit une équipe multidisciplinaire de 11 experts pour répondre aux axes prioritaires stratégiques :

- Améliorer la compréhension des causes de la sous-nutrition,
- Identifier des interventions innovantes et durables de prise en charge de la malnutrition aiguë,
- Développer une approche écologique.

17 projets de recherche ont été menés dans 7 pays (Sénégal, Mali, Myanmar, Bangladesh, Népal, Zimbabwe, RDC), 11 articles scientifiques ont été publiés dans des journaux à comité de relectures. Des actions de soutien méthodologique, en particulier sur les méthodologies qualitatives et quantitatives, ont été apportées aux secteurs (Genre et protection, MEAL, ERRU) et aux opérations (Malawi, Lybie, Mali, Bangladesh, France, Ukraine). Le service a contribué aux réflexions des groupes « Localisation » et « Partenariats ».

RENFORCER NOTRE EXPERTISE « ECOLOGIE & ENVIRONNEMENT »

Une Référente Ecologue a rejoint l'équipe au 1er juin, afin de renforcer l'intégration de l'approche écosystémique au sein d'ACF. En interactions constantes avec le Service Environnement & Climat, elle a posé les bases de la structuration de l'expertise « environnement et de l'écologie » au sein de la DEP. Un diagnostic des besoins a été réalisé. Un groupe de Travail transversal « Ecologie et Environnement » a été lancé et a travaillé sur le développement de premiers outils (positionnement, NEAT+, kit interne « Environnement/climat » dont des fiches techniques pour définir des programmes d'adaptation...). Des liens avec des partenaires externes ont été tissés (AFD, FRB, UICN...). Un soutien a été apporté aux équipes du terrain. Un déplacement au Zimbabwe a été réalisé en support à un projet d'agroécologie visant à faire revenir les pollinisateurs et augmenter les rendements et revenus agricoles.

UNE STRATEGIE D'APPRENTISSAGE AMBITIEUSE

En Novembre 2023 a eu lieu la cinquième édition de la Conférence scientifique internationale RESEARCH for NUTRITION #R4NUT, organisée par ACF. Cette conférence est devenue un rendez-vous incontournable sur la recherche sur la prévention, le diagnostic et le traitement de la sous-nutrition. L'édition 2023 a mis l'accent sur l'impact des crises climatiques, des inégalités socio-économiques et des changements politiques sur la sécurité nutritionnelle. 28 projets de recherche et 20 posters, sélectionnés par le Conseil Scientifique d'ACF, ont été présentés aux 250 participants, en présentiel et en ligne. L'OMS a présenté les bases de la révision du nouveau protocole de traitement de la malnutrition aiguë sévère. S'en est suivie une troisième journée de plaidoyer pour préparer le sommet Nutrition4Growth





qui aura lieu France début 2025 avec les acteurs de la société civile. Ainsi, le lien entre recherche, opérations et plaidoyer était au cœur des réflexions.

Une stratégie et une boîte à outils « Apprentissages » ACF international ont été finalisés en collaboration avec le service SERA et le réseau ACF International. Le service a organisé la semaine de l'apprentissage réunissant 80 participants du Right2Grow ([Home \(right2grow.org\)](https://www.right2grow.org)), projet de renforcement de la société civile pour qu'elle soit plus à même de plaider pour le respect de ses droits.

NUTRITION SANTÉ

Le secteur Nutrition et Santé d'ACF a poursuivi avec un fort engagement ses efforts pour combattre la sous-nutrition et s'est articulé autour des projets suivants.

Nouvelles Directives de l'OMS sur la prévention et le traitement de la sous-nutrition

L'année 2023 a été marquée par le lancement des nouvelles directives de l'OMS sur la prévention et le traitement de la sous-nutrition, évènement clé dans la lutte contre la sous-nutrition. Grâce au financement obtenu au niveau global, ACF s'est engagé à accompagner le déploiement de ces nouvelles directives dans sept pays : Népal, République Centrafricaine, Côte d'Ivoire, Mauritanie, et Tanzanie. Cette initiative stratégique positionne ACF comme un acteur leader dans la mise en application des nouvelles orientations de l'OMS. Ces nouvelles directives promeuvent une approche plus holistique de la santé de l'enfant et exigent des adaptations majeures des systèmes de santé, auxquelles ACF contribue activement. **Ceci est une vraie reconnaissance du positionnement d'ACF pris il y a quelques années, de faire de la santé et de nutrition des femmes et des enfants une cause commune, et d'investir dans le renforcement des systèmes de santé.**

DÉVELOPPEMENT D'UN CADRE D'INTERVENTION SUR LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

L'année a été marquée par le développement d'un cadre d'intervention dédié au droit à la santé sexuelle et reproductive (DSSR). Cette initiative s'inscrit pleinement dans notre stratégie d'« alignement santé et nutrition », illustrant notre approche holistique dans la lutte contre la sous-nutrition. Le cadre vise à présenter notre vision, nos approches, les changements escomptés, ainsi que les modalités d'intervention en matière de DSSR. Élaboré grâce à un processus

participatif impliquant les équipes du siège en France, les bureaux pays, et le réseau technique ACFIN, ce cadre reflète l'identité d'ACF, nos spécificités, et également nos limitations. Il constitue un outil essentiel pour permettre à nos équipes de saisir le mandat d'ACF en DSSR, d'orienter la définition et la mise en œuvre de projets, et de mieux comprendre l'implication et le rôle des différents secteurs techniques.

APPROCHES ET COLLABORATIONS EN RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE SANTÉ (RSS)

Concernant le Renforcement des Systèmes de Santé (RSS), le travail en Madagascar illustre notre engagement envers l'amélioration des systèmes de santé locaux. En collaboration étroite avec le gouvernement malgache et notre partenaire national ASSO, ACF a contribué au développement d'une méthodologie de diagnostic et planification du système de santé sera mise à l'échelle sur l'ensemble du territoire pour la révision du plan sanitaire. Cet outil s'est basé sur la méthode ACF qui a été ajustée dans un objectif de mise à l'échelle.

REPRÉSENTATION

Le secteur nut santé d'ACF joue un rôle prépondérant dans des initiatives clés, en étant membre du comité de direction de groupes de travail tels que l'Infant Feeding in Emergencies, le Management of Mother and At-risk Infants. De plus, notre contribution active au sein du Global Nutrition Cluster (Wasting Working Group (WG), cash and voucher WG, etc.), ainsi que notre implication dans des groupes dédiés à la SSR et dans la commission sur l'implication de la société civile dans la gouvernance de l'OMS, témoignent de notre positionnement stratégique et de notre influence dans le paysage global de la nutrition et de la santé.

SANTÉ MENTALE ET SOUTIEN PSYCHOSOCIAL

STRUCTURATION SECTORIELLE

En 2023, le secteur SMSP a amorcé une phase de structuration importante qui a débuté par la validation de sa stratégie 2023-2025 puis sa diffusion à l'ensemble des bureaux pays. Le secteur SMSP a ouvert simultanément en tout début d'année un chantier de révision complète de ses formations internes. 10 modules de formation, entièrement digitalisés, ont été finalisés fin mars et ont été rendus accessibles à tous les salariés d'ACF sur notre plateforme de e-learning. Cette phase de structuration a été prolongée en décembre avec l'organisation au siège de la première formation spécialisée sectorielle en présentiel (SPEC 2) depuis 5 ans pour l'ensemble de nos équipes pays.



Enfin cette structuration est passée par le développement d'un certain nombre de manuels techniques en soutien à nos pratiques sur le terrain. Tout d'abord, dans le cadre de la réponse à la crise Ukrainienne, l'équipe SMSP a développé un protocole de soutien aux aidants, protocole qui sera finalisé en 2024 et utilisable dans de nombreux contextes d'intervention. Il est destiné à renforcer les ressources internes des professionnels et volontaires de première ligne afin de prévenir leur épuisement, reconnaître les signes de stress tout en offrant un espace d'échange sur les pratiques d'aide et de soutien. Ensuite, un manuel a été développé pour cadrer la manière dont nous pouvons accompagner la gestion du stress et des émotions en lien avec la COVID-19. Enfin, un document de cadrage interne sur nos usages de l'EMDR a été produit.

DIFFUSION DE NOS SAVOIRS ET CONNAISSANCES

Le secteur SMSP a été cette année encore très prolifique dans sa production d'articles et de conférences diffusées aux niveaux nationales et internationales. Citons pour exemple un numéro d'Alternatives Humanitaires entièrement consacré à la santé mentale globale, développant une réflexion sur la décolonisation de la santé mentale, ou la publication dans la rubrique « Opinion » de Newsweek d'un article soulignant les liens entre crises climatiques, alimentaires et santé mentale. L'équipe SMSP a également publié cinq articles scientifiques en 2023 sur les thématiques de l'équité et santé publique ; la détresse psychologique des personnes touchées par le début

de la pandémie de COVID-19 ; leçons apprises concernant les choix méthodologiques, les défis de la collecte de données sur le terrain ; notre projet de recherche sur l'efficacité de nos interventions en santé mentale auprès d'adultes en Irak ; les liens entre la santé mentale et les pratiques d'hygiène dans le cadre du projet de recherche Wash'Em (2016-2023).

L'équipe SMSP a également participé à de nombreuses conférences afin de promouvoir l'expertise d'ACF en SMSP : (1) European Psychiatry Association (mars, Paris), (2) Conference on Climate, Community Psychology, and Justice (juin, Johannesburg), (3) International Congress of the European Society for Child and Adolescent Psychiatry (juin, Copenhague), (4) Conference of the World Association for Infant Mental Health (juillet, Dublin), (5) Conférence sur Santé mentale et développement : Comment mieux intégrer la santé mentale dans les projets et les politiques de développement (octobre, Paris).

PARTENARIATS UNIVERSITAIRES

Un projet de création d'un Diplôme Universitaire en Santé Mentale Globale et Communautaire a été initié avec l'Ecole de Psychologues Praticiens. Ce DU serait le premier en France sur ces enjeux, il vise à renforcer la filière métier SMSP francophone auprès des acteurs de la solidarité française et internationale. Parallèlement, nous travaillons à la mise en place de partenariats avec les universités de sciences humaines et sociales des pays avec lesquels nous travaillons (Burkina Faso, RDC, RCA).





ACFIN ET COORDINATION HUMANITAIRE

Nous avons participé à la réunion des membres du Groupe de Référence de l'Inter Agency Standing Committee (IASC) pour la Santé Mentale Soutien Psychosocial en situation d'urgence qui s'est déroulée à Istanbul fin octobre pour faire le bilan des actions menées en 2023 et pour planifier 2024. ACF participe depuis plus de 10 ans à ce groupe et ses sous-groupes de travail qui constituent la plus haute autorité au niveau mondial en matière de SMSP dans les contextes d'urgence.

Sous l'impulsion d'ACF Fr, le projet de création d'un réseau d'acteurs francophones en SMSP humanitaire et développement a vu le jour dès le mois de mars. Une vingtaine de représentant d'ONGI sont présents dans ce collectif. Le projet du réseau a été rédigé et l'URD a été approchée afin de poursuivre son développement.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

L'humanitaire s'empare à présent de la question environnementale et climatique, de manière plus explicite ; elle se pose en particulier la question de la réduction de son empreinte,

et propose des solutions techniques et opérationnelles pour y parvenir. Cette année, le secteur de la Sécurité Alimentaire et des Moyens d'Existence illustre à travers trois réalisations ce virage stratégique.

GUIDE SUR LA CUISSON DES ALIMENTS

Quelles solutions pour préserver les ressources en bois ?

2023 a été marqué par la création d'une nouvelle référence en la matière. En effet, plus de 2 milliards de personnes à travers le monde utilisent du bois ou du charbon de bois pour se chauffer et cuisiner. Les techniques utilisés pas toujours adaptées, entraînant une surconsommation de bois ou de charbon de bois. Notre guide technique examine les différentes solutions existantes, ainsi que la façon dont les ONG peuvent accompagner la mise en place de ces solutions. Ce guide revient sur différents modèles de foyers améliorés plus ou moins sophistiqués, correspondant à différents niveaux d'efficacité, également à des changements de comportements au sein des communautés plus ou moins difficiles à réaliser. Les combustibles alternatifs au bois et au charbon de bois, les ustensiles et les méthodes de préparation culinaires, peuvent selon les contextes être également promus par les équipes de la SAME.



PROJET MANGROVE

Sierra Leone

La Sierra Leone compte parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique. Les communautés côtières notamment connaissent déjà une fréquence et une gravité accrues de l'érosion côtière et des inondations dues aux effets conjoints de la montée des eaux et de la destruction des espaces naturels. La majorité des habitants de ces zones dépendent en effet des ressources naturelles, en particulier des mangroves, pour leur subsistance et une surexploitation de ces milieux fragiles met en péril leur sécurité alimentaire. Le bureau pays de la Sierra Leone a en conséquence élaboré un projet pilote situé sur la zone littorale du district de Bonthe comprenant des diagnostics participatifs des vulnérabilités des communautés face au changement climatique, des actions de restauration des mangroves, des formations en agroécologie, une amélioration des connaissances et de la transmission des informations et alertes climatiques et des actions de plaidoyer.

ACTIONS ANTICIPATOIRES

Bangladesh

ACF développe au Bangladesh une approche innovante dite « d'Actions Anticipatoires », au service de la réduction des risques liés aux catastrophes (cyclones, inondations...) pour protéger les moyens d'existence. Cette approche combine les prévisions météo et l'analyse des risques pour favoriser la résilience des populations. Un des objectifs est de passer de la réaction aux catastrophes à l'action en amont de celles-ci. Pour cela, un protocole d'action précoce est défini, il comprend le seuil déclencheur de la réponse, des actions et un financement prévisionnel. Ainsi, dans le cadre du projet STEP¹, ACF i) Soutient les institutions nationales et locales et les communautés vulnérables (pêcheurs, éleveurs, agriculteurs) pour prendre des mesures d'anticipation afin de réduire les dommages et les pertes comme par exemple l'évacuation du bétail vers un abri anticyclonique ii) Travaille à l'intégration des actions d'anticipation dans le plan quinquennal du ministère de la gestion des catastrophes.

EAU ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

Le Service WASH de ACF-France s'est concentré en 2023 sur un plan d'action pluriannuel 2021-2025 aligné sur l'ISP III. Les réalisations techniques de l'année dernière sont les suivantes :

1. STEP : Strengthening forecast-based Early actions in cyclone Prone coastal regions in Bangladesh / Renforcement des actions précoces basées sur les prévisions dans les régions côtières sujettes aux cyclones au Bangladesh

GESTION DES URGENCES ET RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES POPULATIONS

- Edition et dissémination des Procédures Opérationnelles Standard (Français et Anglais) sur la gestion du choléra.
- Portage et mise en œuvre du projet Field Support Team à travers les déploiements et activités suivantes : dépôt du proposal de la nouvelle phase du projet à BHA, animation des 2 comités de pilotage annuels, évaluation externe du projet, déploiements terrain en appui aux plateformes de coordinations nationales.
- Activités sur le lien entre crise climatique et eaux souterraines : développement d'un manuel sur ce sujet destiné à aider les bureaux pays à mettre en place des systèmes de pilotage de la ressource (Irak, Madagascar, etc).
- Contribution WASH aux évaluations NEAT+ dans 12 bureaux pays.
- Test de l'outil de gouvernance des services d'eau (SSI/IRC) au Burkina Faso et contribution aux travaux de la plateforme Water Governance Initiative.
- Projet « Fond ACF pour entrepreneuriat social », à travers un stage, qui a soumis une étude de faisabilité proposant la création par ACF d'un fond global destiné à servir de levier à de entrepreneuriat social au niveau des bureaux pays.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE

- Trois études majeures ont occupé l'année 2023 : la thèse de doctorat WASH'Em, portant sur le lavage des mains en contextes d'urgence, développée auprès du partenaire de ACF LSHTM; le projet TISA, en partenariat avec ACF-Espagne, qui cherche à démontrer la valeur ajoutée de l'adjonction d'un kit WASH au traitement nutritionnel SAM au Nord du Sénégal ; et enfin la continuité du projet de recherche opérationnelle Hydronut, conduit au Sud-Ouest de Madagascar, portant sur le lien entre les indicateurs hydrogéologiques, la crise climatique (sécheresse) et les indicateurs de santé publique.
- Contribution auprès du service Nutrition & Santé à l'écriture d'un papier de positionnement sur la réponse aux épidémies qui sera finalisé dans le premier trimestre 2024. En marge a été produit un article scientifique, en partenariat avec l'université LSHTM, sur les indicateurs de redevabilité à l'échelle communautaire.
- L'agenda de recherche WASH a été élaboré dans le cadre du workshop intersectoriel de Nairobi, 2023.





COORDINATION ET PLAIDOYER

- Contribution de ACF-France comme représentant de ACF-International sur le Global WASH Cluster (UNICEF), de la Global Task Force Choléra Control (OMS), et de la WASH Roadmap sur laquelle ACF a en particulier pris le colead (avec UNICEF et le Partenariat Français pour l'Eau) de l'Initiative 8 : Plaidoyer et Financement de la WASH en urgence, qui sera présentée comme projet lors du One Water Summit de septembre 2024 / Washington.
- ACF est impliquée à de multiples niveaux sur les plateformes de coordination et de plaidoyer sectoriel, autant au niveau global que National (France).
- Le projet Right 2 Grow, développé dans six pays (dont Burkina Faso et Bangladesh), destiné à renforcer les capacités de plaidoyer de la société civile sur le thème WASH' Nutrition, arrivait en 2023 à mi projet, et a implémenté sa mid-term review ainsi que la semaine d'apprentissage global en Ouganda en novembre 2023. Une méthodologie de recherche innovante pour le plaidoyer a été testée en 2023 au Bangladesh, et le projet a eu des résultats majeurs dans d'autres pays ACFIN (Mali, avec la constitutionnalisation du droit à l'Eau).

Lien Intersectoriel : L'année 2023 a vu l'engagement d'une approche intégrée avec le secteur Sécurité Alimentaire.

FORMATION WASH INTERNE ET EXTERNE

- En interne, ACF a développé les termes de référence des modules WASH qui constitueront la nouvelle formation interne.
- En externe, ACF, dans le cadre des partenariats signés avec ses partenaires de formation (université 2iE Burkina Faso, université GJU Jordanie et institut Bioforce) a délivré des cours WASH (5 semaines), et accueilli 4 stagiaires (DRC, Jordanie).

GENRE ET PROTECTION

En 2023, des actions ont été menées à plusieurs niveaux.

AU NIVEAU DU RÉSEAU

La politique de protection a été construite, le projet « Gender Unit » a été achevé et ses fonctions ont été assumées par l'IWG Gender and Protection.

L'équipe a représenté le réseau d'ACF dans Call to Action, IASC Gender Reference Group, GVB AoR et dans le Congrès

«Women Deliver », où nous avons organisé deux événements :

Table ronde : «Amidst world crisis, a feminist approach to gender and hunger (dans un contexte de crise mondiale, une approche féministe du genre et de la faim)» ;

La Fresque : The Gender Fresk : "Play your part in the fight against hunger". La Fresque a été créée par l'équipe genre et protection et la COM externe.

AU SIÈGE, LE SERVICE/ÉQUIPE GENRE ET PROTECTION A ÉTÉ CRÉÉ

À signaler quelques actions menées, telles que la coordination pour la mobilisation interne (avec le groupe genre siège) et externe (inter ONGs) du 8 mars (journée internationale des droits des femmes), les 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre, ainsi que la participation à l'élaboration du rapport "Closing the Gender Nutrition Gap: An Action Agenda for women and girls" et le guide "Interim guidance note for Gender-sensitive IPC analysis".

Le groupe genre du siège a défini un nouveau cadrage stratégique, mis à jour le site internet et réalise des ateliers de la Fresques du sexisme.

AU NIVEAU OPÉRATIONNEL ET DU TRAVAIL AVEC LES BUREAUX PAYS À SIGNALER

- Avec le Pool Asie et les Bureaux Pays d'Asie élaboration du rapport «Climate Change induced impacts on women's and girl's psychosocial, socio-économique and nutrition security conditions in Asia région».
- En coordination avec le Pool MENA et l'équipe de Jordanie collaboration dans l'étude : "WASH Behaviors in Azraq camp" et élaboration du manuel "An Integrated Life Skills and Menstrual Hygiene and Health Curriculum for Adolescent Girls".
- Analyse genre et/ou protection au Népal, Liberia, Cameroun et Côte d'Ivoire.
- Formations en protection et violence basée sur le genre : Irak, Madagascar et Côte d'Ivoire.
- Qualification des « minimums standards en genre » : Tchad et Pakistan.
- Mise en œuvre du Projets « Intégration de la protection dans la sécurité nutritionnelle » (PIINS) avec l'objectif de renforcer la capacité d'ACF à adapter et mettre en œuvre le cadre d'intégration de la protection dans la sécurité nutritionnelle. En 2023 nous avons l'implémenté le projet dans de nouveaux pays : Cameroun, RCA, Iraq, Afghanistan, Colombie et Ethiopie et finalisé des outils d'intégration de la protection aux différents secteurs d'intervention ACF ».



MEAL

La deuxième année du service MEAL s'est vu concrétiser plusieurs étapes de structuration supplémentaires :

- Une formation d'induction MEAL en distanciel et couvrant 7 modules thématiques a été menée pour 30 responsables de départements MEAL, adjoints, responsables de département ou responsables MEAL base.
- Un atelier MEAL à Dakar a permis la création d'une dynamique interne entre pays.
- Le lancement du chantier sur une politique MEAL à l'échelle du réseau permet de créer une culture MEAL à l'échelle du réseau et de centraliser la réflexion sur la qualité globale de nos interventions.

SUR LES SUJETS DE DÉVELOPPEMENT DES GUIDANCES OPÉRATIONNELLES

Le département MEAL et le pôle apprentissage du service recherche ont développé une boîte à outils "Apprentissage" permettant d'outiller la stratégie d'apprentissage du réseau ACF. D'autre part, une boîte à outils "évaluation des projets" a également été développée et sera lancée officiellement en Avril 2024.

CONCERNANT LA GESTION DES DONNÉES PROGRAMME

2023 a permis d'insister sur le rôle des départements MEAL concernant la gestion des données programme et de soutenir la volonté de l'organisation d'évoluer vers une gestion centralisée et de qualité des données programme et ce grâce :

- À l'accueil officiel de l'expert gestion des données programme siège au sein du service MEAL depuis le 1^{er} janvier 2024
- Au montage d'une instance de production DHIS2 (système d'information permettant l'entrepôt et la gestion de données programme) avec la DSI, au paramétrage du système pour les interventions nutrition/santé, SMSF des équipes mobiles à Madagascar et au lancement d'un pilote sur 1 puis 3 bases opérationnelles à Madagascar.

LE PILOTE DHIS2 À MADAGASCAR

Doit pouvoir démontrer l'importance d'une bonne gestion centralisée des données programme et de leur visualisation permettant une utilisation pour des besoins de reporting mais surtout pour l'amélioration des projets en cours de mise en œuvre et le pilotage stratégique.

“Izay tsy mandoto dia namany ny manadio.”



DÉPARTEMENT COMMUNICATION ET DÉVELOPPEMENT (COMDEV)



Lucie CODIASSE,
Directrice
Communication
et Développement

MALGRÉ LA CRISE SOCIO-ÉCONOMIQUE EN FRANCE, UNE MOBILISATION IMPORTANTE DES DONATRICES ET DONATEURS, BÉNÉVOLES, JEUNES, ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ET ENTREPRISES FACE À L'AUGMENTATION DES BESOINS HUMANITAIRES

L'année 2023 a été marquée par une actualité internationale complexe et anxiogène, de nombreuses urgences humanitaires et une forte dégradation des droits humains. En France, la crise socio-économique impacte certaines de nos activités malgré le soutien sans faille des citoyennes et citoyens à nos côtés. Cette année encore : générosité, mobilisation, marches, soutien de nos campagnes et de nos prises de parole ont été au rendez-vous. La force du collectif nous a permis d'agir, encore plus, auprès des communautés les plus exposées à la faim et de porter leur voix avec détermination. Nous remercions sincèrement et chaleureusement les 3 millions de personnes engagées à nos côtés cette année.

L'engagement des donatrices et donateurs, des bénévoles, des jeunes et des établissements scolaires, des entreprises et des fondations, et des médias, ont permis un soutien à nos programmes valorisés à 73.3 M €.

Leur impact en quelques chiffres

- 40.4 M € collectés grâce à nos 290 000 donatrices et donateurs
- 280 000 jeunes sensibilisés à la faim contribuant à collecter 2.9 M €
- Une visibilité dans les médias valorisée à 15 M €
- 7.7 M € de fonds par les entreprises et les fondations en France et à l'international
- Un soutien en nature et compétences de la part des entreprises valorisé à 1.4 M €
- Le bénévolat valorisé à 819 000 €

COMMUNICATION

DEUX CAMPAGNES QUI ONT RÉSONNÉ FORTEMENT AVEC L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE



© Action contre la Faim

En 2023, le service communication a fortement soutenu les objectifs de changement portés par le département expertise et plaidoyer, en déployant deux campagnes majeures. La première, intitulée S-eau-S en coalition avec le Secours Islamique et la Coalition Eau, réclamait par une mobilisation digitale la participation du Président Emmanuel Macron à la conférence des Nations Unies sur l'eau, conférence majeure qui ne s'était pas tenue depuis 46 ans. La seconde, construite en réseau international, rappelait qu'en temps de conflit, la faim est plus meurtrière que les balles et demandait aux leaders du G7 de se réengager dans l'application de la résolution 2417, adoptée à l'unanimité du Conseil de sécurité des Nations Unies en 2018.

Cette dernière campagne a fait d'autant plus sens que l'actualité internationale a été dominée par plusieurs conflits frappés ; d'abord avec le lancement d'hostilités par l'Azerbaïdjan sur les populations du Haut-Karabakh en septembre menaçant plus de 120 000 habitants et limitant fortement leur accès aux biens et services essentiels puis, la guerre entre Israël et le Hamas au sujet de laquelle, depuis octobre 2023, Action contre la Faim rappelle que le ciblage délibéré et disproportionné de civils est inacceptable et contraire à toute forme de droit.

POUR SUIVRE L'EFFORT DE PÉDAGOGIE SUR LE LIEN ENTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ET LA FAIM

Pour continuer le travail entamé en 2021 sur le lien entre le dérèglement climatique et la faim, nous avons participé pour la seconde fois à la Biennale Photoclimat, à Paris en septembre, avec l'exposition « Surexposés : L'île rouge face aux défis climatiques », un carnet de voyage écrit et photographique réalisé par Rijasolo et Emre Sari. La représentation d'Action contre la Faim par l'équipe plaidoyer à la COP28 et la Journée mondiale du climat en décembre ont été également l'occasion de revenir sur nos messages clé.

JEUNESSE & SOLIDARITÉ

Depuis plus de 25 ans, Action contre la Faim est engagée dans des actions éducatives. Notre mission : encourager la réflexion des jeunes et leur donner envie d'agir pour une société plus solidaire, à travers des projets concrets. En 2023, 1 550 établissements scolaires se sont engagés à nos côtés et 280 000 élèves sensibilisés.e.s à notre combat.

COURSE CONTRE LA FAIM



© Christophe Meireis pour Action contre la Faim

Après avoir été sensibilisé.e.s aux difficultés rencontrées par la population camerounaise et à l'impact du dérèglement climatique sur la faim, près de 250 000 élèves de la primaire au lycée ont pris le départ de notre course solidaire en mai 2023. Grâce à leur effort et au soutien de leur entourage, 2.9 millions d'euros ont été collectés au profit de nos programmes notamment au Cameroun, au Yémen, au Myanmar et au Pakistan.

DESSIN CONTRE LA FAIM



© Action contre la Faim

Grâce à notre projet créatif à destination des écoles primaires, 25 000 jeunes artistes ont pu exprimer leur solidarité en décorant des cartes postales aux couleurs de la Côte d'Ivoire. En amont des ateliers artistiques, ils auront découvert le quotidien de familles dans ce pays où de nombreux enfants souffrent de sous-nutrition chronique. Près de 75 000 € ont été collectés grâce au soutien des familles.





TOMATE IMPACT ET EXPO TI



© Action contre la Faim

À destination des jeunes et de leur famille, notre exposition pédagogique a pour objectif de sensibiliser sur l'impact de notre alimentation sur la crise climatique et de comprendre les liens entre climat et faim. En 2023, 14 lieux à travers toute la France ont accueilli l'exposition et ont ainsi permis à plus de 3 000 jeunes de participer à des visites guidées et de retenir que nous pouvons tous agir, à notre niveau, pour contribuer à un monde plus équitable, durable et solidaire. Toute l'association est particulièrement fière et attachée à ses projets à destination des jeunes. Ces actions font partie intégrante de l'ADN de notre association : elles mobilisent chaque année près de 400 personnes, bénévoles et salarié.e.s, qui, le temps de quelques heures ou de quelques journées, soutiennent l'effort de sensibilisation déployé par le service Jeunesse dans les établissements scolaires. Un grand merci aux élèves, équipes pédagogiques, familles, bénévoles et partenaires pour leur engagement fidèle à nos côtés.

SERVICE ENGAGEMENT ET MOBILISATION ASSOCIATIVE

Pour la 2ème année consécutive, nous avons pu valoriser comptablement le temps que nos bénévoles mettent à disposition chaque année pour l'association. Au-delà d'une obligation comptable depuis 2020 imposée par la Cour des Comptes, cette valorisation nous permet de célébrer et mettre en avant l'engagement bénévole chez Action contre la Faim, d'être transparents vis-à-vis de nos donateurs, bailleurs, partenaires, et de montrer les capacités de l'association à mobiliser. En 2023, la valorisation du temps bénévole est évaluée à 818 884,86 €.

Nous avons pu continuer en 2023 à développer le sentiment d'appartenance à l'association au travers d'interventions et d'échanges avec les différentes grandes familles d'Action contre la Faim : mails aux expatriés pour leur expliquer la mobilisation bénévole en France, explication des façons de s'engager aux salariés du siège en Onboarding (séminaire d'intégration), intervention auprès de nos bénévoles lors des sessions d'informations nationales en visioconférence et, enfin, rencontres et débats lors des 2 Agoras annuelles (janvier et juin).

Pour aider à nos réflexions et travaux, nous nous appuyons sur le réseau associatif national via différents groupes de travaux inter-associatifs.

LES DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES BÉNÉVOLES SE MOBILISENT DANS LES TERRITOIRES

Grâce à un réseau d'une trentaine de délégations départementales, équipes composées uniquement de bénévoles, près de 200 événements auront pu voir le jour en 2023 permettant à l'association une visibilité et un développement de notoriété avec près de 200 retombées médiatiques locales et générant une levée des fonds pour les missions sociales. Les relations institutionnelles, tissées localement par notre réseau, ainsi que les événements (campagnes de communication, relais d'opérations de partenariats...) menés ou relayés par les équipes bénévoles, ont grandement contribué à la sensibilisation du grand public, des médias, des élu.es et des entreprises locales à notre mandat, dans les plus grandes villes de France.



© Maïmouna Diallo

Conférences dans des grandes écoles ou universités, événements et sportifs (Pelote Basque contre la Faim, présence au Marathon de la Provence Verte, randonnées solidaires, Trophées Golf contre la Faim, Challenge des Alpes, le Défi Alsace contre la Faim etc), campagnes d'affichage à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, participation aux marches pour le climat, expositions pour mieux comprendre nos domaines d'expertise ou encore relais des opérations de partenariats institutionnels tel que le don de titres-restaurant (Je Dej, Je Donne) sont autant d'événements menés ou relayés par les bénévoles en délégations grâce à leur mobilisation sans faille. Ces exemples sont le reflet du dynamisme et de l'engagement de nos délégations départementales pour sensibiliser localement à la lutte contre la sous-nutrition et rallier le public à notre cause.



© Délégation ACF Hérault

En 2023, nous avons ouvert un poste de coordinatrice de projet de la formation des bénévoles. L'objectif est multiple : renforcer la présence territoriale, en augmentant quantitativement et qualitativement notre communauté de bénévoles par la formation et renforcer l'impact territorial de ces engagé.e.s. Les formations visent à développer les compétences des délégué.e.s en animation et mobilisation de leur équipe de bénévoles afin d'augmenter leur durée d'engagement et de rendre les équipes plus autonomes sur des compétences transversales (gestion de projets, prise de parole en public, porter nos messages etc). Nous avons également pu organiser des réunions d'information et d'intégration pour les nouveaux et nouvelles bénévoles pour développer le sentiment d'appartenance avec la structure et les fidéliser davantage.



© Délégations ACF Maine et Loire



© défi Alsace





LES VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE MOBILISÉ.E.S DANS LES TERRITOIRES

Cette année, près de 30 volontaires se sont mobilisé.e.s au siège et dans 8 villes de France pour sensibiliser élèves et les motiver à participer à la Course contre la Faim, accompagner les délégations dans leurs projets, prêter main-forte à la Mission France, ou encore s'investir sur nos campagnes de mobilisation et nos projets de communication interne.

2023 est une année de nouveautés pour le Service Civique chez Action contre la Faim. L'association a en effet obtenu un agrément pour l'accueil des volontaires en Service Civique nous permettant de déployer le dispositif en toute autonomie et de réduire nos coûts. Par ailleurs, pour la 1^{ère} fois, quatre jeunes ont été accompagné.e.s en direct par nos délégations d'Isère et de Charente Maritime, un véritable engagement de la part de nos délégué.e.s bénévoles !



© Maïmouna Diallo

TOUJOURS PLUS DE COMPÉTENCES BÉNÉVOLES EN APPUI AUX COLLABORATRICES ET COLLABORATEURS DU SIÈGE

Nous comptons en 2023 trente bénévoles qui se mobilisent aux côtés des collaboratrices et collaborateurs de manière ponctuelle ou régulière. Les besoins et les compétences recherchées sont multiples tout comme les missions proposées. Certain.es amènent leur expérience professionnelle et mettent des compétences spécifiques à disposition de projets précis et d'autres souhaitent donner de leur temps pour participer aux besoins multiples de l'association de manière polyvalente.

DES ADHÉRENTES ET ADHÉRENTS ÉCLAIRÉS

En 2023, nous avons continué à développer la communication aux adhérents au travers des canaux déjà existants comme la newsletter tous les 2 mois (vie associative, actualités, visio avec des experts d'ACF, appel à se mobiliser et actus bureaux pays) et via le réseau social Workplace associatif qui permet de donner de l'information régulière et rapide (actus bureaux pays et secteur humanitaire, interviews d'experts, invitations événements associatifs type Agora, débats entre candidats au CA, etc.). Un accompagnement est fait sur ce dernier outil qui peut être difficile à prendre en main.

MARKETING ET RELATIONS DONATEURS

UNE ANNÉE INÉGALE EN TERMES DE GÉNÉROSITÉ

L'année 2023 a été inégale en termes de générosité avec un montant total des dons de 41,4 M €, soit une augmentation de 2,5 % par rapport à 2022, et 80 % du montant des ressources privées de l'association (51,7 M €). Les dons ponctuels issus du papier (chèques) comme digitaux (cartes bancaires) ont marqué le pas avec des diminutions respectives de -14 % et -10 %. Le début de l'année avait été marqué par le séisme en Turquie/Syrie pour lequel des emails d'appels aux dons ont été envoyés. Ces emails ont permis de collecter 250 K €. Nous sommes très dépendants des urgences, aussi les inondations en Libye ont donné lieu à des emails d'appels à dons qui ont permis de collecter 190 K €. Le reste de l'année a été assez calme au niveau des remontées, y compris la fin d'année, moins dynamique qu'en 2022. Pour la première fois le don moyen n'a que très peu augmenté, ce qui semble aller dans le sens des chiffres de France Générosités.

LE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE MOTEUR DE LA CROISSANCE

La collecte par prélèvement automatique poursuit sa croissance régulière avec un atterrissage 2023 à 27,2 M € contre 25,9 M € en 2022, soit une croissance de +5 %. Tous les canaux permettant de collecter des dons par prélèvement automatique ont eu d'excellents résultats en 2023 (face à face, papier, digital, téléphone) mais le recrutement de donateurs réguliers est largement dominé par le porte à porte qui a généré plus de 14 000 nouveaux donateurs ayant un don

moyen mensuel de 15 €. Par ailleurs, les excellents résultats obtenus par les campagnes d'upgrading (augmentation du don mensuel) permettent une croissance régulière du don moyen de nos 193 000 donateurs en prélèvement automatique. Le don par prélèvement automatique est plus que jamais au cœur de notre stratégie marketing.

Du côté des legs et de la philanthropie, l'année a été marquée par un chiffre de collecte historique de 4,4 M €, contre 3,2 M € en 2022. Les dons issus des grands donateurs passant notamment de 759 K € en 2022 à 919 K € en 2023.

DES DONATEURS TOUJOURS PRÉSENTS

- Appels de donateurs : 17 163 par an
- Emails de donateurs : 28 883 par an
- Courriers de donateurs : 13 020 par an
- Courriers envoyés par ACF : 209 par an

PARTENARIATS

En 2023, l'engagement des fondations, des entreprises et de leurs parties prenantes a permis un soutien à nos programmes qui a été valorisé à plus de 9 M € (dont 4,3 M € de dons financiers et 3,7 M € de subventions internationales issues de partenaires privés).

Un soutien qui comprend également une part croissante des dons :

- en nature, pour répondre en grande partie à nos besoins logistiques (transport)
- sous forme de mise à disposition de compétences (220 jours en 2022) : salariées et salariés qui se sont engagés à nos côtés sur différentes missions.

LE FINANCEMENT DE NOS PROGRAMMES À L'INTERNATIONAL

Les fondations internationales et les bureaux du réseau d'Action contre la Faim à l'international ont permis le financement de programmes dans 5 pays : Népal, Afghanistan, Madagascar, Cameroun et France. Ces financements sont en croissance et s'élèvent à 3.7 M d'euros.

LE TEAM BUILDING SPORTIF SOLIDAIRE, MOTEUR D'ENGAGEMENT DES ENTREPRISES

En 2023, les 3 éditions des Challenges contre la Faim, événement sportif de team building pour les entreprises et leurs collaboratrices et collaborateurs, ont eu lieu à Paris la Défense, Nantes et en version digitale. Ce sont presque 9000 personnes mobilisées qui ont permis de réunir plus de 900 000 euros pour soutenir nos opérations.

LES ENTREPRISES MOBILISENT LEURS CLIENTS ET CLIENTES

Nos partenaires historiques, comme UP ou le Crédit Coopératif, mobilisent leurs clientes et clients avec des opérations de collecte de titres-restaurant ou de finance solidaire. L'impact de la crise économique se ressent, la campagne Je Deje Donne a permis de collecter presque 700 000 euros, 30 % de moins qu'en 2022. De nouveaux partenariats sportifs avec la Fédération Française de Football ou encore le Lou Rugby ont vu le jour cette année permettant de sensibiliser les supporters à notre cause.

UN IMMENSE MERCI À TOUTES LES PERSONNES ENGAGÉES À NOS CÔTÉS PARTOUT EN FRANCE !

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE (DAF)



Éric TRAN,
Directeur
Administratif
et Financier

BILAN 2023

- Les équipes de la Direction Administrative et Financière (DAF) ont été fortement mobilisées sur la migration du système d'information comptable du siège, sur le sujet du traitement financier des entités juridiques indépendantes (Nigéria, Roumanie, Ukraine) et sur la stratégie financière et le suivi de la gestion des flux financiers.
- La DAF a également été impliquée cette année encore sur de nombreux audits liés à la demande croissante de redevabilité de nos bailleurs.
- Le projet UNIFI d'amélioration des systèmes d'information financiers siège et terrain : après avoir initié la phase 2 en 2022, nous avons géré :
 - la migration et la reprise de données de l'ERP UBW utilisé au siège (modules Finance, Projets, RH et Logistique) à l'été 2023.
 - la montée de version du logiciel financier terrain, dont les données sont importées dans l'outil financier siège. Cette évolution permet de réduire les délais de consolidation avec une remontée des données automatisées entre le terrain et le siège, simplifier l'action du terrain et l'accès partagé aux données.

LA FEUILLE DE ROUTE 2024

- En 2024, la DAF poursuivra la migration totale en mode SaaS de l'ERP du siège ainsi que la montée de version du logiciel comptable terrain SAGA. Elle apportera également une contribution substantielle aux projets de déploiement de deux nouveaux logiciels : plan financier (PIFI) et suivi des subventions (AMS) des Bureaux Pays. Tous ces projets permettront d'améliorer le pilotage financier de l'association.
- La DAF adaptera les processus comptables et veillera à établir les états financiers conformes aux nouvelles normes comptables OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2024.



DÉPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DRH)



Frédéric WEHNER,
Directeur
des Ressources
Humaines

L'année 2023 poursuit l'élan de développement et de transformation des métiers RH et encadrée par sa stratégie 21-25. C'est au cours de cette année qu'ACF s'est doté de ses valeurs du collectif de travail, ainsi que d'une nouvelle organisation de son département siège, axé sur 3 piliers : le développement et la diversité ; la gestion administrative, sociale et pilotage ; les besoins et le support opérationnel.

Par axe, voici les réalisations opérées.

RH OPÉRATIONNELLES

QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

2023 a permis un plus grand déploiement sur les bureaux pays. Un diagnostic et des recommandations ont été proposés en Jordanie, un accompagnement spécifique pour le Yémen a été également proposé sur l'organisation du travail et le climat social, une évaluation du stress au travail lié aux fin de contrat a été réalisé pour le Zimbabwe.

Un accompagnement des collectifs de travail en difficulté a été proposé aux équipes en contexte d'alerte CSE. Cet accompagnement se passe en 3 temps : le diagnostic du contexte de travail dégradé, l'élaboration avec les équipes d'un plan d'action puis l'accompagnement dans la mise en place de celui-ci.

Enfin l'année 2023 fût l'année du déploiement de « l'engagement survey » élaboré par le réseau ACF-IN. Une enquête commune à tout le réseau sur les questions d'engagement et de satisfaction au travail pour tous les sièges et bureaux pays.

STRESS ET SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

Le pôle Soutien Psychologique des Collaborateurs du terrain a renforcé ses programmes de santé mentale à destination des salariés.

Ainsi, des postes de psychologues pour les salariés nationaux sont maintenus ou créés, la plupart du temps en consortium avec d'autres ONG, en RCA (ACF avec ACTED, DRC, NRC, Solidarités), au Burkina Faso (ACF avec DRC, NRC, PU, SI, Save the Children et Oxfam), en RDC (ACF avec SI).

Un poste régional a également été créé pour le Tchad, le Nigéria et le Cameroun.

Une mission de soutien et de définition stratégique a été réalisée en décembre 2023 au Mozambique.

L'équipe des psychologues staff care à travers le monde est maintenant constituée de 8 psychologues.

Enfin ce sont encore de nombreux entretiens individuels pour les salariés internationaux qui ont été réalisés par la psychologue basée au siège, de même que des formations à destination des salariés siège et terrain.

BUREAU DES DÉPLACEMENTS

Le Bureau des déplacements a connu en 2023 une demande constante et soutenue pour les déplacements internationaux vers nos pays d'intervention et pour de nombreuses destinations en France et en Europe :

On a ainsi dénombré plus de 1 600 demandes de déplacement réparties comme suit :

- 508 départs et retours de salariés internationaux,
- Environ 300 déplacements vers le terrain pour le personnel du siège,
- Gestion de billets d'avion, de visas, pour plusieurs workshops et formations, au siège ou dans des bureaux régionaux.





l'agence Uvet France a été renouvelée après appel d'offre. Plusieurs négociations ont abouti à de nouvelles contractualisations avec plusieurs hôtels près du siège, avec obtention de nouveaux tarifs négociés pour ACF, en collaboration avec le service achat.

SUPPORT SIÈGE

Deux postes de RH de Proximité Siège ont été créés en 2023. Ces postes ont accompagné les managers du siège sur la résolution de cas individuels et collectifs : réorganisation du département LOGSI, diagnostic de la filière finance, création



du service Genre & Protection, lancement de la réorganisation DDP, etc...De même que de nombreuses productions en lien avec les postes, les entretiens individuels et le pilotage du département siège.

ADMINISTRATION, SOCIAL ET PILOTAGE

GESTION ADMINISTRATIVE

En 2023, ce sont :

- Effectif siège et internationaux fin 2023 : 735 personnes. Un pic de 800 personnes a été atteint en septembre 2023.
- La hausse de l'effectif salarié sous contrat ACF FR, entre le 31/12/2022 et le 31/12/2023 est de + 3.1 % au global avec des disparités siège (+ 8 %) / terrain (-4.2 %).
- Nous avons eu un effectif moyen, CDD et CDI compris de 440 salarié-e-s au siège et 279 salarié-e-s internationaux.

En terme d'activité, ce sont 448 entrées et 420 sorties ont été gérées sur l'année, soit une baisse respectivement de - 7.8 % pour les entrées et de -2.1 % pour les sorties par rapport à 2022. Cette diminution s'explique principalement par la baisse de l'effectif expatrié, ainsi que par un allongement de la durée des contrats expatriés, donc moins de renouvellement sur un même poste.

Un Chargé d'Information et d'Orientation est venu appuyer l'équipe pendant l'année afin de produire des cadres internes, faciliter l'accès direct à l'information RH pour l'ensemble des salariés.

Pour renforcer le pilotage de la masse salariale, un poste de Référent Rémunération et Pilotage a été créé, entièrement dédié à l'analyse des données salariales, au développement des cadres de rémunération et au contrôle de Gestion Social.

DROIT SOCIAL

Le pôle juridique et relations sociales a accompagné plusieurs services ou départements du siège (Logistique, Système d'informations, Audit Risques et conformité) dans leurs projets de réorganisation interne et leur présentation aux élus du CSE, et négocié avec les représentants syndicaux de nouveaux accords collectifs sur la rémunération du personnel

siège et expatriés (Négociations Annuelles Obligatoires), et le recours au CDD projet.

Le pôle participe aussi, conjointement avec l'ARC, à la définition d'un cadre commun pour le traitement des alertes et la conduite des enquêtes internes, tout en continuant d'accompagner les Bureaux Pays sur la gestion et le traitement des alertes individuelles.

SERVICE SIRH

L'opérationnalisation de la nouvelle organisation du département RH a permis, entre avril et novembre, d'intégrer en un seul service la gestion de l'ensemble des sujets en lien avec les SI RH du siège et du terrain et d'en rationaliser les mises en œuvre, le support et les interactions avec les outils tiers (outils finance siège, outil finance terrain, outil de gestion des temps et activités terrain, outil de gestion du flex office ...). Ainsi, le service SIRH du siège apporte dorénavant un support et un accompagnement significatif auprès de 800 collaborateurs du siège et du terrain.

L'activité de 2023 s'est articulée autour de deux axes :

1. LA GESTION DES PROJETS

Talentsoft 'module Recrutement' : accueillant un nouvel outil de recrutement, cette mise en œuvre marque la fin de la première phase de digitalisation des processus RH du siège, initiée avec l'appel d'offre de 2020.

Nibelis 'Onboarding' et 'Rapports légaux' (gestion automatisée de l'entrée administrative) : permettant d'améliorer la prise de poste des collaborateur.rices et la production de rapports, dont l'index femme-hommes (avec une note de 99/100 pour ACF)

Notilus (application de gestion des déplacements) : Un nouveau système de réservation en ligne a été connecté en remplacement de l'ancien, en raison de la cessation d'activité du prestataire.

2. LE SUPPORT AUX UTILISATEURS, LA MAINTENANCE ET L'AMÉLIORATION CONTINUE :

Outil de contrôle des données : Construction d'un outil qui permet d'identifier rapidement les corrections à apporter dans les outils SIRH pour sécuriser les flux et éviter les dysfonctionnements et impacts négatifs dans les outils tiers.

Homère (gestion de la paie terrain) : mise à jour des plans de paie de plusieurs pays.

Amélioration continue et support : Sur un périmètre d'environ 800 utilisateurs, en moyenne, 100 demandes sont traitées chaque mois (50/50 siège/terrain) et une dizaine de nouvelles fonctionnalités ont été livrées, testées et mise à disposition des collaborateurs cette année pour un système toujours plus performant.

DÉVELOPPEMENT ET DIVERSITÉ

PÔLE RECRUTEMENT ET MOBILITÉ

En 2023, ce sont :

- 642 demandes de recrutements traitées (vs 739 en 2022)
- 617 recrutements internationaux et siège ont été réalisés, (vs 648 en 2022)
- 34 contrats de professionnalisation ou d'apprentissage ont été signés pour la rentrée de septembre 2023,

Les actions de développement de la capacité à attirer les talents se poursuivent également :

- 14 interventions externes en présentiel ou en distanciel sur 2023 :
- Renouvellement de la campagne de communication avec la plateforme de recrutement Welcome to the Jungle qui permet de toucher des candidats d'horizons différents et de communiquer sur notre marque employeur.

Poursuite de l'accompagnement des projets prioritaires pour l'organisation tel que le projet GPEC Santé.

Enfin, le service s'est doté d'un nouvel outil de recrutement, et a donc du revoir ses pratiques en fonction.

Pôle apprentissage et développement des compétences

Le projet de lancement d'un séminaire d'intégration commun à tout nouveau ou nouvelle salarié.e d'ACF a été relancé en 2023. 4 pays pilotes ont été ciblés à savoir le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Nigéria et la Jordanie. Au total 15 animateur.trices ont été formé.es pour ces pays, concernant le siège, 7 personnes occupent ce rôle. 28 nouveaux.elles entrant.es ont bénéficié de ce séminaire entre novembre et décembre au siège.





Le séminaire d'intégration siège a totalement été revu intégrant désormais le tronc commun et complété d'un parcours innovant pour se familiariser avec le fonctionnement du siège.

Au total en 2023, ce sont 274 personnes formées en formations techniques internes (SPEC), 33 managers terrain formés au management. 426 personnes siège formées (toute formation confondue), 163 personnes en séminaire d'intégration. Au total 14 245 heures de formation.

A noter enfin qu'ACF poursuit son accompagnement des collaborateurs sur la gestion des temps et priorité, avec la production et la diffusion d'une formation de gestion des temps pour l'ensemble des managers.

ACCOMPAGNEMENT & RÉFÉRENT HANDICAP

Parmi les 6 axes du Plan d'action Handicap, celui concernant la collaboration avec le Secteur du Travail Protégé et Adapté (STPA) a connu des avancées notables en 2023. Une coordination dynamique avec le Service Achats a abouti à une identification des appels d'offres siège qui pourraient inclure des prestataires du STPA : traiteur, hôtellerie, location de salles, recyclage...au référencement de certains de ces prestataires, et à une sensibilisation renforcée sur ce secteur via les briefings managers et le Guide achats responsables.

Par ailleurs, le recrutement de salariés et de stagiaires bénéficiant d'une Reconnaissance de la Qualité de Travailleurs Handicapé (RQTH) permet de maintenir une évolution croissante du taux de travailleurs handicapés à ACF.

COMMUNICATION RH

La Communication RH est devenue une spécialité à part entière en 2023. L'objectif est de mettre en place de la valorisation en interne et en externe de nos ressources humaines et de développer notre marque employeur pour attirer et conserver nos salarié.e.s.

En externe, grâce à l'optimisation des publications sur LinkedIn (charte et calendrier éditorial revus, format adapté au public), notre page LinkedIn compte désormais 411 634 abonné.e.s à la fin de 2023, ce qui en fait le réseau social ACF ayant le plus d'abonnés (427 049 aujourd'hui).

En 2023 ce sont 224 posts publiés donnant plus de 38 000 réactions aux publications, 2100 commentaires et 3300 republications de posts.

Sur la plateforme Welcome to the Jungle, nous avons mis en lumière nos collaborateur.rice.s choisis pour renforcer l'attractivité d'ACF sous un format de vidéos et photos. Sur le site institutionnel, les pages « Vos Avantages » et « Votre Développement » ont été révisées dans le but de maintenir l'attractivité de nos postes et conditions de travail.

En interne, la mise en avant des cadres de fonctionnement RH tel que des fiches pratiques permettent de valoriser ses avantages auprès de nos collaborateur.rice.s. La création d'un moment d'échange régulier sur les sujets RH a également été créé pour les collaborateur.rice.s du siège.

PROGRAMMES

DIPLÔME DE LEADERSHIP HUMANITAIRE (DESLH)

En 2023, ACF a renouvelé son partenariat avec l'Université Deakin de Melbourne, pour la sixième année consécutive, autour des enjeux de leadership humanitaire et un programme financé par le bailleur de fond américain BHA. Après 9 mois d'études, 52 étudiants ont obtenu le Diplôme d'études supérieures en leadership humanitaire. Par ailleurs, des formations courtes, intitulées « Programme de leadership en situation de crise », ont été initiées et ont accueillies 54 nouveaux étudiants.



DIRECTION LOGISTIQUE (LOG)



Benjamin VIENOT
Directeur
Logistique

L'année 2023 a vu la création de la Direction Logistique en tant que telle suite à la défusion avec la Direction Système d'Information. Cette transition permis de réaffirmer les ambitions 2025 de la direction, autour de 7 axes distincts :

- 1. Disposer d'outils et process de travail log adaptés ;
- 2. Etre en mesure de gérer l'ensemble de nos ressources matérielles ;
- 3. Améliorer notre attractivité et notre capacité à faire évoluer nos équipes ;
- 4. Approfondir les enjeux de la relation partenaires locaux concernant la partie logistique ;
- 5. Maitriser la performance de la chaine d'approvisionnement ;
- 6. Intégrer les contraintes environnementales dans tous les secteurs de la logistique en donnant les moyens de mesurer et d'évaluer notre transformation ;
- 7. Mieux intégrer la logistique dans le cycle de projet et les stratégies Bureaux Pays.

Cette année a également permis une structuration forte autour du nouveau Service Outils et Méthodes et du nouveau Pôle Energie, mais aussi du Service Achat, du Service Approvisionnement et Expédition et du Service Services Généraux.

En 2023, le Pôle Outils et Méthodes Logistique est devenu un Service. Son travail a notamment consisté à mettre à jour le référentiel logistique, appelé le Kit Log. Ainsi, le Kit RH Log a été entièrement révisé et le travail a été bien entamé sur la section gestion des Stocks ou encore sur une synthèse des règles bailleurs. Un travail important a également été effectué sur le système d'information Link, qui permet de gérer la chaine d'approvisionnement pour le terrain, avec notamment l'adoption de cette solution par ACF Espagne. Un pilote a ainsi été réalisé au Liban, harmonisant les pratiques dans tous les sièges opérationnels de ACF-IN. Un effort préparatoire particulièrement stratégique a été réalisé sur la version 2 de Link, qui devrait être disponible en 2026. Un

projet d'un SI de gestion des équipements pour les terrains a été lancé, en mutualisation avec Solidarités Internationales. Enfin, deux formations SPEC Log ont été organisé par ce service (Amman et Paris).

2023 a vu naître le pôle Energie. En effet, la composante Environnement a été relocalisé sous la Direction Générale de l'organisation. La poursuite du projet de mise au standard sécu électriques sur le terrain a été priorisé, avec 55 bâtiments sécurisés en 2023. Un travail de génie climatique est également mené sur les bâtiments sensibles, 7 pharmacies ont notamment été isolées thermiquement. Enfin, une approche de décarbonations de nos sources de productions et de consommations d'énergie est déployée, ainsi en 2023 ce sont 26 bâtiments qui ont été solarisés. Un travail important sur les outils ainsi, qu'un workshop en Côte d'Ivoire pour les chargés de réhabilitation électrique ont été réalisés.

En 2023, le Service Achat a continué à mener à bien sa mission sur les achats pour les différents départements du siège. Un support accru aux Bureaux Pays a également été effectué à travers notamment le traitement d'Appel d'Offre au siège à destination des missions et le développement d'un catalogue des contrats signés au siège à destination du terrain. Il sera diffusé en 2024. Des supports spécifiques ont été également effectué pour les Bureau Pays du Nigéria et de la Jordanie. Enfin, le Service Achats a travaillé sur la déclinaison des engagements pris par ACF dans sa politique environnement à travers les achats responsables et durables. Le SAE a mis en œuvre la stratégie d'approvisionnement, de stockage et d'expédition d'ACF, notamment à travers un effort important sur l'approvisionnement médicale. Ce marché stratégique a en effet nécessité un engagement fort des équipes pour suivre l'orientation opérationnelle d'ACF. Les stocks décentralisés ont continué à être déployé tout au long de l'année, avec une valeur de stock maximale validée à environ 6,5 M d'euros, en augmentation de près de 30 %



par rapport à 2022. La planification annuelle de l'approvisionnement est restée un axe prioritaire. Cette approche recoupe l'approvisionnement via les stocks décentralisés mais aussi les commandes classiques. Elle a permis une rationalisation du nombre de commandes et une maximisation de l'approvisionnement maritime au lieu de l'aérien, contribuant aux objectifs environnementaux de l'organisation. Enfin, il est à noter l'impact important de la migration du système d'information comptable Agresso vers UBW sur la charge de travail des équipe SAE en 2023.

Au niveaux des Services Généraux, le travail s'est concentré sur la réception de la fin des travaux dans les nouveaux bureaux de Montreuil, et sur le suivi de la Garantie de Parfait Achèvement. Une nouvelle pompe à chaleur a notamment été installé sur le toit du bâtiment. La commercialisation des 5ème et 6ème étages du bâtiment s'est concrétisé par la signature d'un bail avec notre premier locataire. La gestion des archives papiers (1,25km d'archive !) et électroniques (environ 580 000 documents e-archivés) s'est poursuivie.

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION (SI)



Rodolphe JACQUIER
Directeur
des Systèmes
d'Information

L'année 2023 a vu la défusion des départements Log et SI. Dans ce cadre, une nouvelle organisation du département SI a été mise en place afin de répondre aux enjeux de transformation numérique actuels et futurs. Quatre principales entités composent cette nouvelle direction :

- Direction Déléguée Production et Exploitation : en charge du maintien en condition opérationnelle de notre SI et du support technique sur les différents outils
- Direction Déléguée Études et Développement : accompagne les métiers dans leurs projets de transformation numérique et y apporte l'expertise nécessaire.
- Service Référents SI/IT Terrain : assure le management fonctionnel de l'ensemble des IT présents sur les bureaux pays
- Service Informatique Décisionnelle : accompagne l'ensemble des métiers pour améliorer le pilotage de leur activité à travers la data

Le poste de DSI est également épaulé par un Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information et un Architecte Urbaniste.

En parallèle, la structuration des AMOA (Assistance à Maitrise d'Ouvrage) au sein de chaque département se poursuit. Ces équipes, en charge des projets, des outils et de la formation sur leur domaine fonctionnel, travaillent étroitement avec la DSI afin de construire, dans les règles de l'art, les projets de transformation numériques. C'est une démarche vertueuse.

LINK (Supply Chain) :

La plateforme interONG LINK mutualisée avec Solidarités International et Handicap International poursuit son activité avec une maintenance toujours plus importante (5500 utilisateurs dans 60 pays), le développement d'améliorations et l'intégration de l'outil sur les missions d'ACF-SP avec un support partagé ACF-IN. En parallèle, le projet LINK V2

porté par la Coopérative HULO est entré dans une phase de conception sur laquelle les équipes techniques et métiers sont étroitement mobilisées.

UNIFI :

Harmonisation et amélioration de nos outils Finance
La version V8.1 du logiciel SAGA utilisée sur les programmes – embarquant des changements fonctionnels et une couche d'authentification - a été déployée en 2023 sur la moitié de nos bureaux pays. Le projet de migration du logiciel Finance, Logistique et Achats utilisé au siège a terminé sa première phase au 31/12/2023. UBW (nouveau nom de la solution) est opérationnel depuis juin 2023 au siège.

SIRH :

Système d'Information Ressources Humaines
Le module Recrutement de notre outil SIRH a été déployé fin 2023.

ComDev :

Outils communication et développement

- Plateforme Urgence Partenaire – We Act ayant pour objectif de permettre la mobilisation des entreprises et de leurs salariés en cas d'urgence humanitaire avec la possibilité d'appel aux dons, a été lancée en 2023.
- Le projet de remplacement de l'outil actuel de Base de données jeunesse par une solution plus conviviale et évolutive a été lancé fin 2023.

Gestion des Données Programme

Mise en place d'un entrepôt de données centralisé (DHIS2 – District Health Information System 2) pour l'ensemble des données programmes : un pilote a été lancé à Madagascar pour les données nutrition/santé et Santé mentales

Mutualisation de l'outil de collecte de données Kobotoolbox avec ACF Espagne. Cet outil sert à la collecte de données sur le terrain (enquête, suivi de bénéficiaires,...). En 2023 c'est environ 400 000 soumissions qui ont été effectuées sur le serveur central.

Urbanisation

La démarche d'urbanisation s'est poursuivie cette année sur les deux chantiers suivants :

- Interface : permet d'interconnecter de nombreux outils, d'automatiser les échanges de données entre les systèmes.
- Données de Référence : elles sont un prérequis à la constitution de vocabulaires et de nomenclatures communes permettant la bonne interopérabilité de nos processus métier et outils informatiques.

Support Applicatifs

Le nombre de demandes de support a augmenté par rapport l'année 2022. 3500 demandes de support ont été résolues par les GSI (Gestionnaires des Systèmes d'Information). Ceci fait environ 40 % d'augmentation par rapport 2022. Cela s'explique par un accroissement du nombre d'outils informatiques (résultantes de la dynamique de transformation numérique)

Service Infrastructure

Un haut niveau de service a pu être maintenu tout au long de l'année.

L'effort s'est poursuivi quant au renforcement de la sécurité des infrastructures. Un des leviers indispensables est la sensibilisation et la formation des utilisateurs. Pour cela une formation en ligne a été mise à disposition de tous les salariés de l'organisation (Siège et Terrain)

Il y a eu également l'organisation de deux workshops pour la filière ICT, l'un à Amman (JO) et l'autre à Abidjan (RCI). Il a notamment été question de l'organisation du travail et de la sécurité informatique.

Le service a continué à apporter son support à ACF Inde et ACF US.

Et afin de pouvoir répondre à la mise à disposition d'outils informatique, la bande passante internet globale a dépassé les 4Gbps (vs 2,6Gbps en 2022). C'est un objectif prioritaire pour l'organisation.





DIRECTION GÉNÉRALE

2023 a été marquée par un changement de Directeur Général. A son départ fin juin, Jean-François Riffaud a été remplacé par Frédéric Penard, DG intérim jusqu'à décembre. La Direction Générale a maintenu son cap, continuant de se référer aux priorités du ComEx (2021-2023).

Dans ce cadre, la DG a porté plusieurs projets transformatifs, transversaux à l'organisation. Parmi ceux-ci : Deux projets visant à moderniser et sécuriser nos outils et processus :

- Le projet PIFI : en vue de gagner en efficacité opérationnelle, le projet vise à moderniser l'outil existant d'établissement et d'actualisation mensuelle du plan de financement des Bureaux Pays. L'objectif est d'y apporter quelques évolutions métiers structurantes et d'utiliser un socle technologie moderne (base de données et accès partagés). En 2023, la conception fonctionnelle, la rédaction d'un appel et la consultation des éditeurs/intégrateurs du marché ont été réalisées, en impliquant des représentants Siège et Terrain des directions métiers concernés (DAF et OPE majoritairement mais LOG et RH également).
- Le projet Handbook visant à clarifier notre fonctionnement actuel, en offrant une vision d'ensemble des macro-processus structurants de notre organisation, aux niveaux local, national, régional, global.

Deux projets thématiques :

- Le projet Localisation et partenariat : lancé en septembre, ce chantier entend contribuer à la définition du positionnement et de la vision d'ACF-France en matière de localisation. Dans ce cadre, un diagnostic de nos pratiques a été conduit au siège et dans les Bureaux Pays.
- Le projet environnement : visant une réduction de 50 % de ses émissions à 2030, l'équipe environnement s'est concentrée en 2023 sur la réalisation d'un bilan carbone i) au siège ; ii) dans les Bureaux Pays ; iii) du développement de plans d'action... Ce travail est coordonné avec la DEP, dans le cadre de la mise en œuvre de notre Politique Climat et Environnement.

Par ailleurs, depuis septembre 2023, ACF est à la tête d'un consortium d'ONG chargé de monter le mécanisme *Protect Aid Workers*. Cette nouvelle initiative financée par la DG ECHO a pour objectif de soutenir les travailleurs locaux des ONG qui ont été victimes d'un incident critique ou qui sont directement menacés en raison de leur travail humanitaire. Pour ce faire, le projet accorde un soutien financier aux organisations afin de couvrir les dépenses nécessaires et assurer la meilleure réponse possible à l'incident pour le personnel concerné.

La Direction Générale s'est impliquée directement dans la représentation d'ACF au sein de nombreuses instances multilatérales sur les questions d'espace humanitaire.

SERVICE ENVIRONNEMENT

Action Contre la Faim poursuit ses efforts pour une meilleure prise en compte de l'environnement dans ses activités avec la création d'un service Environnement & Climat. Ce service permet de centraliser les expertises transverses (émissions carbone, gestion de déchets, ...) et structurer l'approche environnementale suite à la prise de 5 engagements fin 2020. Les sujets de l'adaptation/atténuation climatique des activités programmatiques sont confiés au Département Expertise et Plaidoyer (DEP) avec qui le service travaille en synergie.

Une étape importante a été franchie en cette année 2023 avec la tenue du premier des engagements : la réalisation d'une estimation de nos émissions de gaz à effet de serre. Un projet amorcé dès 2021 et achevé cette année. Les résultats obtenus confortent nos hypothèses de départ basées sur l'estimation sommaire effectuée il y a plus de dix ans.

La grande majorité de notre empreinte (> 80 %) est générée par nos achats de biens et services et leur logistique, ou les achats de biens et services effectués via les programmes utilisant les transferts monétaires. Vient ensuite le transport de personnes pour un peu moins de 10 %, et enfin l'empreinte

de fonctionnement (énergie, bâtiments, ...) représente les 10 % restants.

La composition de cette empreinte valide le travail préparatoire anticipé et confirme que nous avons gagné un temps précieux. En effet dès 2021 nous avons travaillé à l'élaboration de fiches-actions et à la conception d'une politique achats responsables, des documents supports clés achevés cet année.

La phase d'évaluation des principaux impacts négatifs liés à notre fonctionnement arrive à son terme, et dans le but d'amorcer la transition, l'ensemble du contenu produit a été mis à disposition des équipes au travers d'un « kit environnement ». Afin de soutenir les équipes terrain dans leur préparation, nous avons ouvert des postes temporaires (de 4 à 8 mois) sur une dizaine de Bureaux Pays pour effectuer des tâches préparatoires (estimation du gisement de déchets, identification des filières de recyclage, mise en place d'un plan de gestion de déchets ...).

Dans un esprit constructif et avec une volonté d'entraînement des autres acteurs humanitaires, ces travaux sont partagés via le Réseau Environnement Humanitaire (REH), un réseau qu'ACF porte de longue date et contribue à développer en tant que membre de son comité de pilotage depuis 2 ans.

L'évaluation de nos impacts environnementaux nous a permis de mieux appréhender les mesures structurelles nécessaires. De plus ayant des effectifs localisés, nous reconnaissons la complexité et la latence nécessaire à la mise en œuvre de ces mesures. La période 2024-2025 qui s'ouvre vise une intégration progressive des éco-gestes prêt à déployer, ainsi qu'une recherche d'appui pour préparer les actions d'ordre structurel.

DÉPARTEMENT RISQUES AUDIT ET CONFORMITÉ (ARC)

L'ARC est une unité indépendante et transversale, dédiée à la gestion du risque, cette unité est intégrée à la Direction Générale. L'ARC participe au pilotage de l'association par la fourniture de conseil de capitalisation des connaissances, de mise à disposition d'outils et par le recours à la sensibilisation, dans ses domaines de compétences : juridique, management du risque, audits externe et interne, suivi indépendant des cas de fraude et de PSEA, gestion des assurances et responsable de la politique de lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent.

Le service a entamé en fin d'année 2020 une démarche de repositionnement et de définition de son rôle, projet mené par l'ensemble des salariés du service en lien avec l'ensemble des acteurs de l'association. Cette démarche permet de rationaliser notre activité et permet de la rendre plus efficace dans la maîtrise du risque institutionnel. Le travail mené au siège courant 2023 nous permet pour l'année à venir de conduire le déploiement d'une filière métier sur le terrain.

La filière métier déjà présente sur environ 75 % de nos bureaux pays, matérialise son déploiement en 2024. Il s'agit à travers la filière de garantir une approche homogène et de qualité similaire se basant sur des méthodologies et outils partagés et validés. Il s'agit de mettre en place une communauté de pairs permettant de démultiplier la capacité d'action de l'ARC. Le rôle de l'ARC siège est d'ores et déjà de définir les méthodes et outils et de garantir la diffusion de ces pratiques ainsi que la capitalisation et l'analyse des données issues de la filière afin de fournir des outils de pilotage du risque à l'association.

Courant 2023 nous pouvons aussi noter quelques points marquants tels que, la finalisation d'une nouvelle cartographie des risques, la politique de risque management sera validée courant 2024, la remise à plat de notre couverture assurantielle, notamment la renégociation d'un contrat de responsabilité civile (au bénéfice d'ACF mais aussi du réseau international), la validation d'une nouvelle politique de lutte contre la fraude, le déploiement de la politique safeguarding sur nos terrains, déploiement accompagné de formations, outils, méthodologie, la mise en place d'un guide juridique des partenariats pour les opérations, révision de la politique de lutte contre le terrorisme, élaboration d'un toolkit RCPD et d'une politique de data protection en cours de validation.

FRAUDE ET SAFEGUARDING

Le pôle se développe en 2023, en intégrant une quatrième personne en charge du suivi des alertes de fraude et safeguarding. Le déploiement de la politique Safeguarding a été priorisé en 2023. La majorité des bureaux pays ont maintenant des points focaux et un plan d'action pour la mise en œuvre de la politique. L'équipe a développé des supports de formation et a formé des formateurs, et a mené 2 visites terrain à Madagascar et au Tchad pour accompagner les équipes dans le déploiement.

Le pôle a aussi revu le système de gestion des alertes. Nous sommes maintenant responsables de cette gestion et de la



communication aux bailleurs. Chaque bureau pays dispose d'un comité de gestion des alertes, ce qui garantit plus de transparence. Le nombre d'alertes remontées en 2023 est de 163. Certains pays n'ont pas remonté leurs cas au siège. Ce problème a été identifié et est à présent résolu. Enfin, la politique de Lutte contre la Fraude a été validée par l'IEC en mai 2023. Elle sera plus largement déployée en 2024 et accompagnée d'un e-learning.

AUDIT INTERNE

L'audit interne est une activité indépendante et objective qui donne à l'organisation une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, lui apporte ses conseils pour les améliorer et contribue à créer de la valeur ajoutée. Il aide l'organisation à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique ses processus de management des risques, de contrôle et de gouvernance, et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité. L'année 2023 a vu se renouveler l'équipe d'audit interne d'ACF, ce qui a permis d'enclencher un nouveau cycle et de poser les fondations d'une approche revue. Un travail de mise à niveau stratégique (repositionnement de la fonction, revue de la Charte de l'audit interne...) et méthodologique (mise à jour du format de rapport de mission, construction de référentiels d'audit, processus de suivis des recommandations...) a été enclenché, deux missions ont été menées (bureaux pays Afghanistan et Mozambique). Cette dynamique sera continuée et renforcée en 2024, dans le cadre de la filière métier ARC. Un effort particulier sera notamment porté sur la production d'outils d'audit interne harmonisés, ainsi que de reporting et d'analyses consolidés destiné à la Gouvernance de l'association et à la Direction Exécutive.

AUDIT EXTERNE

L'unité de coordination des audits bailleurs publics est composée de quatre personnes, la coordinatrice et 3 chargé.e.s d'audits bailleurs publics. Ces personnes gèrent le calendrier d'audits externes réalisés au siège d'ACF pour le compte de ses missions opérationnelles et apportent un appui à la gestion des audits menés directement par le terrain. L'unité assure ainsi la coordination entre les équipes terrain, le siège et les auditeurs externes. Elle permet à ACF de remplir ses obligations contractuelles en termes de redevabilité, de conformité et de transparence envers ses bailleurs de fonds publics. En 2023, plus de 91 audits de projets ont été coordonnés

au siège pour un montant d'environ 130 millions d'euros. Les principaux bailleurs ayant mandaté les audits en 2023 sont, le Gouvernement américain, la Commission Européenne (ECHO, EuropeAid), les agences des Nations Unies, la Coopération suédoise, l'Agence Française de Développement ainsi que d'autres coopérations nationales avec lesquelles ACF a mis en place des programmes financés par celles-ci au cours de ces dernières années. Dans un objectif d'amélioration continue et de renforcement des pratiques d'ACF, l'équipe de coordination des audits bailleurs assure aussi un rôle de capitalisation, de définition de pistes d'amélioration et de sensibilisation des collaborateurs autour de ces enjeux de conformité.

JURIDIQUE

Le pôle juridique apporte une expertise tant auprès de la direction de l'association que de l'ensemble des collaborateurs de l'association. Sa mission est de sécuriser les pratiques d'ACF, de diffuser une culture juridique au sein de l'association et de garantir le suivi des risques juridiques et éthiques associés aux projets transversaux, aux décisions stratégiques de la direction générale et à la gouvernance de l'association. L'activité du juridique en 2023 a été marquée par une croissance importante de son activité à destination des bureaux pays, notamment concernant le cadre légal de leur intervention dans différents pays. Depuis 2012, le rôle de Délégué à la Protection des données (DPO) est assuré par la responsable juridique. Le DPO est le garant des bonnes pratiques et de la conformité à la législation afférente, notamment le RGPD, dans l'emploi et le déploiement de projets impliquant des données personnelles au sein de l'association. Le projet de mise en conformité d'ACF à l'ensemble des obligations en matière de données personnelles a été déployé entre 2020 et 2022. Courant 2023, un poste en CDI de juriste RGPD et contrats numériques a été créé. Cette pérennisation permet à ACF d'avoir le plus haut niveau de conformité et de garantie dans un contexte où les données personnelles font l'objet de nombreuses attentions.



QUI SOMMES-NOUS ?

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Née d'une urgence, celle des réfugiés afghans au Pakistan qui, en 1979, fuyaient les combats, Action contre la Faim (ACF) a été fondée par un groupe d'intellectuels français dans le but d'éradiquer la faim de manière globale, durable et efficace dans le monde.

Alors que jusque là, la lutte contre la faim était intégrée dans des combats plus généraux (lutte contre la pauvreté, lutte pour la santé, etc), les membres fondateurs ont créé une organisation spécialisée dans les problèmes de la faim.

Sa mission consiste à sauver des vies par la prévention, la détection et le traitement de la malnutrition, en particulier pendant et suite à des situations d'urgence et de conflits. Elle centre son intervention sur une approche intégrée, prenant en compte divers secteurs :

- Nutrition-santé
- Pratiques de soins
- Sécurité alimentaire et moyens d'existence
- Eau, assainissement et hygiène
- Plaidoyer et sensibilisation

En 2021, ACF France est intervenue dans 22 pays, venant en aide à environ 13 millions de personnes. En intégrant ses programmes avec les systèmes régionaux et nationaux, Action contre la Faim s'assure que les interventions à court terme deviennent des solutions à long terme.

HISTORIQUE

LES FONDATEURS D'ACTION CONTRE LA FAIM

Patrick ARFI, Jacques ATTALI, Danielle de BETAK, Charles de BRANTES, Xavier BROAWEYS, Jean-Martin COHEN-SOLAL, Caroline FRAISSINET COSICH, Jean GEROTHWOHL, Françoise GIROUD, Marek HALTER, Gilles HERTZOG, Thierry LEROY, Rémy LESTIENNE, Bernard-Henri LEVY, Patrick SIEGLER- LATHROP, Marie-Antonietta MACCIOCCHI, Christian-Marie MONNOT, Jacques-André PREVOST, Robert SEBBAG, Guy SORMAN, Marc ULLMANN, Jean-Christophe VICTOR, Gad WEIL.

1979 : L'AICF

« Parler de la faim dans le monde installé dans son fauteuil c'est très bien, ce serait pourtant mieux de faire quelque chose ». Ainsi résumée par Françoise Giroud, cette prise de conscience a conduit en 1979 une poignée d'intellectuels français à se mobiliser pour affirmer leur refus face au scandale de la faim. Élargi à quelques journalistes et médecins, le groupe se constitue en association le 15 novembre autour de Jacques Attali, Marek Halter, Bernard-Henri Levy... L'Action Internationale Contre la Faim (AICF) est née. Un mois plus tard, l'Afghanistan sera le théâtre d'un des derniers conflits de la guerre froide. Face à l'invasion des troupes soviétiques, des milliers d'Afghans fuient à la frontière du Pakistan. Un médecin afghan réfugié en France est présenté aux fondateurs d'AICF et raconte. Très vite, une première mission d'aide d'urgence est montée. Des hommes, médecins et volontaires, sont envoyés sur place pour convoier tentes et denrées. En janvier 1980, AICF est la seule organisation française présente sur cette zone de Quetta.

LES TEMPS FORTS DE NOTRE ACTION

- 1982** : Mission d'urgence en Thaïlande auprès de cambodgiens
- 1985** : Mission d'urgence en Ethiopie pour faire face à la famine
- 1990** : Aide au peuple kurde en exode pendant la guerre du Golfe
- 1992** : Ouverture d'une mission en Bosnie pour apporter une assistance médicale et nutritionnelle aux déplacés
- 1994** : AICF est reconnue d'Utilité Publique par le ministère de l'Intérieur. Génocide au Rwanda : Aide nutritionnelle aux réfugiés
- 1995** : Ouverture de la mission Tchétchénie pendant la 1^{ère} guerre russo-tchéchène
- 1996** : AICF devient Action contre la Faim
- 1999** : Distribution d'urgence au Kosovo
- 2000** : Action contre la Faim se retire de la Corée du Nord et dénonce la manipulation de l'aide
- 2003** : Ouverture de la mission en Irak
- 2005** : ACF déjà présente sur place répond à l'urgence suite au Tsunami en Indonésie et au Sri-Lanka
- 2006** : Exécution de 17 humanitaires d'Action contre la Faim par l'armée au Sri-Lanka. Fermeture de la mission en signe de protestation contre l'impunité du crime



- 2008** : « Émeutes de la faim » dans de nombreux pays en voie de développement à la suite d'une forte hausse du prix des denrées alimentaires
- 2011** : Début du conflit en Syrie dans le contexte du Printemps arabe
- 2012** : Ouverture de la mission au Yémen
- 2015** : Aide d'urgence auprès de 180 000 personnes après un séisme au Népal
- 2017** : Menace de famine dans 4 pays, au Yémen, Nigéria, Soudan du Sud et en Somalie. Nouvelle identité de marque Action contre la Faim

LES TEXTES DE RÉFÉRENCES D'ACTION CONTRE LA FAIM

Des textes sont ici rapportés afin de permettre au lecteur du rapport moral de mieux situer l'action annuelle de l'association au regard de son mandat et de ses valeurs. Les documents complets sont disponibles au siège de l'association et sur le site Internet www.actioncontrelafaim.org.

LA CHARTE

INDÉPENDANCE

De façon à préserver et à conserver sa liberté morale et financière, Action contre la Faim agit en fonction de ses propres principes et ne se détermine en aucun cas en fonction d'intérêts de politique, intérieure ou étrangère, ou d'un gouvernement, quel qu'il soit.

NEUTRALITÉ

Une victime est une victime. Action contre la Faim oeuvre dans le respect d'une stricte neutralité et impartialité politiques et religieuses. Elle peut cependant être conduite à dénoncer les atteintes aux droits de l'homme dont elle est témoin, ainsi que les entraves mises au bon déroulement de sa mission humanitaire.

NON DISCRIMINATION

Action contre la Faim se refuse, dans son action, à toute discrimination de race, de sexe, d'ethnie, de religion, de nationalité, d'opinion ou de classe.





ACCÈS LIBRE ET DIRECT AUX VICTIMES

Action contre la Faim fonde son action sur une exigence de libre accès aux victimes et sur le contrôle direct de ses programmes. Elle se donne tous les moyens pour y parvenir et s'autorise à dénoncer les entraves mises à son action et à agir pour y mettre fin. Elle vérifie aussi l'affectation de ses ressources afin que celles-ci parviennent bien aux individus en situation précaire auxquels elles sont destinées. En aucun cas, les partenaires avec lesquels elle peut être amenée à travailler ne doivent être les ultimes bénéficiaires de ses programmes d'aide.

PROFESSIONNALISME

Action contre la Faim fonde la conception, la réalisation, la gestion et l'évaluation de ses programmes sur des exigences de professionnalisme et sur la capitalisation de son expérience, afin d'optimiser son efficacité et l'utilisation de ses ressources.

TRANSPARENCE

Action contre la Faim s'engage, vis à vis de ses bénéficiaires comme de ses partenaires et donateurs, à respecter transparence et information dans l'affectation et la gestion de ses fonds, et à se doter de toutes les garanties visant à apporter la preuve de sa bonne gestion. Tous les membres d'Action contre la Faim, dans le monde entier, adhèrent aux principes de la Charte et s'engagent à la respecter.

NOS SEPT DOMAINES D'EXPERTISES

Cadre d'intervention et modalités opérationnelles :

ACF intervient sur la base d'une analyse des besoins, de la demande et/ou des risques de malnutrition encourus par les populations, quel que soit le contexte (conflit, sous-développement, crise ou catastrophe naturelle, milieu urbain ou rural, déstructuration, etc...). Son déploiement géographique est déterminé par l'apparition des crises ou de risque de crise, et par sa pertinence technique.

ACF, en concertation avec son réseau international, décide de l'ouverture et de la fermeture de ses missions sur la base des analyses précitées, afin d'optimiser ses ressources et maximiser son impact. ACF, en concertation avec son réseau international et dans un objectif d'optimiser son action et sa pertinence, peut envisager l'ouverture de bureaux opérationnels ou régionaux, bases logistiques ou toute autre forme de présence dans les pays du Sud ou dans le reste du monde, ainsi que des partenariats ou rapprochement stratégique avec des ONGS tant locales

qu'internationales. ACF agit indépendamment de toute forme de pression politique, économique ou sociale. La sélection des bénéficiaires de l'aide est réalisée sans discrimination d'aucune sorte et en premier lieu en fonction de leur niveau de vulnérabilité.

NUTRITION ET SANTÉ

PAR SES PROGRAMMES DE NUTRITION ET SANTÉ, ACTION CONTRE LA FAIM PRÉVIENT, DÉPISTE ET TRAITE LA MALNUTRITION AIGUË CHEZ LES PERSONNES LES PLUS VULNÉRABLES.

La moitié de la population mondiale souffre de malnutrition. Le changement climatique est une menace supplémentaire pour la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables. Sécheresses, inondations, événements météorologiques extrêmes, impactent directement les communautés. Par ses programmes de nutrition et santé, Action contre la Faim prévient, dépiste et traite la malnutrition aiguë chez les personnes les plus vulnérables, les jeunes enfants et les femmes enceintes ou allaitantes. Selon les exigences particulières à chaque situation, au contexte et à la culture locale, Action contre la Faim conçoit des programmes de nutrition-santé adaptés à la population.

PRÉVENTION ET FORMATION DES TRAVAILLEURS LOCAUX

Action contre la Faim porte une attention particulière à la formation des travailleurs locaux, afin d'assurer l'autonomie des missions dans la prise en charge et le traitement de la malnutrition au niveau national. Par ailleurs, nous prenons en compte la qualité et la nature des soins dispensés aux enfants au sein de la famille et de la communauté. Nos programmes incluent donc un renforcement des pratiques de soins infantiles et de la relation parents-enfant permettant l'épanouissement physique et psychique de l'enfant.

DES CENTRES DE SANTÉ LOCAUX

Nos centres de santé sont implantés localement au plus près des populations en détresse de façon à être en capacité de dépister et de prendre en charge la malnutrition le plus rapidement possible. En parallèle, un soutien psychologique peut être apporté aux victimes et à leur famille.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

SELON LES CHIFFRES DE LA FAO, 800 MILLIONS DE PERSONNES SOUFFRAIENT DE SOUSALIMENTATION EN 2016,

« Sécurité alimentaire » : situation d'une personne ayant un accès physique et financier à une nourriture en qualité et quantité suffisante, respectant ses préférences culturelles, et ce tout au long de l'année, afin de garantir une vie saine et active.

SÉCURISER L'ACCÈS À LA NOURRITURE

L'objectif général de nos interventions en « sécurité alimentaire et moyens d'existence » vise à permettre aux populations d'accéder à une nourriture adéquate pendant et après des situations de crises. Pour cela, nous poursuivons, selon les situations, différents objectifs :

- Répondre aux besoins immédiats en nourriture des populations vulnérables (populations déplacées et réfugiées, communautés hôtes).
- Permettre le retour à l'autonomie alimentaire des populations affectées par les désastres, les conflits ou l'insécurité alimentaire chronique
- Infléchir les cadres et politiques de la sécurité alimentaire de façon à éradiquer la faim.

Selon les contextes, les interventions d'Action contre la Faim permettent de sauver des vies humaines dans les situations de crises aiguës, de protéger et maintenir les moyens d'existence des populations les plus sensibles aux catastrophes, de réduire les facteurs de vulnérabilité et de promouvoir le développement économique et social.

La recherche de solutions durables dans la lutte contre la faim et la sous-nutrition est au cœur de nos interventions sur le terrain. Pour accroître notre efficacité nous menons des analyses contextuelles poussées et évaluons nos projets afin de former au mieux notre personnel et apporter la meilleure réponse possible aux populations.

NOS ACTIONS

- L'assistance alimentaire
- Les activités agricoles
- Les activités génératrices de revenus en milieu rural ou urbain
- La surveillance de la situation alimentaire
- Le plaidoyer

EAU ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET SA GESTION EST UN ÉLÉMENT CENTRAL DANS LA GESTION DE TOUTES LES CRISES HUMANITAIRES ET ALIMENTAIRES.

LA MALNUTRITION D'UN ENFANT SUR DEUX EST LIÉE AUX MALADIES HYDRIQUES, À UN ENVIRONNEMENT INSALUBRE ET UN ACCÈS À L'EAU POTABLE LIMITÉ.

Plus de 80 % des eaux usées générées dans le monde retournent dans l'écosystème sans avoir été traitées ou réutilisées. Dans la plupart des cas, les populations ne disposent pas des infrastructures nécessaires au traitement des eaux usées.

Ces eaux véhiculent des matières fécales, des déchets médicaux, des pesticides d'agriculture et des produits chimiques potentiellement toxiques rejetés par les activités humaines. Des collectivités entières peuvent tomber malades si l'eau potable est contaminée et que l'hygiène est négligée. En buvant une source d'eau contaminée par des excréments les populations risquent de contracter des maladies mortelles comme la diarrhée, le choléra, la dysenterie, la typhoïde ou la polio.

AMÉLIORER L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET SENSIBILISER LES POPULATIONS

Action contre la Faim intervient dans la prévention de la malnutrition et mène des programmes d'amélioration de l'accès à une eau saine, de construction de latrines, de drainage etc. Elle fait également de la sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène et à la gestion de l'eau. Dans les situations d'urgence (épidémies, catastrophes naturelles, etc.),





nous nous positionnons en acteur de terrain (distribution d'eau par camions citernes, de kits d'hygiène, mise en place d'assainissement d'urgence, mise en place de programme de prévention des risques), mais aussi en coordinateur de la réponse humanitaire.

Outre le traitement et la prévention de la malnutrition, ACF mène une approche intégrée de la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles, intégrant l'adaptation au changement climatique. Cette approche transversale est intégrée dans nos programmes au sein des divers domaines d'intervention. Il s'agit d'élaborer puis de mettre en oeuvre des stratégies et des pratiques visant à limiter la vulnérabilité des populations, les aléas et les conséquences des catastrophes sur l'existence des populations. Le manque d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène, et leur conséquence sur la sousnutrition, restent des défis majeurs à l'échelle mondiale que nous tentons de surmonter.

SANTÉ MENTALE, PRATIQUES DE SOINS GENDRE ET PROTECTION

LES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES SONT SOUVENT LES PLUS SUJETTES À DES CHOC TRAUMATIQUES.

Les populations vulnérables doivent survivre aux conflits, aux maladies liées à l'hygiène ou à la malnutrition, aux événements météorologiques extrêmes ou encore au déséquilibre familial. Les communautés sont exposées à beaucoup de violences, d'insécurité et d'angoisse ce qui affecte énormément la santé mentale des individus.

Dépression, stress post-traumatique, problème de sommeil ou de comportement, les populations se retrouvent en grande détresse.

En 2015, 462 868 personnes ont bénéficié d'un soutien psychologique dans 21 pays différents sur les 49 pays où Action contre la Faim est présent.



GROUPE DE PAROLE ET SOUTIEN INDIVIDUEL

Nous intervenons auprès de ces populations et contribuons au soutien psychosocial, à la protection des personnes et à l'amélioration des pratiques de soins infantiles. Pour Action contre la Faim, la sousnutrition a des causes multiples, dont des facteurs psychologiques et la qualité des soins prodigués aux femmes enceintes et aux très jeunes enfants.

Dans le cadre de la sous-nutrition aussi, les équipes en santé mentale et pratiques de soins ont un rôle à jouer. Des interventions psychosociales et sur la parentalité permettent de lutter durablement contre la faim et de minimiser l'impact des contextes difficiles sur la santé des populations.

Des groupes de paroles sont organisés dans nos différents centres de santé et un soutien individuel est mis en place pour les personnes les plus vulnérables. Dans certains cas, des séances de relaxation sont nécessaires pour réduire l'angoisse et le peur.

Pour les enfants, des activités de groupe, des activités parents-enfants pour renforcer les liens familiaux, des jeux pédagogiques et des parcours psychomoteurs sont mis en place afin qu'ils puissent grandir et se développer le plus sereinement possible.

PLAIDOYER

EN LIEN AVEC NOS ÉQUIPES SUR LE TERRAIN, NOUS MENONS DES ACTIVITÉS DE PLAIDOYER ET DE MOBILISATION AUPRÈS DES ÉTATS ET DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE.

Elles visent à provoquer des changements durables en termes de politiques, de pratiques et de capacités d'intervention, en influençant les décideurs politiques et économiques, et en mobilisant l'opinion publique. Au travers des différents programmes de lutte contre la malnutrition, d'assainissement d'eau ou encore de santé mentale que nous mettons en place depuis près de 40 ans, l'organisation met en avant des moyens reconnus ou innovants et démontre quotidiennement leur efficacité. Forte de cette expérience, l'ONG se donne le mandat de promouvoir ces bonnes pratiques et d'amener à leur intégration dans les politiques des États et des institutions internationales.

NOTRE ACTIVITÉ DE PLAIDOYER S'ARTICULE AUTOUR DE DEUX AXES DE TRAVAIL :

LA LUTTE CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION

Les activités de plaidoyer ont pour but d'alerter sur l'importance de la lutte contre la malnutrition aiguë et promouvoir sa reconnaissance comme problème majeur de santé publique, nécessitant à la fois plus d'attention de la part des décideurs et plus de moyens financiers.

Par ailleurs, nous plaignons pour une approche intégrée de la lutte contre la malnutrition en demandant aux États d'inclure la nutrition dans leurs politiques sectorielles (agriculture, santé...). De par notre expérience et notre travail de réflexion et recherche sur les causes de la faim, nous nous engageons dans un mouvement plus global pour proposer des solutions durables dans le but d'éradiquer à terme la faim dans le monde.

LA DÉFENSE DES PRINCIPES HUMANITAIRES

Nous luttons également pour le respect des principes humanitaires et accompagnons les évolutions et les changements des politiques dans ce domaine (particulièrement françaises et européennes) en apportant son expertise et en témoignant de ce que les équipes rencontrent sur les terrains d'intervention.

Enfin, nous sensibilisons les sociétés civiles du Nord et du Sud pour soutenir nos actions de plaidoyer. En informant les citoyens sur les enjeux de la faim, nous tentons de mobiliser pour faire pression sur les décideurs afin d'obtenir de véritables changements.

GESTION DES RISQUES ET DÉSASTRÉS

AUGMENTATION DES ÉVÉNEMENTS MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES

Les populations les plus vulnérables sont en première ligne de ces événements météorologiques extrêmes : désertification, sécheresse, inondation, vague de froid et de chaleur ou encore la modification des conditions climatiques locales. Les crises et les désastres renforcent ou même accélèrent les facteurs sous-jacents conduisant à la sous-nutrition. La gestion des risques aux désastres consiste à faire ce qu'il faut, au bon moment et de la meilleure façon, pour préserver les moyens d'existence et créer un environnement favorable pour lutter efficacement contre la faim et réduire les vulnérabilités des populations face aux désastres.





La dernière décennie a vu le nombre de personnes exposées aux risques d'aléas naturels tripler atteignant les 2 milliards. Les catastrophes naturelles extrêmes comme le tsunami en 2004, ainsi que le tremblement de terre en Haïti en 2010, ont eu des effets catastrophiques sur l'environnement et sur les populations et leurs moyens d'existence.

UNE APPROCHE TRANSVERSALE ET MULTISECTORIELLE

S'appuyer uniquement sur une capacité de réponse en urgence n'est plus un mode opératoire éthiquement possible. Pour cela nous mettons en place une approche transversale et multisectorielle pour la mise en application des mesures de préparation, de réponse, de mitigation et de prévention aux désastres, afin de garantir que les moyens d'existence des populations vulnérables soient plus résilients à des chocs ponctuels et récurrents.

RECHERCHE

SOUCIEUX D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE NOS INTERVENTIONS SUR LE TERRAIN, NOUS CONSIDÉRONS LA RECHERCHE COMME UN DOMAINE DE DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE.

Les programmes de recherche sont définis sur la base des besoins de terrain. Ils sont conduits en collaboration avec des partenaires scientifiques internationaux et nationaux. Notre objectif est d'améliorer la qualité de nos interventions sur le terrain.

Aujourd'hui, nos projets de recherches ont pour objectifs spécifiques d'améliorer la prise en charge et la prévention de la sous-nutrition, ainsi que la réponse et la préparation aux urgences humanitaires. Ils s'articulent autour de trois grands axes :

- Identification des approches préventives efficaces contre la sous-nutrition
- Identification des modalités de mise à l'échelle d'un traitement efficace de lutte contre la sous-nutrition
- Identification des outils de réponse et préparation aux urgences



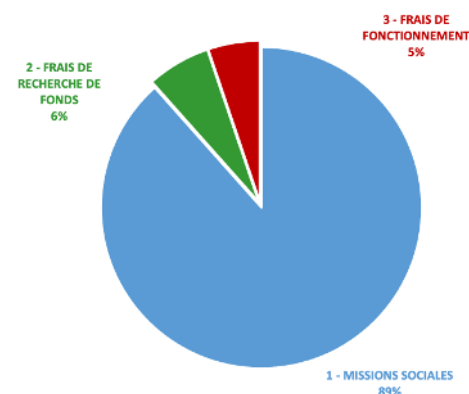
TRANSPARENCE FINANCIÈRE

UNE GESTION ASSURÉE PAR DE SOLIDES GARANTIES

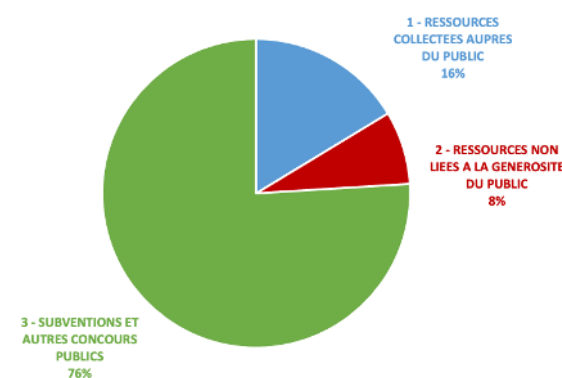
- Action contre la Faim est une association Loi 1901 reconnue d'Utilité Publique, label délivré par le Conseil d'État. A ce titre, Action contre la Faim doit transmettre ses comptes annuels au Ministère de l'Intérieur et au Ministère des Affaires Étrangères.
- Action contre la Faim est membre du Comité de la Charte de déontologie des organisations sociales et humanitaires faisant appel à la générosité du public. Cet organisme de surveillance rassemble des associations et fondations françaises qui ont en commun le respect d'une série de principes déontologiques en terme de rigueur budgétaire et de transparence des comptes.
- Des commissaires aux comptes indépendants garantissent chaque année la rigueur de notre gestion et la transparence de nos comptes, publiés chaque année.
- Les grands bailleurs de fonds institutionnels internationaux (ECHO, USAID) exercent un contrôle permanent sur nos comptes, au siège comme sur le terrain.
- Action contre la Faim est susceptible d'être auditée à tout moment par la Cour des Comptes et l'IGAS (Inspection Générale des Affaires Sociales), comme n'importe quelle autre structure.

89 % DES EMPLOIS (DÉPENSES) SONT AFFECTÉS AUX MISSIONS SOCIALES

RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR DESTINATION



RÉPARTITION DES RESSOURCES PAR ORIGINE



LE RÉSEAU INTERNATIONAL

Le réseau Action contre la Faim International est composé aujourd'hui de 8 organisations juridiquement indépendantes, constituées sous des formes juridiques différentes – toutes à but non lucratif - en fonction du droit national propre à chaque pays :

**ACF France est une association loi 1901 ;
ACF Espagne et ACF Italie sont des fondations ;
ACF Allemagne est une association à but non lucratif ;
ACF Royaume Uni, ACF Etats-Unis, ACF Canada
et ACF Inde sont des sociétés à but non lucratif.**

Comme le précise le Projet Associatif, « le réseau international doit permettre de diffuser les valeurs qu'ACF défend, d'accroître la capacité d'intervention, de renforcer la légitimité et l'étendue du témoignage, de développer les compétences, et de mobiliser plus de ressources financières. » Action contre la Faim France en est la structure historique et opérationnelle, pilotant également l'activité recherche et l'animation du Conseil Scientifique International pour le compte du réseau. Action contre la Faim Espagne et Action contre la Faim USA sont les 2 autres structures opérationnelles du réseau, créées respectivement en 1995 et 1997, de volumes financiers

quasi similaires aujourd'hui. Action contre la Faim Inde est également une entité opérationnelle mais n'intervenant que sur son propre territoire, et non à l'international. ACF Royaume-Uni et ACF Canada, en plus de la collecte et du lien avec les bailleurs institutionnels locaux, hébergent des fonctions partagées pour l'ensemble du réseau sur le genre (Canada) et le monitoring, learning et evaluation (Royaume-Uni). ACF Italie et ACF Allemagne, assurent de leur côté un objectif commun de collecte de fonds.

Le réseau ACF International s'est construit lentement au cours de ces 15 dernières années. Il s'appuie dans son fonctionnement sur un Protocole de coopération internationale (ICP) une stratégie commune et une gouvernance affirmée. Le « International Chairmen Comitee » (ICC) est l'instance de gouvernance collective constituée des Présidents des 7 membres officiels. L'ICC se réunit deux fois par an et traite les grands sujets stratégiques.

L'International Executive comitee (IEC) est constitué des Directeurs généraux des 7 sièges membres et se réunit au moins une fois par mois pour coordonner les travaux collectifs menés par le réseau. Il a piloté en 2019 et 2020 les travaux sur l'ISP3, cadre stratégique pour le réseau pour la période 2021-2025 et coordonne les fonctions et services transverses au réseau : IDR, Devcom², ELA³, Safeguarding⁴, Gender unit, Risk management.

2. Développement et communication

3. Evaluation Learning Accountability

4. Preventing sexual exploitation and abuse

LA MOBILISATION ASSOCIATIVE



Caroline DIB,
Secrétaire Générale



EN 2023, LES TEMPS ASSOCIATIFS ONT PERMIS À L'ENSEMBLE DES FAMILLES D'ACF DE SE RETROUVER. DEUX ÉVÉNEMENTS MAJEURS ONT MARQUÉ L'ANNÉE. DÈS LE MOIS DE JANVIER, UNE AGORA EN VISIOCONFÉRENCE A RÉUNI LES BÉNÉVOLES, LES ADHÉRENTS ET LES SALARIÉS D'ACF AUTOUR DU THÈME « CLIMAT ET GENRE », OFFRANT L'OPPORTUNITÉ D'ÉCHANGER ET DE COMPRENDRE LES DÉFIS LIÉS AU MANDAT DE L'ASSOCIATION SUR CES THÉMATIQUES TRANSVERSALES.

Fort du succès du format développé en 2022, un week-end associatif a été organisé en juin. Il a inclus la désormais traditionnelle Agora ainsi que notre Assemblée Générale. L'après-midi a débuté par un focus sur l'Afghanistan, abordant la situation dans le pays et les défis pour la population dans

les années à venir, ainsi que sur l'impact du dérèglement climatique. Les urgences ont également été mises à l'honneur avec une intervention à cinq voix retraçant les étapes et les services mobilisés lors d'interventions d'urgence par ACF.

Pour continuer de tisser des liens informels et célébrer ces retrouvailles, une soirée festive a conclu la journée. Le lendemain, une Assemblée Générale plus conventionnelle a eu lieu, marquant la fin de la présidence de Pierre Micheletti après neuf années d'engagement à différents postes au sein du Conseil d'Administration.

Ces moments de partage, à la fois formels et informels, seront intensifiés en 2024. Un effort particulier sera consacré à notre communication avec nos adhérents, notamment à travers nos outils et les contenus proposés, afin de mieux répondre à leurs attentes.



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est composé de 18 à 24 membres.

MEMBRES DU CA 2022-2023

LES MEMBRES DU BUREAU



Pierre **Micheletti**,
Président



Aïcha **Koraïchi**,
Vice-Présidente



Francisco **Rubio**,
Trésorier adjoint



Eric **Tran**,
Trésorier



Caroline **Dib**,
Secrétaire Générale



Antonio **Lopez**,
Secrétaire Général
Adjoint

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dominique
Benoist



Luc
Lamprière



Raymond
Couderc



Marc
Lescaudron



Elvira
**Rodriguez-
Escudeiro**



Alain
Maio



Herrick
Mouafo



Pauline
Veron



Robert
Sebbag



Laurent
Bacos



Benjamin
Nguyen



Isabelle
Triol



MEMBRES DU CA 2023-2024

LES MEMBRES DU BUREAU



Aïcha **Koraïchi**,
Présidente



Herrick **Mouafo**,
Vice-Président



Jacques **Serba**,
Trésorier



Amandine
Kashani-Poor,
Trésorière adjointe



Caroline **Dib**,
Secrétaire Générale



Matthieu **Yziquel**,
Secrétaire Général
Adjoint

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Manuel
Carrard



Stéphanie
Charles



Violette
Douillet



Marc
Lescaudron



Elvira
**Rodriguez-
Escudeiro**



Alain
Maio



Antonio
Lopez



Francisco
Rubio



Robert
Sebbag



Laurent
Bacos



Benjamin
Nguyen



Isabelle
Triol





LE COMITÉ D'AUDIT ET RISQUES (CAR)

Afin de garantir l'efficacité de ses actions et dans le but de maîtriser et contrôler ses activités dans un environnement de plus en plus complexe, ACF s'est doté d'un comité d'Audit et des Risques s'assurant de la pertinence du dispositif global de gestion des risques.

Le comité d'audit et des risques est une émanation du Conseil d'administration. Conformément à la Charte du CAR, la composition du CAR élu par les membres du Conseil d'Administration pour l'exercice 2023-2024 est la suivante (membres avec voix délibérative) : Laurent Bacos (Président), Stéphanie Charles et Benjamin Nguyen. Depuis novembre 2023, Le CAR a été renforcée par une « personnalité qualifiée », Laurent Clauser, sans voix délibérative.

Le CAR a pour interlocuteurs les salariés de l'ARC, service « audit risques conformité », service divisé en 6 pôles : juridique, audit interne, fraude et safeguarding, risk management, audit bailleurs, coordination et gestion des assurances.

La mission première du Comité est d'assister le Conseil d'administration dans l'exercice de sa fonction de surveillance des affaires et de la gestion de l'association afin d'en maîtriser les risques. Le CAR ne se substitue aucunement au management qui a la responsabilité des processus.

Au cours de cette période 2023/ 2024, le CAR s'est réuni tous les 2/3 mois et a accompagné des chantiers d'importance :

- La réorganisation de l'ARC autour de la création d'une « filière métier », c'est-à-dire des fonctions « ARC » dans les terrains d'intervention.
- La révision complète de la Charte d'audit interne (un nouveau responsable de l'audit interne ayant été recruté en septembre 2023).
- Un plan annuel d'audit interne ; deux déplacements ayant eu lieu en Afghanistan et au Mozambique.
- Une cartographie complète des risques autour de 9 catégories (« organisation », « réputation », « ressources humaines », « logistique », etc).
- Le suivi de la politique COTER (COUnTerRorism), notamment vis-à-vis des exigences croissantes des bailleurs de fonds.
- Un outil de suivi exhaustif des « recommandations », qu'elles proviennent de l'externe (audits bailleurs) ou interne (missions d'audit interne).

Concernant les audits bailleurs, il est à noter qu'en moyenne sur 2021-2022, ACF est audité sur 140 projets, soit environ 200 millions€ de dépenses.

Le Délégué à la Protection des données (DPO) partage au CAR son bilan annuel de l'organisation.

Enfin, le CAR est en lien avec le Commissaire aux Comptes (Mazars) pour tenir compte de ses recommandations en complément de la certification des comptes annuels.

LE COMITÉ ÉTHIQUE

L'année 2023 a permis de relancer les travaux entrepris avec la direction générale et l'ensemble de la gouvernance afin de revoir le processus d'évaluation des partenaires financiers privés.

A l'automne 2023, le cabinet Utopies a été sélectionné pour accompagner ce projet. Différentes consultations ont alors été engagées au travers de rencontres entre Utopies, le comité de pilotage (Comité éthique, Direction ComDev) et d'autres acteurs en interne et en externe. Cette séquence a conduit à affiner les grandes orientations et le cadre de cette refonte.

La démarche en co-construction sera élargie à d'autres directions d'ACF en 2024 autour d'ateliers dédiés. Ils contribueront à aboutir à la création d'un outil optimisé en vue du développement des partenariats avec le secteur privé dans le respect des valeurs d'ACF.

Par ailleurs, au cours de l'année 2023, le comité d'éthique a été sollicité par la Direction déléguée aux partenariats pour rendre plusieurs avis.

ANNEXES ACRONYMES ACF

AAH UK / US	Action Against Hunger UK/US
ACFIN	AcF international (Réseau international d'AcF)
ACH	Accion contra el Hambre Espagne
Admin	Administrateur
ADRO	Adjoint Directeur Régional Opérationnel
AG	Assemblée Générale
CA	Conseil d'Administration
CAC	Commissaires aux comptes
Capacity building	Renforcement de capacités locales (formation, suivi, ...) dans un but d'autonomisation.
CE	Comité d'entreprise
ComDev	Département Communication et Développement
Comex	(anciennement Comdir) Comité de Direction
DIH	Droit International Humanitaire
DRU	Donors Relation Unit
DO ou DirOpé ou DOP(É)	Directeur des Opérations
DP ou CD	(en anglais) [anciennement CDM] Directeurs Pays/Country Directors [Chefs de mission]
DP-CE	Délégués du Personnel / Comité d'Entreprise
DRO	(ROD en Anglais) Directeur Régional Opérationnel/Regional Operations Director
EAA	Entretien Annuel d'Appréciation
Expats	Expatriés (volontaires sur les missions)
FS ou Food Sec	Food Security = Sécurité alimentaire
GSP	Gestion Sociale et Pilotage
HOM	Head Of Mission
IEC	International Executive Committee (réunion trimestrielle de coordination des 5 Directeurs internationaux)
IMG	Groupes des directeurs de départements de chaque siège
IRP	Instances représentatives du personnel
JVA	Journée de la Vie Associative
Log	Logisticien / Logistique
MoU	Memorandum of Understanding
NAO	Négociations Annuelles Obligatoires
NDF	Notes de frais
Nut	Nutrition
POA	Plan d'actions
RDD	(HOD en Anglais) Responsable de département / Head of Department
RDS	Responsable de service (Siège)
RIG	Réunion d'Information Générale
SAME	Sécurité alimentaire et moyens d'existence
SEMCA	Séminaire de Conseil d'Administration
SEMDEP	Séminaire de département
SMPS	Santé Mentale & Pratiques de Soins Infantiles
TOR	Terms of reference/Terms de référence
VA	Vie Associative
WASH	Water, Sanitation, Hygien = EAH = Eau, assainissement, hygiène

GLOSSAIRE

FRANÇAIS	ANGLAIS
Accès aux aliments	Accessibilty (Food)
Activité génératrice de revenu (AGR)	Income Generating Activity (IGA)
Acteurs / Parties prenantes / Partenaires	Stakeholders
Aide Alimentaire	Food Aid
Allaitement maternel	Breastfeeding
Allaitement Maternel Exclusif	Exclusive Breastfeeding
Alimentation complémentaire	Complementary feeding
Aliments Composés Enrichis	Fortified Blended Food (FBF)
Alimentation de complément	Complementary food
Aliments de supplémentation	Supplementary Food
Alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE)	IYCF (Infant & Young Child Feeding)
Alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence	IFE (Infant Feeding in Emergency)
Aliments Prêts à l'Emploi	RUF (Ready to Use Food)
Aliment Complémentaire prêt à l'Emploi (ACPE)	RUCF (Ready to Use Complementary Feeding)
Lait pour Nourrissons Prêts à l'Emploi (LANPE)	RUIF (Ready to Use Infant Formula)
Aliments Supplémentaires Prêts à l'Emploi (ASPE)	RUSF (Ready to Use Supplementary Food)
ATPE (Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi)	RUTF (Ready to Use Therapeutic Food)
AMAI (Initiative de plaidoyer sur la malnutrition aigue)	AMAI (Acute Malnutrition Advocacy Initiative)
Anthropométrie	Anthropometry
AVAI (Années de vie ajustées sur l'incapacité)	DALY (Disability Adjusted Life Years)
Besoins Énergétique Minimums	Minimum Energy Requirements
Carence en micronutriments	Micronutrients Deficiency
Centre de Dépistage Volontaire (CDV)	Voluntary Counselling and Testing (VCT)
Communication pour les Changements de Comportement (CCC)	Behaviour Change Communication (BCC)
Conseil/ soutien	Counselling
Coupon «produits frais»	Fresh food voucher
Diarrhée	Diarrhoea
Disponibilité alimentaire	Availability (Food)
Dispositif de suivi	Monitoring
Distribution de couverture	Blanket distribution
Distribution (de denrées) Alimentaire Générale	General Food Distribution (GFD)
Donneurs de soins/ Personne qui prend soin de (l'enfant)	Caregiver

FRANÇAIS	ANGLAIS
Emaciation	Wasting
Enquête	Survey
Entretien préparatoire au dépistage VIH	Counselling (in HIV testing)
Etat Nutritionnel	Nutritional Status
Evaluation (de besoins, des demandes, des acteurs...)	Assessment
Evaluation (nutritionnelle)	Evaluation (Nutritional)
F75	F75
F100	F100
Faim	Hunger
Filets de protection	Safety Nets
Fournisseurs de soins de santé/ ceux qui délivres les soins de santé	Health Care Providers
Hygiène	Hygiene
Incidence (taux)	Incidence (rate)
Indice de Masse Corporelle	Body Mass Index
Initiative Hôpital Ami des Bébés	Baby-Friendly Hospital Initiative(BFHI)
Insécurité Alimentaire	Food Insecurity
Insuffisance Pondérale	Underweight
Insuffisance Pondérale à la Naissance/ Petit poids de naissance	Underweight at birth/ Low birthweight
Interventions monétaires	Cash based interventions
Kwashiorkor	Kwashiorkor
Kwashiorkor marasmique	Marasmus-kwashiorkor
Lait maternisé	Infant formula
Malnutrition Aiguë/ Sous-nutrition Aiguë	Acute Malnutrition/ Acute Under-Nutrition
Malnutrition Aiguë Globale (MAG)	Global Acute Malnutrition (GAM)
Malnutrition Aiguë Modérée (MAM)	Moderate Acute Malnutrition (MAM)
Malnutrition Aiguë Sévère (MAS)	Severe Acute Malnutrition (SAM)
Malnutrition Chronique/ Sous-Nutrition Chronique	Chronic Malnutrition/ Chronic Under-Nutrition
Médicaments essentiels	Essential medicines
Ménage	Household
Maladie infectieuse	Infectious disease
Macronutriments	Macronutrient
Marasme	Marasmus

FRANÇAIS	ANGLAIS
Micronutriments	Micronutrients
Morbidité (taux)	Morbidity (rate)
Mortalité (taux)	Mortality (rate)
Moyens d'existence	Livelihood
Articles non Alimentaires	Non Food Items (NFI)
Nourrisson	Infant
Nourriture contre travail	Food for work
Nouveau-né	New born
Nutriments	Nutrients
Nutrition	Nutrition
Obésité	Obesity
OEdème (bilatéral en godet ou nutritionnel)	Oedema (bilateral pitting or nutritional)
Paquet minimum de pratiques de soins infantiles	Basic package of Child Care Practices
Paquet minimum de santé	Essential Health Care Package/ Basic package of Health services
Paquet minimum VIH pour la Nutrition	HIV minimum package for Nutrition
Personnes vivant avec le VIH (PVVIH)	People Living With HIV/AIDS (PLWHA)
Plaidoyer	Advocacy
Pratiques de soins	Care Practices
Prévention de la Transmission Mère Enfant (PTME)	Prevention of Mother to Child Transmission (PMTCT)
Périmètre brachial	MUAC (Mid-Upper-Arm-Circumference)
Petit poids de naissance/ Insuffisance Pondérale à la Naissance	Low birthweight/ Underweight at birth
Piliers du Système de Santé	Health Strengthening Building Blocks
Prévalence (taux)	Prevalence (rate)
Prévention	Prevention
Prise en Charge à base Communautaire de la Malnutrition Aiguë (PCMA)	Community-Based Management of Acute Malnutrition (CMAM)
Prise en Charge Ambulatoire (*cf tableau ci-dessous)	Outpatient Care (*cf board below)
Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë (PCIMA)/ Intégration de la PCMA	Integrated Management of Acute Malnutrition (IMAM)
Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë chez les Nourrissons	Management of Acute Malnutrition in Infants (MAMI)
Prise en charge hospitalière (*cf tableau ci-dessous)	Inpatient Care (*cf board below)
Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant (PCIME)	Integrated Management of Childhood Illness (IMCI)
Programme argent contre travail	Cash for work programme
Rapport/ Indice Poids-Age	Weight-for-Age Index (WFA)

FRANÇAIS	ANGLAIS
Rapport/ Indice Poids-Taille (z-score et pourcentage de la médiane)	Weight-for-Height Index (z-score & median percentage)
Rapport/ Indice Taille-Age	Height-for-Age Index (HFA)
Retard de Croissance	Stunting/ Growth retardation
Retard de Croissance Intra Utérin	Intra Uterin Growth Restriction
Santé	Health
Santé Communautaire	Community Health
Santé Publique	Public Health
Sécurité Alimentaire	Food Security
Serum de Réhydratation Oral (SRO)	Oral Rehydration Solution (ORS)
Sevrage	Weaning
Soins de Santé Communautaire	Community Health Care
Soins de Santé de base	Health Package
Sous Alimentation/ Faim chronique	Undernourishment/ Chronic Hunger
Sous-nutrition	Undernutrition
Sous-nutrition maternelle	Maternal Under-Nutrition
Standards SPHERE (Projet SPHERE)	Sphere Standards (Sphere Project)
Substitut de Lait Maternel	BreastMilk Substitute (BMS)
Suralimentation	Overnutrition
Surpoids	Overweight
Surveillance épidémiologique	Epidemiological surveillance
Surveillance (Nutritionnelle)	Surveillance (Nutritional)
Système d'Alerte Précoce	Early Warning System
Système de Santé	Health System
Système de soins	Health Care System
Taux de létalité	Case fatality rate
Technique de Succion par Supplémentation (TSS)	Supplementary Suckling Technique (SST)
Test de l'appétit	Appetite test
Transferts monétaires	Cash grants
Cash	transfers
Coupons	Vouchers
VIH/ SIDA	HIV/ AIDS
Vulnérabilité	Vulnerability

Action contre la Faim, 14/16, boulevard de Douaumont, CS 80060, 75854 Paris CEDEX 17

Tél. : 01 70 84 70 70 – Fax : 01 70 84 70 71

Association régie par la loi de 1901, reconnue d'utilité publique par décret du 18 avril 1994

Crédits couverture et pages intérieures par ordre d'apparition : © Rijasolo, © Rijasolo, © Action contre la Faim, © Rijasolo, © Rijasolo, © Elise Blanchard, © Rijasolo, © Christophe Meireis, © Khaula Jamil, © Khaula Jamil, © Action contre la Faim, © Caleb Taryanouba, © Rijasolo, © Rijasolo, © Lys Arango, © Meethak AL khatib, © Mohanad Waqas, © Action contre la Faim, © Elise Blanchard, © Khaula Jamil, © Rijasolo, © Rijasolo, © Tom Gustin, © Rijasolo, © Tom Gustin, © Caleb Taryanouba, © Lys Arango, © Rijasolo, © Khaula Jamil, © Arthur De Poortere, © Action contre la Faim, © Sébastien Duijndam, © Rijasolo, © Nada Al-Saqaf, © Khaula Jamil.

Conception : CommeQuoi ? / **Révision :** Elvire Trochet / © Action contre la Faim



SANS VOUS, L'ACTION S'ARRÊTE.